

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PERTE DES TROIS QUARTS DU CAPITAL SOCIAL

DANS

LES SOCIÉTÉS ANONYMES

(Application de l'article 37 de la loi du 24 Juillet 1867.)

ÉTUDE COMPTABLE ET JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Juin 1939, à 14 heures

PAR

PIERRE BLANC

Président : M. HAMEL, professeur.

Suffragants : { M. ESCARRA, *professeur.*
 { M. AMIAUD, *professeur.*

IMPRIMERIE HÉRISSEY

4, RUE DE LA BANQUE, 4

ÉVREUX

1939

**DE LA PERTE DES TROIS QUARTS
DU CAPITAL SOCIAL
DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547121_0010

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PERTE DES TROIS QUARTS DU CAPITAL SOCIAL

DANS

LES SOCIÉTÉS ANONYMES

(Application de l'article 37 de la loi du 24 Juillet 1867.)

ÉTUDE COMPTABLE ET JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Juin 1939, à 14 heures

PAR

PIERRE BLANC

Président : M. HAMEL, professeur.

Suffragants : { M. ESCARRA, professeur.
M. AMIAUD, professeur.

IMPRIMERIE HÉRISSEY

4, RUE DE LA BANQUE, 4

ÉVREUX

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DE LA PERTE DES TROIS QUARTS DU CAPITAL SOCIAL DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES

INTRODUCTION

§ 1. — HISTORIQUE

Au fur et à mesure que se sont développés les investissements de capitaux dans les sociétés par actions, le législateur s'est préoccupé de protéger les épargnants contre les risques que leur ignorance pouvait leur faire courir. Certaines mesures ont été édictées en faveur des porteurs d'obligations émises par les sociétés. De plus, la loi autorise les actionnaires à prendre chaque année connaissance du bilan et de l'inventaire de la société, documents qui permettent dans une certaine mesure de connaître la situation réelle et de constater si les fonds qui ont été apportés à l'entreprise sous forme d'actions sont restés intacts ou non. Mais, dans le cas où des pertes ont été subies, les actionnaires doivent-ils assister impassibles à leur ruine ou disposent-ils de moyens leur permettant d'interrompre l'exploitation en vue de laquelle ils s'étaient associés ? On considère que le capital social doit rester intact au cours de la vie d'une société ou qu'il est du moins indispensable de tenir les intéressés

au courant des atteintes faites à sa substance et de leur permettre ainsi de décider, en pleine connaissance de cause, des mesures à prendre.

Si le Code de commerce en vigueur autrefois ne renfermait à ce sujet aucune disposition précise, la création de sociétés anonymes (art. 37) était en fait subordonnée à une autorisation préalable du gouvernement, qui était systématiquement refusée si les statuts ne renfermaient pas de clause imposant la dissolution de la société en cas de perte d'une fraction déterminée du capital social.

D'après une clause-type proposée par le Ministère de l'Intérieur, chaque actionnaire était recevable à demander la dissolution lorsque la perte atteignait une limite fixée d'avance. Cette quotité, variable selon la nature de la société et son objet, était le plus souvent égale aux trois quarts du capital social.

Par la suite on a été amené à instituer un nouveau régime plus souple : certaines sociétés ont pu, non seulement se constituer sans autorisation gouvernementale, mais être également gérées sans aucun contrôle de l'administration. La loi du 23 mai 1863 a posé les bases de ce nouveau régime. Elle a de plus imposé aux sociétés ainsi créées, dites « sociétés à responsabilité limitée » l'obligation de prendre certaines mesures en cas de perte des trois quarts du capital social (art. 20 de la loi) et cela en des termes qui ont été presque identiquement reproduits dans l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867.

Il s'agissait dans l'esprit des promoteurs de la loi de prendre des mesures propres à empêcher les « gens honnêtes de s'aveugler sur leur situation et de courir à une ruine complète » et à « éviter que l'on ne puisse tromper le public par une apparence de vie lorsque

« dans la réalité la société ne peut plus exister ». L'exposé des motifs rappelait que ces dispositions étaient empruntées « aux statuts des sociétés anonymes et des sociétés en commandite qui sont les mieux constituées. Elles devaient donc être considérées bien moins « comme imposées par l'autorité du législateur que « comme l'expression de la volonté probable des intéressés ».

Le projet initial prévoyait que la dissolution serait obligatoire en cas de perte des trois quarts du capital, mais la commission chargée de l'examiner avait jugé trop rigoureux de donner à cette mesure un caractère aussi impératif et avait rendu facultative la dissolution. Le commissaire du gouvernement avait cru, d'autre part, devoir rappeler au cours des débats devant le Corps Législatif que « la limite qui fixe la dissolution après la « perte des trois quarts du capital est celle qui est régulièrement adoptée pour les sociétés anonymes ».

Les dispositions introduites par la loi de 1863 ne visaient donc pas un cas nouveau. Elles donnaient force légale en les complétant et en les précisant aux clauses qui figuraient généralement dans les statuts des sociétés anonymes préexistantes et qui étaient conformes aux besoins normaux de la pratique. Ces dispositions avaient d'ailleurs été introduites quelques années auparavant dans la législation anglaise ainsi qu'il sera précisé plus loin.

Au moment de l'élaboration de la loi du 24 juillet 1867, on s'est efforcé en premier lieu d'appliquer le plus loyalement possible le principe de la liberté des conventions, les seules limitations introduites devant viser uniquement l'intérêt du commerce et de l'industrie ou

tendre à imposer le respect des règles de la morale. On a de plus pensé que « l'autorité ne doit point indiscrètement se mêler aux transactions privées » (premier exposé des motifs). Ces idées libérales trouvaient leur raison d'être dans les excellents résultats du régime nouveau institué par la loi de 1863, qui avaient été si manifestes que les pouvoirs publics envisageaient d'affranchir les sociétés anonymes de toute surveillance administrative et de les dégager de la formalité de l'autorisation.

C'est dans ces conditions que la loi du 23 mai 1863 a été abrogée et remplacée par la loi du 24 juillet 1867, le nom de « sociétés à responsabilité limitée » étant remplacé par « sociétés anonymes ».

L'article 37 de cette loi dispose que « en cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. La résolution de l'assemblée est dans tous les cas rendue publique ; à défaut par les administrateurs de réunir l'assemblée générale comme dans le cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux ».

Au cours de la discussion au Corps Législatif un amendement avait été déposé proposant de faire jouer les dispositions de l'article 37 lorsque la quotité des pertes atteint la moitié du capital social et d'ajouter au texte le paragraphe suivant : « la dissolution est de plein droit obligatoire en cas de perte des trois quarts du capital social ».

La commission chargée d'examiner le projet n'a pas accepté cette rédaction ; elle a ainsi motivé son refus :
« sans doute, une société qui a perdu les trois quarts de
« son capital est bien près de sa ruine et il est à craindre
« même dans certains cas que la liquidation intervenant
« dans de telles conditions ne laisse les tiers en face
« d'un déficit, soit que l'actif ait été volontairement exa-
« géré, soit que la réalisation le réduise. Mais n'arrive-
« t-il pas, d'un autre côté que des sociétés perdent en
« recherches stériles une partie considérable, les trois
« quarts, de leur capital avant d'atteindre le succès et
« la prospérité ? Les condamner à une dissolution de
« plein droit ne serait-ce pas une disposition impré-
« voyante et excessive ? Le projet a sagement pondéré
« toutes choses : en cas de perte des trois quarts, ce
« n'est pas une *faculté*, c'est un *devoir* pour les adminis-
« trateurs de convoquer l'assemblée générale, un devoir
« qui engage leur responsabilité envers les tiers et en-
« vers les actionnaires. L'assemblée avertie de la gra-
« vité de la situation prononce et, soit qu'elle admette
« ou qu'elle repousse la dissolution, *sa résolution est*
« *dans tous les cas rendue publique* conformément au
« deuxième paragraphe de l'article. Les tiers savent
« donc, si la société continue à marcher, que son capi-
« tal est perdu à concurrence des trois quarts, et s'ils
« continuent leurs relations avec elle, ils le font en
« pleine connaissance de cause. La commission per-
« siste à penser que ce système est plus conforme à la
« raison et à la nature des choses qu'une dissolution
« de plein droit. »

Le texte de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, tel qu'il est reproduit plus haut, n'a subi aucune modification depuis sa promulgation.

§ 2. — APERÇU DES DISPOSITIONS DES LÉGISLATIONS
ÉTRANGÈRES

La plupart des législations étrangères se sont également préoccupées d'imposer aux sociétés par actions un minimum de solvabilité.

On a signalé déjà que la législation anglaise avait prévu la liquidation pour perte des trois quarts du capital social dès avant 1863. L'Act de 1856 sur les compagnies par actions, dans lequel s'est manifesté pour la première fois en droit anglais le souci d'imposer aux sociétés la possession d'un certain actif réel, prévoyait en effet dans son article 67 qu'une compagnie pouvait être liquidée par ordre de la Cour lorsque les trois-quarts de son capital social étaient perdus. La demande de liquidation devait être faite par voie de requête, le « contributory » ayant seul qualité à cet égard¹.

Aujourd'hui², d'après l'Act du 10 mai 1929, une société peut être liquidée judiciairement, sur demande introduite par tout actionnaire titulaire de ses actions depuis six mois au moins ou par tout créancier, s'il apparaît juste et équitable au tribunal que la société soit

1. La loi considère comme étant « contributory », c'est-à-dire tenu à contribution, l'actionnaire qui n'a pas encore libéré en totalité les actions qu'il a souscrites ; est également considéré comme contributory celui qui est tenu d'une certaine garantie en ce qui concerne le capital social. Mais le « contributory » ne peut adresser sa requête au tribunal que s'il est de plus « allotee original », ou s'il a été actionnaire pendant au moins six des dix-huit derniers mois qui se sont écoulés avant la présentation de la requête (Act de 1856).

2. A. Percerou, *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*, p. 321 et ss.

dissoute (sect. 168). La liquidation judiciaire interviendra également si la société a décidé, par une résolution spéciale ¹, que la liquidation serait faite par le tribunal.

Enfin, une liquidation volontaire peut avoir lieu si les actionnaires décident « par résolution spéciale que « la société sera liquidée volontairement », ou « par « résolution extraordinaire ², qu'en raison de son passif, « la société ne peut continuer ses affaires et qu'il est « expédient de la liquider » (sect. 225).

Ajoutons enfin que, « lorsqu'une société a voté sa « liquidation volontaire, le tribunal peut rendre une « ordonnance décidant que la liquidation volontaire « continuera, mais sous le contrôle du tribunal » (sect. 256).

En Allemagne, la loi du 30 janvier 1937 renferme les dispositions suivantes (§ 83) : « S'il résulte d'un bilan « annuel ou d'un bilan intermédiaire ou de l'appré-
« ciation consciencieuse des circonstances qu'il y ait une
« perte dont le montant soit la moitié du capital social,
« la Direction convoque sans retard l'assemblée géné-
« rale pour la mettre au courant. »

Ainsi que l'indique M. Baudoin-Bugnet, « la législa-

1. L'Act de 1929 (sect. 117) indique qu'une résolution est une « special resolution » lorsqu'elle a été votée par la même majorité des trois quarts qui est requise pour le vote d'une extraordinary resolution et dans une assemblée générale convoquée vingt et un jours au moins avant la date de sa réunion, par un avis spécifiant le dessein de proposer la dite résolution à l'assemblée comme « special resolution ».

2. L'Act de 1929 précise (sect. 117) qu'une résolution est une « extraordinary resolution » lorsqu'elle a été votée par une majorité des trois quarts au moins des membres qui ont voté dans une assemblée régulièrement convoquée par un avis mentionnant le dessein de proposer la dite résolution à l'assemblée comme une « extraordinary resolution ».

« tion antérieure était bien moins précise et complète
« puisqu'elle édictait seulement que, pour satisfaire à
« ses obligations, la Direction devait avoir vu appa-
« raître la perte dans un bilan. Il y a ici une extension
« très nette de la responsabilité de la Direction provo-
« quée par le souci de sauvegarder les intérêts des
« créanciers et des actionnaires ¹ ».

En Belgique, l'article 102 de la loi coordonnée sur les sociétés distingue le cas où la moitié du capital social est perdue, et celui où on se trouve en présence d'une perte des trois quarts. Dans le premier cas, les administrateurs doivent réunir l'assemblée générale et celle-ci délibérera dans les formes prescrites aux statuts pour statuer sur la dissolution anticipée de la société. Dans le second cas, la dissolution sera prononcée si elle est votée par des actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée, c'est-à-dire par une minorité.

Le Code de commerce bulgare dispose (art. 194) que
« s'il ressort des comptes ou du bilan que la société a
« perdu la moitié de son capital social, le conseil d'ad-
« ministration doit convoquer sans retard l'assemblée
« générale pour qu'elle se prononce sur l'existence ulté-
« rieure ou la cessation de la société ».

En Italie ², le droit commercial est réglementé par le Code de commerce de 1883 qui a été retouché par une série de décrets-lois intervenus depuis l'établissement du régime fasciste ; d'autre part, un projet de Code a été

1. P. Baudoin-Bugnet, *Les sociétés par actions en Allemagne, loi du 30 juillet 1937*, p. 155.

2. A. Percerou, *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*, p. 67 et ss., 82 et ss.

mis au point en 1925. D'après ces textes, une société est dissoute par la perte des deux tiers du capital social si les associés ne délibèrent pas la reconstitution immédiate du capital ou sa réduction au montant de l'actif existant (art. 146). La dissolution doit, dans ce cas, être publiée. (Le projet de 1925 ajoute que cette publication doit se faire par inscription au registre du commerce.) D'autre part, une minorité du cinquième du capital social (chiffre ramené au dixième par le projet de 1925) peut imposer aux administrateurs la convocation dans le délai d'un mois d'une assemblée appelée à délibérer sur cette question (art. 169) et une minorité du huitième du capital social peut en outre dénoncer au tribunal les faits de gestion paraissant contenir de graves irrégularités, le tribunal pouvant alors nommer des commissaires chargés d'examiner les livres sociaux, et, le cas échéant, ordonner ensuite la convocation d'une assemblée des actionnaires.

D'après le Code hongrois du 19 mai 1876, « aussitôt
« qu'il appert des comptes ou du bilan que la société a
« perdu la moitié de son capital, la Direction doit con-
« voquer immédiatement une assemblée générale pour
« que les actionnaires puissent prendre une résolution
« sur la continuation ou la dissolution de la société »
(art. 187).

L'ancien Code des obligations suisse spécifiait, dans son article 657 que, « lorsqu'il résulte du dernier bilan
« que le capital social a été réduit de moitié, l'adminis-
« tration doit immédiatement convoquer l'assemblée
« générale, et lui faire connaître la situation ». Le nouveau Code fédéral des obligations, mis en vigueur le 1^{er} juillet 1937 a repris ces dispositions dans l'article 725

aux termes duquel « s'il ressort du dernier bilan annuel
« que la moitié du capital social n'est plus couverte,
« l'administration convoque immédiatement une assem-
« blée générale et lui fait connaître la situation ». Si la
dissolution est décidée, mention doit en être faite au
registre du commerce (art. 737).

Rappelons, sans insister davantage, que la plupart des
législations renferment des dispositions analogues ; la
convocation de l'assemblée des actionnaires est ordon-
née lorsque l'actif social net tombe au-dessous de la moi-
tié, en Lithuanie (§ 43) et en Esthonie (loi du 20 mai
1927, art. 5) ou du tiers, en Roumanie (art. 148), et en
Pologne (art. 112).

PREMIÈRE PARTIE
DE LA PERTE DES TROIS QUARTS
DU CAPITAL SOCIAL

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE CAPITAL SOCIAL ?

§ 1. — LE CAPITAL SOCIAL DE L'ARTICLE 37 EST LE CAPITAL NOMINAL DE LA SOCIÉTÉ

Les dispositions de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 étant appelées à jouer « en cas de perte des trois quarts du capital social », il n'est pas inutile de rappeler ce que l'on doit entendre par capital social et d'indiquer dans quel cas il sera possible d'affirmer que la perte des trois quarts du capital social est consommée.

Avant le vote de la loi de 1867, on s'est demandé à quel chiffre devait être comparé le montant des pertes. Convenait-il de prendre comme base de comparaison le capital nominal ou le capital obligatoire, le capital réalisé ou le capital exigible ? La commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi a, en effet, soumis le 3 mai 1867 au Corps Législatif un rapport dont nous extrayons ce qui suit :

« Votre commission a pensé que la disposition (de l'article) ne tenait pas compte de la faculté accordée par l'article 24 de limiter par les statuts l'obligation de souscrire à la moitié du capital nominal de l'action ¹. »

1. L'article 24 se référait à l'article 2 du projet : « Il peut

« Il pourrait résulter de là que, le titre étant déprécié
« de moitié par exemple, il fût impossible de réaliser
« une obole au delà de la portion du *capital obligatoire*.
« Dans ce cas cependant, les administrateurs, si la
« rédaction du projet avait été maintenue pouvaient
« soutenir que les trois quarts du capital social n'étaient
« pas perdus, là même où la presque totalité du capital
« réalisable serait dévorée. La même difficulté peut se
« produire dans le cas où, par suite de l'insolvabilité
« des souscripteurs primitifs, il est impossible de réali-
« ser intégralement même le capital obligatoire. Sans
« doute un capital non recouvré n'est pas perdu, mais
« quelle est la condition d'un capital irrécouvrable ?
« Qu'importe qu'il soit détruit par des sinistres ou par
« l'insolvabilité absolue des débiteurs. La loi veut sage-
« ment que les actionnaires ou la justice soient appelés
« à se prononcer sur la dissolution de la société quand
« elle se trouve amenée à une situation qui accuse son
« impuissance, c'est-à-dire quand l'instrument de son
« activité, la garantie des tiers, son capital, est diminué
« dans une proportion menaçante. Or, le seul capital
« qui puisse compter, c'est le capital réalisé. S'il n'a
« pas été appelé régulièrement et si le souscripteur ou
« le débiteur sont solvables, les administrateurs en pro-
« voqueront le versement et le feront surtout quand la
« société, sans que son existence soit compromise ou
« menacée, sera pressée par d'urgents besoins, et ils
« n'attendent pas pour cela que les apparences pro-

« être stipulé, mais seulement par les statuts constitutifs de la
« société, que ceux des souscripteurs qui auront aliéné leurs
« actions ne seront responsables des sommes dues par les ces-
« sionnaires que jusqu'à concurrence de la moitié du montant
« de chaque action » (projet n° 3).

« voquent et légitiment la mesure prévue par notre
« article.

« Ces considérations ont déterminé la commission à
« proposer la rédaction suivante dont une expression,
« *versement obligatoire*, est la condition du système
« qu'elle maintient sur les articles 2 et 3 du projet : en
« cas de perte des trois quarts du capital social dont le
« versement est réalisé ou obligatoire, les administra-
« teurs... »

Le Conseil d'Etat a repoussé cette rédaction et le Corps législatif, se rangeant à son avis, a refusé d'adopter la rédaction proposée par la commission.

Le capital auquel se réfère l'article 37 n'est donc pas le capital appelé, c'est-à-dire versé effectivement par les actionnaires. C'est le capital nominal. Cette interprétation, qui repose sur les arguments historiques qui viennent d'être rappelés, est de plus confirmée par la jurisprudence et la doctrine.

§ 2. — QU'EST-CE QUE LE CAPITAL D'UNE SOCIÉTÉ ?

Son montant est indiqué dans les statuts de la société, ainsi que dans l'extrait de l'acte constitutif soumis aux formalités de publicité des articles 55 et suivants de la loi de 1867.

Ce renseignement figure de plus sur le bulletin de souscription des actionnaires, où doivent être indiquées « la part représentée par des apports en nature et la
« part du capital à réaliser en espèces » (loi de 1867, art. 1^{er}, modifié par le D.-L. du 31 août 1937).

C'est d'ailleurs en précisant les deux éléments qui le constituent qu'on définit généralement le capital. On peut considérer que cette définition est bonne, sauf dans

le cas relativement rare où les actions ont été émises avec prime, le montant de la prime versée par les souscripteurs ne devant pas être incorporé au capital.

Dès que la constitution de la société est devenue définitive, le capital social se trouve donc fixé et publié suivant les règles que nous venons d'esquisser. Il serait d'ailleurs inexact de penser qu'on devra toujours, pour en connaître le montant, se référer aux publications ainsi faites : les tiers appelés à contracter avec la société sont en effet parfaitement au courant puisque mention en est obligatoirement faite sur tous les papiers à en-tête commerciale de l'entreprise. Cela est très important car, si le capital social représente en premier lieu le patrimoine initial de la société, le montant des mises dont elle est comptable vis-à-vis de ses actionnaires, il ne faut pas oublier que la société est destinée à vivre d'une vie extérieure, à entrer en relation avec des tiers, et ce sur la base du crédit que lui confère ce qu'elle possède et en répondant sur son avoir, tout comme une personne physique, des obligations qu'elle aura contractées¹.

Dans ces conditions, il est bien évident que, si cette situation vient à se modifier, si le capital social vient à varier, ces changements doivent être subordonnés à des conditions² très sévères et recevoir une publicité aussi étendue que celle qui est prescrite lors de la constitution de la société, en raison même de l'importance du rôle du capital, élément essentiel du crédit de l'affaire².

1. F. Passelecq, *Le fisc et le remboursement d'actions sur les bénéfices* (Revue pratique des sociétés, 1911, p. 120).

2. Si le capital social est modifié au cours de la vie d'une

Ainsi que l'a écrit de Haene, « au cours de la vie
« sociale, le chiffre (du capital) représente le minimum
« d'actif que les associés offrent en garantie aux tiers,
« et qu'ils se sont engagés à ne pas réduire par leur fait.
« Sa fonction est de rappeler la somme des valeurs que
« la société s'est engagée à maintenir à jamais dans
« son patrimoine pour la sûreté des tiers et que les asso-
« ciés se sont engagés à ne pas reprendre. Son rôle n'est
« pas d'ordre économique, mais d'ordre juridique et
« comptable. Il est le régulateur de l'activité sociale, la
« mesure invariable et constante d'après laquelle on
« détermine le montant des bénéfices et des pertes, les
« réserves à constituer, le moment où la société doit se
« dissoudre ou se transformer. C'est pourquoi il figure
« dans le bilan, au passif de chaque exercice, invariable
« en dépit des pertes et des gains, insensible aux aug-
« mentations et aux diminutions de l'avoir, à travers
« toutes les vicissitudes de l'entreprise ».

Cette règle de la fixité du capital, ou plus exactement l'obligation de représenter le capital social, est l'un des fondements de la législation des sociétés. Il convient de mettre l'accent sur le caractère intangible et immuable du capital social, qui est à la fois imposé par la loi et reconnu par la doctrine et la jurisprudence.

C'est dans la loi de 1856 que ce principe a été dégagé

société, qu'il soit augmenté ou réduit, ces modifications, soumises à des règles de publicité très strictes, ne peuvent être décidées que par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui est soumise par l'article 31 de la loi de 1867 à des conditions de quorum et de majorité très sévères.

Si une telle décision a été prise, il est clair que c'est la nouvelle valeur du capital qui devra servir de base pour constater si les pertes subies ultérieurement atteignent ou non la quotité des trois quarts fixée par l'article 37.

pour la première fois. Il a été conservé dans la loi de 1867 qui ne le formule d'ailleurs pas explicitement, mais le consacre implicitement dans les articles 1 et 24 qui exigent que le capital soit intégralement souscrit¹.

Nous allons examiner en premier lieu s'il est possible aux actionnaires de tenir en échec cette règle et de réduire par leur fait leur garantie que le minimum d'actif représenté par le capital social offre légalement aux tiers.

On sait que la fraction de l'actif net d'une société qui appartient en propre aux actionnaires est la différence entre l'actif net et le montant des dettes contractées envers les tiers. Cette différence a été appelée « situation nette » ainsi que nous le verrons plus loin. Il est clair que les actionnaires peuvent se répartir² l'excédent de cette « situation nette » sur le capital social sans qu'il y ait violation de la règle de la fixité du capital.

Une telle répartition peut se faire sous la forme d'une distribution pure et simple de dividendes. Il est également possible de rembourser aux actionnaires une partie du capital qu'ils ont versé, en leur remettant des actions de jouissance à la place des actions de capital qui leur sont ainsi remboursées. Les statuts prévoient souvent l'éventualité d'une telle opération et en fixent les modalités. Elle a en effet une importance très grande à l'égard d'un certain nombre d'intéressés dont elle modifie les droits respectifs, qu'il s'agisse des porteurs de parts

1. E. Beaudonnat, *La notion de dividende fictif*, p. 87.

2. Indiquons, sans insister sur ce point pour ne pas alourdir inutilement l'exposé, que des réserves doivent être formulées au sujet de la légitimité de la distribution de l'intégralité de cette somme.

bénéficiaires, des administrateurs qui perçoivent des tantièmes, ou encore de certains actionnaires qui ont droit, au moment de la répartition des bénéfices, à une part d'intérêt fixe attribuée au capital non amorti qu'ils ont versé. Ce remboursement de capital n'est, en fait, qu'une simple distribution de bénéfices, opération purement interne que les tiers n'ont pas à connaître et qui ne peut en aucune manière porter atteinte à leurs droits et, en particulier, conduire à une réduction du montant du capital social.

Il en serait autrement si la « situation nette » représentait une somme au plus égale au capital nominal et si, dans ces conditions, une partie du capital était remboursée aux actionnaires ou, s'ils percevaient des dividendes.

Dans le premier cas, le capital social se trouverait réduit en violation de la loi, aucune assemblée extraordinaire des actionnaires n'ayant été réunie pour en décider, et aucune publicité n'ayant été donnée à la réduction effectuée.

Dans le second cas, il y aurait distribution de dividendes fictifs. On sait que, toutes les fois qu'une répartition de valeurs entre les associés aura abaissé l'actif au-dessous du minimum effectivement nécessaire pour que le capital puisse être représenté, et que cette distribution aura été faite en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaire frauduleux, il y aura distribution de dividendes fictifs, sanctionnée par les peines de l'article 405 du Code pénal, qui prévoit un emprisonnement d'un an à cinq ans, et une amende de 50 à 300 francs, le coupable pouvant, en outre, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura

subi sa peine, être interdit des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal (droit de vote, d'éligibilité...).

C'est pour assurer l'intangibilité du capital social et éviter la distribution de dividendes fictifs que l'on a formulé toutes les règles qui concernent l'établissement des bilans et qui visent essentiellement à assurer son intégrité de telle sorte que le patrimoine social reste, une fois le montant des dettes déduit, supérieur ou tout au moins égal à la valeur minimum que les associés se sont engagés à offrir en garantie aux tiers. C'est également pour respecter le même principe que l'on impose aux administrateurs l'obligation d'opérer les amortissements nécessaires pour que les éléments de l'actif soient évalués à leur valeur réelle. De même, on interdit qu'un bénéfice non encore réalisé soit pris en considération pour calculer le montant des bénéfices de l'exercice.

« Le maintien du capital social, postulat suprême de
« la réglementation légale des sociétés anonymes, exige
« que les bénéfices distribués soient réels ; tout bénéfice
« fictif, étant prélevé sur le capital, est prohibé rigou-
« reusement ¹. »

Le législateur a même pris une précaution supplémentaire en imposant de capitaliser une partie des bénéfices sous la forme d'une réserve légale qui est destinée à faire face à des pertes éventuelles.

On doit enfin se demander s'il ne peut pas arriver qu'une société voie disparaître progressivement, par suite de pertes continuelles, une fraction très importante de son actif net, et se trouve ainsi dans l'impossibilité absolue de représenter son capital social, sans

1. De Haene, *Les plus-values des sociétés anonymes devant le droit de patente* (Revue pratique des sociétés, 1911, p. 257).

être tenue de faire connaître aux tiers les changements graves qui se sont produits dans sa situation. En pareil cas, aucune publication légale n'est prévue par la loi, aucune sanction n'est encourue¹. Il y a là un point extrêmement remarquable et il convient de rapprocher les précautions que la loi a exigé de prendre pour que le montant du capital social soit publié et facilement connu des tiers, de l'indifférence dont le législateur a fait preuve dans le cas où il s'agit de tenir les mêmes tiers au courant des pertes pouvant entamer la fraction de l'actif représentant le capital social, leur ultime garantie.

Pour prendre un exemple concret, considérons le cas de deux sociétés au capital de 1.000.000 de francs. La première a, au cours d'une suite d'exercices déficitaires, perdu progressivement la majeure partie de son actif, de telle sorte qu'une fois les dettes payées, il ne resterait qu'un actif net de 300.000 francs. La seconde a également fait de mauvaises affaires, mais son actif net représente encore 800.000 francs ; ses administrateurs ont jugé prudent de consolider ces pertes et ont fait voter une réduction de capital équivalente.

En fait, les tiers sont immédiatement au courant de la réduction de capital opérée pour la seconde société, mais ignorent que la première a perdu la majeure partie de son actif : ils ne peuvent le savoir qu'en consultant

1. Les administrateurs seraient cependant passibles des peines attachées à la distribution de dividendes fictifs s'ils distribuèrent aux actionnaires les bénéfices réalisés au cours d'un exercice avant d'avoir réparé les pertes antérieures et reconstitué le capital social, à moins toutefois qu'une assemblée générale extraordinaire n'ait décidé d'opérer une réduction de capital.

le bilan, ce qui ne leur sera pas toujours possible, alors que, dans le premier cas, le papier à en-tête de la société les renseignera immédiatement.

Est-ce à dire que les sociétés peuvent dissiper la totalité de leur actif net et échapper ainsi à « l'obligation « légale de tenir constamment bloqué et à l'abri du « partage, pendant toute leur durée, un actif suffisant « pour faire face au passif légal que constitue le capital « non statutairement réduit¹ » ? On ne doit pas aller jusque-là, mais, alors que toute distribution faite frauduleusement aux actionnaires est réprimée ainsi que nous l'avons vu si l'actif est perdu, le législateur n'est intervenu pour protéger les ayants droit contre une gestion déficitaire qu'au moment où les trois quarts du capital sont perdus, cas dans lequel les dispositions de l'article 37 sont appelées à jouer. En particulier, si les actionnaires ne sont pas invités à se prononcer sur l'éventualité d'une dissolution, tout intéressé a le droit de porter l'affaire devant les tribunaux.

1. F. Passelecq, *loc. cit.*, p. 122.

CHAPITRE II

CONSTATATION MATÉRIELLE DES PERTES

Si l'on fait l'état estimatif de tous les biens que possède la société, d'une part, et d'autre part, de toutes ses dettes, la différence entre ces deux totaux représente ce que Dumarchey a appelé la « situation nette » ; si le montant de cette situation nette se trouve être inférieur au chiffre du capital social, une partie du capital est perdue. Comment va-t-on matériellement obtenir les éléments nécessaires pour dresser un tel état estimatif ? En d'autres termes, comment va-t-on pouvoir se rendre compte de la situation réelle d'une société et savoir s'il y a des pertes, et, le cas échéant, si elles atteignent les trois quarts du capital social ? Il suffira, pour cela, d'examiner le bilan et l'inventaire, qui sont les documents officiels qui permettent de connaître quelle est la situation en fin d'exercice.

Le bilan. — Le bilan n'est qu'un résumé de l'inventaire, synthétisant la situation patrimoniale de l'entreprise, et les résultats de son exploitation. C'est le document le plus simple à consulter, et les chiffres qu'il renferme permettent de calculer immédiatement les différents éléments de la situation nette.

Le bilan se présente généralement sous la forme d'un

tableau à deux colonnes : dans celle de gauche s'inscrivent les éléments de l'actif, et dans celle de droite, les éléments du passif. Chacune des colonnes est divisée en chapitres qui sont seulement des sous-titres destinés à rendre plus compréhensible la lecture du bilan, et comprenant eux-mêmes plusieurs postes en face desquels on inscrit un nombre qui représente l'évaluation globale des éléments de l'inventaire que groupe le poste considéré.

Nous allons passer rapidement en revue les postes essentiels de l'actif et du passif :

1° Si le bilan est présenté d'une façon ordonnée, les chapitres de l'*actif* sont inscrits dans l'ordre de leur liquidité croissante ou décroissante :

a) *Actif indisponible* ou *immobilisé* : biens immobiliers (terrains, constructions), biens mobiliers corporels (mobilier, matériel, outillage) et incorporels (fonds de commerce, brevets, marques de fabrique, frais de premier établissement), etc... ;

b) *Actif à réaliser* : Matières premières, marchandises, travaux en cours, créances et effets à long terme, titres en portefeuille, capital restant à appeler, etc... ;

c) *Actif disponible* : Espèces en caisse et en banque, effets négociables...

De plus, à l'actif figurent certains comptes d'ordre (loyers payés d'avance, etc....), ainsi que, le cas échéant, les pertes des exercices antérieurs, et le solde du compte de profits et pertes de l'exercice clos, s'il a été déficitaire.

2° Les postes du *passif* sont les suivants :

a) Le *capital social* qu'il est d'usage d'inscrire en tête de la colonne du passif, en donnant aux actions leur valeur nominale, même si elles ne sont pas entièrement

libérées. Ajoutons que le capital comprend non seulement les actions dites de capital, mais aussi les actions de jouissance.

Il faut bien se garder de penser que le capital représente une dette de la société envers les associés bailleurs de fonds. Il n'est en effet pas dû, et les actionnaires ont, non pas un droit de créance, mais un droit de copropriété.

Le capital social, qui est inscrit au passif en vertu d'un usage comptable très général, symbolise de plus la fraction de la situation nette que la loi interdit de distribuer aux actionnaires sous forme de dividendes : c'est l'application du principe de la fixité du capital, que nous avons examiné précédemment.

b) Les *réserves*, qui figurent au passif immédiatement après le capital social ; elles sont formées par des prélèvements effectués sur les bénéfices nets, et ne constituent pas un passif réel, qu'il s'agisse de la réserve légale ou de toute autre réserve.

c) Les *provisions*, qui correspondent à des dépréciations d'éléments de l'actif dont il n'a pas été tenu compte dans la valeur inscrite au poste correspondant de l'actif. Il en est ainsi, en particulier, des amortissements que l'on voit très souvent portés au passif, bien qu'il soit beaucoup plus logique de faire apparaître leur montant lorsque l'on enregistre à l'actif la valeur des éléments auxquels ils s'appliquent. Font encore partie de ce groupe la « provision pour créances douteuses » qui représente l'estimation de la fraction de valeur des créances inscrites à l'actif dont le recouvrement est incertain, la « provision destinée à corriger l'estimation des titres en portefeuille », etc...

d) Les *dettes* de la société, qui peuvent se grouper ainsi dans l'ordre d'exigibilité croissante :

Dettes exigibles à long terme : obligations, emprunts ou règlements à échéance lointaine ;

Dettes exigibles à court terme : créiteurs divers, effets à payer, impôts ;

Dettes exigibles à vue : dépôts à vue, dividendes non perçus.

Au passif figurent enfin certains comptes d'ordre, ainsi que le solde des comptes de profits et pertes, lorsque les bénéfices provenant des exercices antérieurs ou de l'exercice clos n'ont pas été affectés à des réserves, ou distribués aux actionnaires.

Dans le cas le plus général, pour calculer la situation nette, on retranchera le montant des dettes de la société du montant de l'actif réel, obtenu en ajoutant à l'actif indisponible ou immobilisé l'actif à réaliser et l'actif disponible, les calculs étant effectués en tenant compte, le cas échéant, des provisions figurant au passif. Si cette situation nette est inférieure au montant du capital social, une partie de ce capital est perdue, et la différence entre les deux chiffres mesure la perte.

Prenons, par exemple, le bilan suivant :

Bilan au 31 décembre 1938.

Actif		Passif	
<i>Valeurs immobilisées :</i>		<i>Capital :</i>	
Fonds de commerce	10 000	Capital	400 000
Immeubles	200 000	Cap. non amorti	250 000
Matériel de l'usine	100 000	Capital amorti	150 000
<i>Valeurs à réaliser :</i>		<i>Réserves et Provisions :</i>	
Marchandises en magasin	50 000	Réserve légale	20 000
Factures à recouvrer	50 000	Réserve extraordinaire	25 000
Débiteurs divers	25 000	Provisions pour amortis-	
<i>Valeurs disponibles :</i>		sements	115 000
Espèces en caissé	15 000	<i>Passif exigible :</i>	
Effets négociables	100 000	Effets à payer	80 000
Banques	150 000	Dividendes non perçus	25 000
<i>Profits et pertes :</i>		Fournisseurs divers	180 000
Pertes des exercices anté-			845 000
rieurs	45 000		
Perte de l'exercice 1938	100 000		
	<u>845 000</u>		

Pour calculer le montant de la situation nette, on calculera en premier lieu l'actif réel :

Valeurs immobilisées	310 000
Valeurs à réaliser	+ 125 000
Valeurs disponibles	+ 265 000
Amortissements	— 115 000
Actif réel	= 585 000

On retranchera ensuite de l'actif réel le montant des dettes, soit 285.000 francs, pour obtenir la situation nette, 300.000 francs. En comparant ce chiffre au capital social, qui est de 400.000 francs, on constate que la société a seulement perdu le quart de son capital social. Il ne saurait donc être question, d'après le calcul fait, de

dissoudre la société en application de l'article 37. Et comme on doit supposer que le bilan est correctement établi, on doit avoir la certitude que la perte subie par la société représente au maximum le chiffre indiqué. Dans le cas où l'article 37 deviendrait applicable, c'est-à-dire si la situation nette s'élevait au plus à 100.000 francs, la perte des trois quarts du capital serait enregistrée par le bilan.

Mais, ces opérations arithmétiques étant faites, on peut cependant se demander s'il convient d'accepter les résultats sans discussion. Les valeurs données aux différents éléments sont évidemment fonction des règles d'évaluation qui ont été appliquées. Or ces règles n'apparaissent pas à la lecture du bilan, qui n'est qu'un résumé toujours très condensé de l'inventaire ; ses données sont extrêmement succinctes et ne permettent en aucune façon d'analyser dans le détail la situation pour se rendre compte de la réalité que dissimulent les chiffres. On sera donc amené à consulter un document plus complet, qui est l'inventaire.

L'inventaire. — Par le mot « inventaire », la loi du 24 juillet 1867 a entendu un relevé complet, sans lacune ni omission, un dénombrement détaillé, article par article, de tous les éléments composant soit l'actif, soit le passif de la société ¹.

Aucune règle précise n'a été édictée quant à la manière d'établir ce document, qui doit seulement être « un relevé exact de toutes les valeurs mobilières et im-
« mobilières et de toutes les dettes et créances de la

1. Trib. com. Seine; 26 septembre 1884. J. S. 1890.221. — Trib. com. Seine, 10 décembre 1884. J. S. 1890.219.

« société, avec les noms des débiteurs et créanciers ¹ ».

L'inventaire est essentiellement un document *statique* ; il comporte notamment un relevé matériellement exact de quantités mesurées au moyen d'unités stables de poids, de longueur, de volume, etc..., simple récollement qui n'offre par lui-même aucune difficulté essentielle, et demande seulement à être effectué avec soin. On doit d'autre part chiffrer la valeur de chacun de ces éléments, vérifier la réalité des autres créances ou dettes, etc...

Si le récollement a été correctement fait, il peut constituer une base très sûre, mais nous verrons qu'il sera souvent impossible de retenir les estimations de l'inventaire lorsque l'on doit faire jouer les dispositions de l'article 37.

Qui peut contrôler la situation de la société ? — Si l'article 37 prescrit aux administrateurs de convoquer une assemblée extraordinaire des actionnaires en cas de perte des trois-quarts du capital social, il autorise également tout intéressé à demander la dissolution devant les tribunaux lorsque cette assemblée n'a pas été réunie, ou qu'elle n'a pu se constituer valablement. Il est intéressant de savoir qui pourra, en pratique, consulter les documents qui permettent de se rendre compte exactement de la situation réelle de la société, et qui sont, ainsi que nous venons de le voir, l'inventaire et le bilan.

Les administrateurs, à qui l'article 37 impose des obligations qui seront analysées plus loin, peuvent avoir

1. Trib. com. Seine, 8 juillet 1921. J. S. 1921.503.

les renseignements les plus complets sur la situation de la société puisque leurs fonctions leur donnent la possibilité d'en connaître la comptabilité dans le détail.

On pense généralement que l'article 37 impose certains devoirs aux commissaires aux comptes ; ils peuvent être, eux aussi, parfaitement informés, en raison du droit de regard très étendu que leur accorde l'article 32 de la loi de 1867, qui les autorise à « contrôler la « sincérité des inventaires et des bilans, ainsi que l'exactitude des informations données sur tous les comptes « de la société dans le rapport du conseil d'administration », et à « opérer à toute époque de l'année les « vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns ».

En ce qui concerne les actionnaires, qui ont un intérêt évident à connaître exactement la situation de la société à laquelle ils participent, ils ne disposent que de moyens d'investigation beaucoup moins étendus. Aux termes de l'article 35 (nouveau) de la loi de 1867, « l'inventaire, « le bilan et le compte de profits et pertes... doivent être « tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, « quinze jours au moins avant la date de l'assemblée » générale annuelle ; d'autre part, « à toute époque de « l'année, tout actionnaire peut prendre connaissance « ou copie au siège social, par lui-même ou par un mandataire, de tous les documents qui ont été soumis aux « assemblées générales durant les trois dernières années ».

M. Bosvieux estime que, d'après ces textes, seuls le bilan et le compte de profits et pertes concernant les trois derniers exercices doivent être ainsi communiqués, et qu'il n'en saurait être de même des inventaires puisqu'ils n'ont pas à être soumis à l'assemblée générale

annuelle¹. Mais en fait, la plupart des statuts de sociétés reproduisent les termes de l'ancien article 35 : « l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes... » sont présentés à l'assemblée générale » et les actionnaires ont dans ce cas la faculté de consulter également les inventaires des trois derniers exercices écoulés.

Quant aux autres « intéressés » à qui l'article 37 donne le droit de demander aux tribunaux la dissolution de la société, ils n'auront officiellement connaissance d'aucun des documents dont nous venons de parler, à moins que la société n'ait l'habitude de publier ses bilans, ou qu'elle les leur communique volontairement, ce qui est, à la vérité, bien improbable. La loi leur donne donc indiscutablement un droit très précis, mais elle ne leur offre pas en même temps les moyens de l'exercer aisément.

Ces remarques étant faites, nous allons aborder maintenant la question de l'évaluation des différents éléments de l'inventaire, en précisant tout d'abord la notion de valeur.

1. H. Bosvieux, *Des nouvelles règles relatives à l'établissement des comptes et au droit de communication des actionnaires dans les sociétés anonymes*. J. S. 1936, p. 31.

CHAPITRE III

EVALUATION DES ELEMENTS DE L'INVENTAIRE

§ 1. — LA NOTION DE LA VALEUR

Lorsque l'on cherche à définir ce que l'on entend par valeur, on constate rapidement que la réponse ne peut être simple, parce qu'il y a plusieurs notions possibles de la valeur. Pour reprendre un exemple cité par M. Jouet ¹, si nous supposons que la Tour Eiffel appartienne encore à la société qui l'a construite, et si nous admettons que l'Etat se décide à l'exproprier en versant une somme d'argent raisonnable, on pourra notamment adopter comme base de calcul l'un des quatre systèmes suivants :

1° Evaluer le coût actuel d'une construction semblable et déduire un coefficient de vétusté ;

2° Capitaliser le revenu actuellement fourni par la Tour ;

3° Estimer la valeur des matériaux considérés comme matériaux de démolition ;

4° Considérer la Tour Eiffel comme un objet d'art unique que bien des étrangers désireraient acquérir pour un prix fabuleux.

1. L. Jouet, *Principes économiques applicables à la détermination des valeurs vénales*, p. 1.

On se trouve avoir ainsi dégagé quatre notions différentes de la valeur. Parmi ces différentes notions, il y en a deux qui méritent une attention particulière : la valeur d'échange et la valeur d'usage.

La valeur d'échange est un phénomène objectif et social, qui suppose une comparaison entre tous les objets et un rapport entre eux. Le prix représente la valeur d'échange exprimée en monnaie. Pour reprendre la définition donnée par M. Jouet, « la valeur vénale d'une
« chose déterminée, à une date déterminée, est la quan-
« tité de monnaie ayant cours légal moyennant laquelle
« cette chose serait vendue si son propriétaire prenait
« alors la décision de l'aliéner, l'opération étant faite
« aux conditions habituelles des ventes de cette nature,
« en traitant uniquement avec des gens avertis de la
« situation générale du marché, et pour lesquels cette
« chose ne présente pas un intérêt exceptionnel de con-
« venance ».

La valeur d'échange d'un produit tend à s'uniformiser sur le marché relatif à ce produit, c'est-à-dire dans la sphère où existent des relations commerciales assez aisées entre les individus pour que le prix de ce produit accuse une tendance marquée à un rapide nivellement. On en conclut que la valeur d'usage d'un objet sera déterminée avec une précision d'autant plus grande que le marché sera plus vaste. Les choses fongibles, déterminées seulement dans leur genre, les métaux, le caoutchouc, le blé, les valeurs internationales, auront une valeur d'échange très précise. Une automobile d'un type courant aura une valeur d'échange connue avec une approximation assez bonne ; par contre, une automobile d'une marque peu répandue n'aura qu'une valeur

d'échange très mal définie, car cette valeur est d'autant moins uniforme que l'objet donne lieu à un nombre plus réduit d'échanges.

A la valeur d'échange s'oppose la valeur d'usage, qui est au contraire un phénomène subjectif et individuel. Elle traduit l'importance qu'un individu attache à un certain objet, l'appréciation personnelle qu'il formule sur deux biens lorsqu'il estime la quantité du premier bien qui devrait lui être remise pour qu'il cède une certaine quantité de l'autre bien. Il est bien clair que les valeurs d'usage attribuées à un objet par différents individus ne peuvent influencer sur sa valeur d'échange que lorsqu'elles se généralisent parmi ceux qui participent effectivement à l'offre ou à la demande de la chose envisagée.

Chacun de nous a certes le droit de coter très cher une vieille maison délabrée sous prétexte que beaucoup de souvenirs s'y rattachent ; mais la valeur d'usage peut être également mesurée plus objectivement.

Si l'on prend par exemple le cas d'une locomotive, il est évident que l'estimation raisonnée que doit en faire une compagnie de chemins de fer, compte tenu de sa puissance, de sa consommation, des services qu'elle peut rendre, doit conduire à une valeur d'usage « rationnel » comparable à celle que lui attribuerait une autre compagnie de chemins de fer, et non à la valeur d'échange ou de marché que lui donnerait un marchand de ferrailles ou de vieux métaux.

Les deux notions de valeur d'usage « rationnel » et de valeur d'échange apparaissent en définitive très voisines l'une de l'autre lorsqu'on les analyse d'un peu près. Elles diffèrent essentiellement par l'étendue du mar-

ché des objets auxquels elles s'appliquent. Un bien fongible ou très courant aura à un moment donné une valeur d'échange bien définie. On pourra généralement le vendre sans grande difficulté au prix correspondant. Par contre, une machine-outil spéciale aura une valeur d'usage « rationnel » également assez bien définie, mais il peut être en pratique extrêmement difficile de trouver un acheteur disposé à la payer le prix correspondant ; on sera alors obligé de la vendre à un prix inférieur qui ne tiendra que très insuffisamment compte des possibilités de la machine, voire même au prix des métaux qui entrent dans sa constitution.

Il semble que l'on puisse dire que la valeur d'usage objectivement chiffrée doit être telle qu'un autre individu, raisonnable et compétent, pourrait l'admettre comme bonne. Il est vraisemblable qu'il ne ferait pas une évaluation identique, mais il ne critiquera pas sérieusement la valeur raisonnablement donnée.

Comme le fait très justement observer M. A. Dalsace, « il en sera en cette matière comme en ce qui concerne les notes données à des compositions : des examinateurs également compétents ne donneront presque jamais les mêmes notes à une même copie ¹ ».

§ 2. — PRINCIPES D'ÉVALUATION DES ÉLÉMENTS DE L'INVENTAIRE

Si aucune règle précise n'a été posée par la loi française, un point est cependant incontestable : « les évaluations doivent être sincères, c'est-à-dire corres-

1. A. Dalsace, *Introduction à l'étude du bilan et de la comptabilité*, p. 36.

« pondre à des réalités, à des éléments d'actif effectifs,
« ensuite n'être ni majorées, ni minorées. La première
« partie de la règle n'est pas de nature à soulever de
« difficultés d'ordre pratique très délicates, ni à se pré-
« senter en fait très souvent. Il n'est pas impossible mais
« il est rare de voir un bilan comprendre des valeurs
« qui n'existent pas ou qui n'existent plus, ou qui n'exis-
« tent pas encore, plus encore d'y voir omettre des va-
« leurs ou des marchandises ou des créances cer-
« taines ¹ ».

La sincérité des évaluations doit être comprise dans son sens le plus étroit : ce sont essentiellement des constatations d'existence réelle, ou de dépréciations effectives et réelles qui doivent servir de base à l'établissement de l'inventaire et du bilan, et les évaluations doivent correspondre aussi exactement que possible à la valeur vraie des choses estimées ².

L'idée la plus simple est de penser qu'il faut adopter la valeur d'échange toutes les fois qu'il faudra évaluer des éléments ayant un cours, et les estimer dans les autres cas à leur valeur d'usage. Remarquons à ce propos qu'une valeur d'usage particulièrement remarquable est le prix d'achat initial. On peut en effet admettre que, au moment où une société s'est procuré un bien à un prix déterminé, elle jugeait que ce prix correspondait à la valeur du bien au moment de l'achat.

Aussi les comptables et les juristes sont-ils à peu près unanimes à considérer que, pour mesurer la valeur

1. R. Rousseau, t. II, n° 3334.

2. Cour d'Orléans, 25 janvier 1912. J. S. 1913.122, note Houpin. — Cour de Rouen, 10 mars 1909. J. S. 1910.209. S. 1912.2.108.

d'usage d'un objet, on doit se baser en premier lieu sur le prix de revient de cet objet ; ils ont même généralisé cette méthode et en ont étendu le champ d'application au point de retenir ce procédé dans des cas où il s'agit d'objets ayant un cours certain. Cette théorie dite du prix de revient conduit à prendre le prix de revient comme base d'évaluation, sauf lorsque celui-ci est supérieur au cours à l'époque de la clôture de l'exercice ; c'est alors ce dernier cours qui doit être retenu.

Ce système conduit, dans certains cas, à des conséquences qui choquent le bon sens, mais il a l'avantage d'être d'une application extrêmement simple. Il convient d'ajouter qu'on a l'habitude de rectifier cette estimation lorsque le chiffre obtenu est supérieur à la valeur réelle de l'élément auquel elle s'applique. C'est cette diminution de la valeur initiale que les comptables appellent l'amortissement.

Les amortissements. — Certains éléments de l'actif sont constitués par des valeurs immobilières réelles (bâtimens, machines, matériel, outillage...) ou incorporelles (fonds de commerce, brevets, concessions, frais de constitution ou de premier établissement...) qui subissent avec le temps une certaine dépréciation dont il doit être tenu compte au moment de l'inventaire annuel. « Tout
« commerçant, s'il veut faire un inventaire sincère et
« régulier, doit tenir compte de la dépréciation que
« subissent son matériel, ses marchandises et ses im-
« meubles ¹. »

Cette dépréciation doit être calculée par rapport au

1. Cour de Lyon, 31 juillet 1897. J. S. 1898.216.

prix de revient ou prix coûtant, et la valeur initiale des valeurs immobilisées sujettes à une usure ou un dépérissement graduel doit être diminuée chaque année d'une somme correspondant aussi exactement que possible à la dépréciation subie. C'est cette opération qui a reçu le nom d'amortissement.

Comme l'a écrit J. Meens, « amortir, c'est constater « dans les comptes le dépérissement insensible mais « certain et acquis qui s'est produit dans la valeur des « éléments des comptes ».

Il vient d'être dit que l'amortissement effectué au cours d'un exercice devait représenter la diminution de la valeur d'usage de l'élément de l'actif auquel il s'applique survenue au cours de cet exercice ou, pour reprendre les termes d'un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 20 décembre 1894, « l'amortissement doit être « calculé de manière à représenter dans chaque inven- « taire la moins-value seule des éléments de l'actif « survenue d'un bilan à l'autre ¹ ».

Il est certain qu'on ne peut jamais faire autre chose qu'une estimation approximative, la valeur effective d'un élément de l'actif social ne pouvant en effet être connue que le jour où il en sort, à la suite d'une vente, ou par une mise au rebut complète.

Dans la pratique, on opère donc d'une manière qui est à la fois systématique et empirique. Le procédé le plus simple consiste à prévoir chaque année une dépréciation proportionnelle au nombre d'années pendant lequel l'objet à amortir sera utilisé, de telle sorte que son prix d'achat ou de revient initial soit reconstitué lorsque

1. Trib. civil Seine, 20 décembre 1894. J. S. 1895.130.

cet objet sera hors d'usage. Le taux normal d'amortissement annuel s'obtient alors en divisant la valeur initiale à amortir par la durée probable d'utilisation.

Ce système est certainement le plus simple à appliquer, mais il a le grave inconvénient d'être trop rigide lorsqu'il s'agit de valeurs qui ne disparaîtront pas totalement au bout d'un nombre d'années bien déterminé. En fait, il convient surtout lorsqu'il s'agit d'éléments dont la durée maximum peut être connue à l'avance (brevets...).

A cet amortissement constant, on a proposé de substituer un amortissement décroissant qui se fait au moyen d'annuités de plus en plus faibles. On pourra par exemple amortir chaque année d'une fraction égale en faisant porter le calcul sur la valeur figurant à l'inventaire précédent. Il est également possible d'appliquer un amortissement croissant opéré au moyen d'annuités de plus en plus fortes, et consistant à accroître chaque année suivant une loi déterminée à l'avance le pourcentage d'amortissement appliqué à la valeur initiale.

On peut enfin procéder à des amortissements variables au moyen d'estimations directes faites chaque année et permettant d'évaluer chaque fois la dépréciation subie par chaque élément de l'actif au cours de l'exercice clos. Le problème de la valeur dépend d'ailleurs de trop de facteurs pour pouvoir se plier à la rigueur mathématique et des décisions raisonnables quant au quantum des amortissements sont toujours préférables à tout raisonnement *a priori*.

On devrait du reste ne pas perdre de vue que l'objet essentiel des amortissements est de permettre d'adapter aussi exactement que possible la valeur d'usage ration-

nel d'un élément à ce qu'elle est réellement ¹ au moment de la clôture d'un exercice, en suivant la marche réelle de sa dépréciation. « La doctrine et la jurisprudence « prescrivent aux sociétés anonymes, dans l'établissement des inventaires et des bilans, de tenir compte « des dépréciations qui ont pu se produire depuis le « dernier inventaire, notamment en ce qui concerne le « matériel industriel, et de n'y porter les divers éléments de l'actif que pour leur valeur réelle ². » « C'est « non seulement un droit, mais un devoir pour les « organes de gestion d'une société de procéder chaque « année à l'amortissement des éléments du patrimoine « social sujets à dépérissement ³. »

Cette obligation, affirmée par de nombreuses décisions judiciaires ⁴, est d'ailleurs sanctionnée très sévèrement puisque, faute de s'y soumettre, les administrateurs s'exposent à commettre le délit de distribution de dividendes fictifs ⁵.

Enfin les amortissements doivent être pratiqués chaque année, même si les résultats de l'exercice se traduisent par une perte ⁶.

1. Sous réserve que cette valeur d'usage soit au plus égale au prix de revient initial.

2. Trib. com. Seine, 22 décembre 1902. J. S. 1903.373. R. S. 1903.175.

3. Trib. com. Seine, 11 décembre 1933. J. S. 1935.91.

4. Cour de Lyon, 16 mars 1899. D. 1900.2.139. — Cour de Dijon, 24 avril 1899 et Cassation, 2 juillet 1901. D. 1903.1.169 et note Guénée. — Trib. com. Seine, 22 décembre 1902. J. S. 1903.373. R. S. 1903.175. — Trib. com. Seine, 23 mars 1925. J. S. 1926.96. R. S. 1925.375. *Rec. jur. soc.* 1926.45. — Trib. com. Seine, 21 avril 1932. J. S. 1933.592.

5. Cour de Paris, 2 décembre 1936. J. S. 1933.592.

6. Cour de Lyon, 16 mars 1899. D. 1900.2.139.

L'amortissement représentant tout ou partie d'un actif amoindri, il doit être interrompu « dès que les comptes « d'amortissement... ont atteint le prix de revient des « éléments actifs amortissables, dès que le capital mo- « nétaire est entièrement reconstitué ¹ ».

Inversement, lorsque des événements exceptionnels ou imprévisibles provoquent une dépréciation anormale de certains éléments de l'actif, il y a lieu de revenir à la règle de l'estimation directe, et de compléter l'amortissement normal par un amortissement extraordinaire qui tienne compte de la dépréciation réelle, sans cependant la dépasser ².

L'amortissement doit être spécial. Il doit s'appliquer à certains éléments bien définis de l'actif social « qu'il « est destiné à représenter lors de la dissolution et dont « on puisse estimer la dépréciation progressive, et non « pas former une sorte de fonds de réserve ou de pre- « voyance déguisé créé à côté et en dehors de la réserve « légale, et destiné à grossir l'actif de la dissolution ³ ».

Ce principe de la spécialité facilite le contrôle des amortissements, mais il exige la décomposition de l'actif immobilisé en un nombre de groupes suffisamment élevé pour que l'on puisse appliquer à chacun d'eux le même taux d'amortissement, calculé d'une manière identique. Seule, la tenue d'une comptabilité très détaillée peut permettre de répondre à une telle exigence. Il est, par ailleurs, évident qu'il ne faut pas espérer trouver de

1. Instruction ministérielle du 31 janvier 1928, article 28, citée par G. Roche, *De la relativité des bilans*, p. 97.

2. Trib. com. Seine, 22 décembre 1902. J. S. 1903.373. R. S. 1903.175.

3. Trib. civil Seine, 20 décembre 1894. J. S. 1895.130.

telles précisions dans le bilan ; ainsi que nous l'avons déjà fait observer, celui-ci renferme seulement des comptes généraux et collectifs, ce qui ne saurait permettre de mettre en lumière la spécialisation donnée aux amortissements.

Complétons cette étude sommaire de l'amortissement en indiquant comment il convient d'opérer en ce qui concerne certaines dépenses qui ne correspondent pas à des valeurs réelles, telles que les frais d'établissement, les frais d'émission d'emprunts... On pourrait admettre que de telles dépenses, les frais de constitution par exemple, pourraient être ventilées entre tous les exercices et figurer au bilan pendant la vie entière de la société. Signalons qu'une décision jurisprudentielle, d'ailleurs unique, a été rendue en ce sens¹. Mais, s'il est constant que « la pratique admet parmi les éléments de l'actif « les frais et travaux de premier établissement et consi- « dère comme tels d'une façon générale les dépenses « qui sont faites dans le but de mettre la société en « mesure d'entreprendre et de poursuivre utilement son « exploitation² », cette inscription à l'actif ne saurait être tolérée que provisoirement et à titre exceptionnel, pendant un nombre réduit d'exercices³ ; la Cour de Douai a précisé, le 3 février 1910, qu'une répartition faite sur deux ou trois exercices était normale⁴ ; l'instruction

1. Cour de Bruxelles, 17 juillet 1912. J. S. 1913.435.

2. Cour d'Aix, 5 juillet 1911. J. S. 1912.431. R. S. 1911.419.

3. Cour de Lyon, 20 février 1903. J. S. 1904.21. D. 1904.2.17. — Cour de Dijon, 24 avril 1899, et Cass. req., 2 juillet 1901. D. 1903.1.169. — Trib. com. Seine, 10 février 1908. J. S. 1909.221. R. S. 1909.112. — *Gazette du Palais*, 1908.2.351.

4. Cour de Douai, 3 février 1910. J. S. 1910.419. R. S. 1912.17.

ministérielle du 31 janvier 1928 (art. 29) considère même que l'amortissement opéré dès le premier exercice constitue la meilleure solution.

Ces règles ne sont d'ailleurs que l'application des principes généraux qui imposent l'inscription au bilan des éléments hors cours à leur valeur d'usage.

Pour terminer, nous signalerons que toutes les règles d'amortissement qui viennent d'être indiquées ont été établies et appliquées pendant une période où l'unité monétaire restait stable. Or l'amortissement n'est indispensable que dans la mesure où la valeur inscrite à l'actif demeure supérieure à la valeur réelle constatée au moment de l'estimation. Au cas où une hausse sensible de l'ensemble des prix s'est produite, on peut constater que la partie du prix d'achat « non amortie » est manifestement supérieure à la valeur d'échange. Pour que le capital nominal de la société reste intégralement conservé, il n'est pas nécessaire de pratiquer d'amortissements.

Si, au contraire, on envisage le remplacement de la chose inventoriée, on doit convenir que la perte subie au cours d'un exercice ne doit pas être calculée d'après la valeur d'achat, ni dans l'unique but de laisser intact le capital de l'entreprise. On doit, chaque année, ajouter à l'amortissement de la valeur d'achat une réserve complémentaire suffisante pour qu'en l'augmentant des amortissements effectués, le total corresponde, non pas à la valeur d'achat de l'article à amortir, mais au prix de renouvellement de cet article, prix qui est susceptible de varier d'année en année, jusqu'au jour où l'objet se trouve définitivement hors d'usage.

Un décret du 13 février 1939 vient d'autoriser les entre-

prises, dans certaines conditions, à constituer des provisions pour renouvellement de matériel, qui sont exonérées de certains impôts frappant les bénéfices industriels et commerciaux.

Evaluation des éléments non immobilisés de l'actif. —

Il s'agit principalement de biens fongibles ou, tout au moins, de biens ayant un cours : marchandises, matières premières, effets de commerce, valeurs mobilières, monnaies... Les considérations qui ont été développées au début de ce chapitre conduiraient normalement à penser que, lorsqu'il s'agit d'évaluer ces biens, on devrait faire état de leur prix coûtant, sous réserve bien entendu que les cours soient sincères et qu'ils résultent du jeu normal de l'offre et de la demande, sans être faussés par la spéculation. La jurisprudence écarte d'ailleurs immédiatement cette base d'évaluation toutes les fois que le cours du jour apparaît incertain, passager¹, ou qu'il a été faussé à la suite de manœuvres réprimées par la loi, ou qu'il résulte de la spéculation des dirigeants de l'entreprise.

Il semblerait qu'en opérant de la sorte, aucune critique ne puisse être formulée puisque chaque élément serait inscrit à l'inventaire pour sa valeur réelle au jour même où ce document est établi.

Mais, en fait, l'évaluation au cours du jour a été très généralement écartée par la jurisprudence, non seulement en ce qui concerne les immobilisations, mais également pour les matières premières ou les valeurs mobilières. Les décisions qui l'ont admise, en particulier dans

1. Cour de Paris, 9 janvier 1888. D. 1889.271. — Cour de Riom, 27 avril 1898. S. 1901.1.540.

des espèces où il s'agissait de l'évaluation d'effets ou de titres en portefeuille¹, ont, dans la majorité des cas, tenu compte des circonstances de fait particulières à chaque cas. En effet, d'autres considérations ont joué. Si l'inventaire a incontestablement pour objet principal de chiffrer la valeur des différents éléments de l'actif et du passif à un jour déterminé, et si ces renseignements permettent de connaître et d'apprécier la situation de l'entreprise, ils servent de plus, en liaison avec les écritures comptables, à faire apprécier le montant des bénéfices qui ont été réalisés au cours de l'exercice clos, et qui pourraient être répartis entre les ayants droit.

La distribution de dividendes fictifs entraînant pour leurs auteurs responsables des sanctions pénales particulièrement lourdes, on s'est peu à peu écarté de la notion élémentaire du bénéfice distribuable, excédent monétaire de l'actif sur l'ensemble du passif et du capital monétaire engagé, pour s'efforcer de dégager des procédés d'évaluation prudente, de telle sorte qu'en les appliquant, on ne puisse s'exposer en aucune façon à distribuer plus de bénéfices que l'entreprise n'en a effectivement réalisés. On a même été plus loin encore dans cette voie : on relève en effet dans un arrêt de la Cour de Riom² « qu'on ne peut considérer comme bénéfices » susceptibles d'être distribués que ceux qui se composent de l'excédent de l'actif sur le passif, provenant d'opérations accomplies au jour de la clôture « de l'exercice et comprenant des espèces en caisse ou

1. Trib. corr. Seine, 29 avril 1885. J. S. 1890.217. *La Loi*, 30 avril 1885. — Cour de Paris, 18 mars 1887. D. 1888.2.129. R. S. 1887.295.

2. Cour de Riom, 27 avril 1898. S. 1901.1.504.

« des valeurs d'un encaissement prochain équivalent à
« des espèces en caisse, ou encore des créances d'un
« recouvrement immédiat et non susceptibles de dis-
« cussion ». Remarquons d'ailleurs que cet arrêt ayant
été cassé, la Cour de Lyon appelée à statuer a estimé
qu'il n'était pas nécessaire « de rechercher et de décider
« si un dividende peut être mis en distribution sans
« qu'il existe en caisse, s'il est acquis et représenté par
« des valeurs effectives ¹ ».

On doit même penser qu'aucun bénéfice ne saurait
être constaté sur un élément d'actif, tant que cet élément
demeure dans l'entreprise. La Cour de Paris a ainsi
décidé ² qu'une réserve extraordinaire, constituée par
des bénéfices acquis au moment de sa constitution, par
suite de la plus-value des titres en portefeuille « repré-
« sente en même temps des bénéfices non réalisés, dont
« la réalisation est, pour le moins, incertaine... de telle
« sorte que, si les administrateurs avaient consenti à
« distribuer, à titre de bénéfices, une somme équivalente
« à cette plus-value, ils auraient pu se trouver avoir
« distribué des bénéfices apparents et par suite, des divi-
« dendes fictifs ».

Peut-être une certaine confusion s'est-elle ainsi mani-
festée entre, d'une part, l'enregistrement des valeurs de
l'actif et du passif, qui doit être constaté par l'inven-
taire et, d'autre part, l'opportunité de leur distribution
sous forme de dividendes — question de gestion interne.
Mais il n'en demeure pas moins que l'on se trouve
actuellement en présence d'une tendance très nettement

1. Cour de Lyon, 16 mars 1899. D. 1900.2.139.

2. Cour de Paris, 27 décembre 1883. J. S. 1885.1.

affirmée de la jurisprudence et de la majorité de la doctrine. S'il y a confusion, il semble qu'elle provient de ce qu'on n'a pas suffisamment insisté sur le fait essentiel qu'une plus-value, enregistrement comptable d'une différence constatée entre le cours actuel d'un élément de l'inventaire et le chiffre auquel il était antérieurement évalué, ne peut être considérée comme un bénéfice distribuable entre les associés qu'autant qu'il y a eu vente effective.

Etant donné que les résultats de l'exercice dépendent en grande partie du mode d'évaluation que l'on aura adopté pour apprécier la valeur des éléments de l'actif, on s'explique aisément que de très nombreuses méthodes aient pu être proposées : cours du jour, prix de revient, cours moyen pendant un certain laps de temps précédant l'inventaire, notamment pour les valeurs mobilières cotées, cours raisonné tenant compte de diverses circonstances de fait (cours officiel, spéculation, état du marché, frais de réalisation, etc...), application du prix le plus bas parmi le cours du jour, le cours moyen et le prix de revient, prix fixe.

En fait, la diversité des bases d'évaluation susceptible d'être adoptées est plus apparente que réelle ; il n'existe que deux méthodes fondamentales d'évaluation : l'une repose sur la considération du cours du jour ou prix courant, l'autre, sur le prix de revient. Les autres bases envisagées ne sont, pour la plupart, qu'une adaptation des deux précédentes, dont elles cherchent à éviter les défauts ¹.

L'évaluation au cours du jour a fait l'objet d'un cer-

1. G. Roche, *De la relativité des bilans*, p. 141 et ss.

tain nombre de critiques, qui reposent principalement sur le caractère incertain et instable du prix courant, qui est susceptible de se modifier rapidement d'une manière notable. En dehors des méthodes proposées pour remédier systématiquement à cette cause d'erreurs (cours raisonné, cours moyen...), certains auteurs¹ recommandent l'évaluation au cours du jour lorsque la valeur réelle peut être déterminée avec précision par le cours des objets similaires, mais, si l'on fait apparaître ainsi un bénéfice qui n'est, en réalité, pas réellement acquis, et ne peut être distribué, il convient de porter la différence entre le cours du jour et le prix de revient à un fonds de réserve spécial de manière à ce que la plus-value constatée ne puisse faire l'objet d'une distribution tant qu'elle n'a pas été réalisée.

« Cependant, la majorité des praticiens, des juristes
« et des auteurs comptables ont adopté le principe de
« l'évaluation conforme au prix de revient, avec correc-
« tion au moyen d'une provision compensatrice, si le
« cours du jour lui est inférieur. Tout se passe ainsi
« comme si l'évaluation avait lieu au prix le plus bas :
« au prix de revient pour les éléments dont le prix cou-
« rant est égal ou supérieur à ce prix ; au cours du
« jour pour ceux dont le prix de revient est supérieur². »
On peut dire, sous une autre forme, que les valeurs mobilières ou d'échange « ne doivent jamais être évaluées
« à une somme excédant, soit le prix de revient s'il
« est inférieur au cours, soit le cours dans tous les
« autres cas, et que, lorsque le cours fait ressortir une

1. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1047.

2. G. Roche, *loc. cit.*, p. 155.

« valeur réalisable supérieure au prix de revient, il ne
« peut pas être fait état de la plus-value pour distri-
« buer des dividendes ¹ ». Cette solution présente l'avantage de ne faire apparaître au compte de profits et pertes qu'un bénéfice net réellement acquis ; de plus, elle évite de faire paraître au bilan des plus-values susceptibles d'exciter des convoitises et de favoriser les spéculations boursières.

Ajoutons que le tribunal correctionnel de la Seine a indiqué « qu'il est généralement admis que, lorsqu'un
« élément d'actif est soumis à des variations de cours,
« on doit, pour l'établissement d'une situation sincère,
« compter cet élément pour son prix de revient si la
« valeur a monté, et pour son cours réel si la valeur
« a baissé ; en effet, le bénéfice résultant de la hausse
« des cours n'est qu'aléatoire... et ne peut être considérée
« comme définitivement acquis ² » :

Rappelons quelques solutions jurisprudentielles qui précisent les évaluations admises dans certains cas concrets :

1° *Marchandises et stocks*. — On doit « assurer une
« cotation exacte et sincère des marchandises inven-
« toriées en tenant compte de toutes les circonstances
« susceptibles de réagir sur la valeur réelle au jour de
« l'estimation ³ ».

Ce principe étant rappelé, et bien qu'un arrêt de la Cour de Bordeaux ait affirmé « qu'on prétend vainement

1. C. Houpin, *De l'établissement des inventaires et bilans en période de crise économique*. J. S. 1932.70.

2. Trib. corr. Seine, 4 juin 1923, *Rec. jur. soc.*, 1923.245.

3. Trib. com. Nantes, 5 mars 1923. J. S. 1925.104. — *Rec. jur. soc.*, 1924.237.

« que l'accroissement de valeur des marchandises en
« magasin, laquelle a été déterminée par l'inventaire,
« ne constitue pas un bénéfice réalisé et qu'il n'y a pas
« à distinguer entre cet élément de bénéfice et les
« autres ¹ », la jurisprudence estime généralement que
les stocks ne peuvent être inscrits à l'inventaire qu'à
leur prix de revient, et non à leur prix de vente ² ; le
correctif nécessaire doit, de plus, être appliqué le cas
échéant « pour compenser la baisse » qui a pu se pro-
duire « sur les marchandises depuis la date de leur
« acquisition ³ ». Cela revient à dire que les matières
premières et les marchandises fabriquées doivent être
évaluées à leur prix de revient s'il est inférieur au cours,
et au cours dans le contraire. Et cependant un auteur
a écrit qu' « elles peuvent être évaluées au cours du
« jour de l'inventaire lorsque ce cours est constaté offi-
« ciellement par des mercuriales, pourvu cependant
« qu'il n'ait pas été faussé par des spéculations exé-
« cutées par la société elle-même... Les marchandises et
« matières premières peuvent également figurer au bilan
« pour leur valeur vénale si, à défaut de cours officiel,
« cette valeur est susceptible d'être déterminée avec
« certitude par comparaison avec les produits similaires
« vendus récemment sur les marchés voisins... Dans les
« autres cas, elles ne devraient être portées que pour
« leur prix de revient ⁴ ». Il montre d'ailleurs la néces-

1. Cour de Bordeaux, 30 juillet 1901. J. S. 1902.260. R. S. 1903.14.

2. Trib. com. Seine, 21 décembre 1932. J. S. 1933.592.

3. Trib. com. Nantes, 5 mars 1923. J. S. 1925.104. — *Rec. jur. soc.*, 1924.237.

4. C. Houpin, *De la constatation des plus-values de l'actif dans les bilans*. J. S. 1923.487.

sité d'apporter un correctif, en faisant observer que, « si
« le prix courant est supérieur au prix de revient, la
« différence, représentant une plus-value, ne doit pas
« entrer en ligne de compte pour le calcul des bénéfices
« à répartir¹ ». Elle doit être inscrite au passif à une
réserve spéciale.

2° *Titres en portefeuille*. — D'après une jurisprudence
ancienne et fragmentaire, parfois même un peu contra-
dictoire, les titres cotés en Bourse ou en banque pour-
raient être légitimement inscrits à l'inventaire en faisant
état de leur cours coté, sous réserve, bien entendu, que
celui-ci résulte du jeu normal de l'offre et de la demande
et n'ait pas été faussé par la spéculation².

Si l'on examine d'autre part les diverses théories doc-
trinales qui se sont fait jour sur la question³, on cons-
tate l'existence, en premier lieu, du système du prix de
revient et du système du cours du jour, puis d'un sys-
tème particulier, dit de la valeur raisonnée, et qui a
été préconisé par un économiste belge, M. de Laveleye,
qui proposait que l'on étudie la valeur intrinsèque repré-
sentée par des titres en examinant la situation indus-
trielle et commerciale de l'affaire, ses réserves, son cré-
dit...; enfin un autre système a été également proposé,
le système dit de la valeur intermédiaire, qui trouve son
principe dans les études très approfondies sur le concept
même de la valeur auxquelles se sont livrés les juristes
allemands au début du xx^e siècle.

1. C. Houpin, précité. J. S. 1923.487.

2. Cass., 23 juin 1883. D. 1883.1.425. S. 1883.1.428. — Cour
de Paris, 18 mars 1887. D. 1888.2.129. R. S. 1887.195.

3. J. Leblond, *De l'évaluation des titres cotés en bourse et en
banque*. J. S. 1938.449.

En fait, la doctrine adopte généralement aujourd'hui le système de la double évaluation : si le prix de revient est supérieur au cours constaté au moment de la clôture de l'exercice, c'est ce dernier cours qui sera retenu. Si le prix de revient est égal au dernier cours du jour, il n'y a évidemment aucune difficulté, mais s'il lui est inférieur, il convient de prendre comme base d'évaluation le prix de revient ; remarquons de plus que rien n'empêche de porter les titres au cours du jour, à condition cependant que l'on inscrive la différence entre le prix de revient et le cours du jour à un compte de réserve spécial qui restera indisponible aussi longtemps que les titres n'auront pas été effectivement vendus. Il est d'ailleurs à remarquer que ce système a été imposé par le législateur, sous réserve de certaines retouches de détail, en ce qui concerne la plupart des sociétés régies par des lois spéciales et notamment les sociétés d'assurances.

Cette manière d'opérer a, de plus, été confirmée par un jugement du tribunal correctionnel de la Seine¹ d'après lequel « les valeurs doivent figurer au bilan, « à peine de délit de distribution de dividendes fictifs, « soit pour leur prix de revient, sans modification en « cas de hausse, soit pour le cours coté si ce cours est « inférieur au prix de revient ».

S'il s'agit enfin de titres qui ne sont cotés, ni en bourse, ni en banque, on devra les porter au bilan pour leur prix de revient ou pour leur valeur, à condition qu'elle résulte d'une évaluation sincère. Les actions non cotées peuvent être évaluées, soit en tenant compte de ventes

1. Trib. corr. Seine, 3 mars 1923. — *Bulletin pratique de jurisprudence financière*, mars-avril 1923.

contemporaines, soit au moyen de relevés de transferts, soit enfin en faisant état de l'importance des dividendes annuels distribués ¹.

En résumé, si les opinions diffèrent pour le choix de la valeur à inscrire à l'actif (cours d'achat, cours du jour), elles paraissent unanimes à prescrire l'inscription au passif d'une valeur corrective de cette estimation, telle que la différence entre les deux valeurs ramène le chiffre inscrit à l'actif à la plus basse des deux évaluations possibles, prix d'achat ou cours du jour.

3° *Créances*. — Les tribunaux refusent d'admettre l'inscription à l'actif pour leur valeur nominale et sans amortissements de créances litigieuses et irrécouvrables ², ou contentieuses ³, ou simplement douteuses ⁴. Chaque année, on doit pratiquer « une déduction exacte et sincère des non-valeurs et des créances irrécouvrables ⁵ ».

Quant à l'insolvabilité du débiteur, elle doit s'apprécier au moment exact de l'inventaire ⁶, même si les statuts spécifient que les créances ne doivent être mentionnées comme irrécouvrables qu'après faillite du débiteur ⁷, ou s'ils décident qu'elles ne seront passées par

1. Trib. civil Belfort, 12 novembre 1890. J. S. 1892.568.

2. Cour de Lyon, 17 août 1865. S. 1866.2.231. D. 1866.2.194. — Cour de Rennes, 3 novembre 1887. D. 1888.2.233.

3. Cour de Paris, 9 mars 1888. D. 1889.2.72.

4. Cour de Paris, 16 novembre 1925. R. S. 1926.317. — Cour d'Orléans, 14 janvier 1929. R. S. 1930.123. — Cass., 11 juillet 1930. R. S. 1930.332. — Cass., 22 janvier 1937. J. S. 1938.279.

5. Trib. corr. Seine, 26 avril 1884. R. S. 1884.446.

6. Cour de Paris, 18 mars 1887. D. 1888.2.129. R. S. 1887.195.

7. Cour d'Angers, 11 janvier 1867. D. 1867.2.19.

profits et pertes « qu'après avoir épuisé tous recours sur « les personnes et sur les biens des débiteurs et justifié « qu'elles sont irrécouvrables ¹ ». De pareilles clauses sont en effet contraires à l'ordre public qui exige expressément que les inventaires soient loyaux et fidèles ².

D'une manière générale, il est interdit d'inscrire à l'actif le produit de marchés encore en cours, ou de négociations ³ non terminées, ou de bénéfices simplement escomptés, comme l'excédent probable du prix de vente éventuelle d'un terrain sur le prix d'achat initial ⁴ et de faire figurer « comme certaines et disponibles des valeurs... purement éventuelles et aléatoires ⁵ » ou de mentionner des gains non encore réalisés ⁶.

Les principes généraux qui ont été indiqués doivent s'appliquer également lorsque l'actif comprend une certaine quantité de monnaies étrangères. Si le cours du change est stabilisé, une réévaluation est légitime, mais, s'il n'en est pas ainsi, il sera prudent d'inscrire les monnaies étrangères pour leur prix d'achat, si celui-ci est inférieur au cours du change à la clôture de l'exercice, et au cours du change dans le cas contraire.

Les difficultés qui ont été rencontrées à propos de l'évaluation des différents éléments de l'actif n'apparaissent plus lorsqu'il s'agit d'estimer les éléments du

1. Cour d'Orléans, 28 mars 1881. D. 1882.2.183.

2. Cour d'Angers, 11 janvier 1867. D. 1867.2.19.

3. Cour de Lyon, 12 mars 1885. D. 1886.2.136.

4. Cass., 7 mai 1872. S. 1872.1.123. D. 1872.1.233.

5. Trib. corr. Seine, 12 décembre 1882. R. S. 1883.105 confirmé par Cour de Paris, 19 mars 1883. R. S. 1883.288, puis par Cass. crim., 23 juin 1883, R. S. 1883.520.

6. Cour de Paris, 2 décembre 1936. J. S. 1937.659.

passif. Quelques indications doivent cependant être données en ce qui concerne les dettes de la société. Il est bien évident que l'on doit n'en omettre aucune : c'est ainsi qu'il a été jugé que l'on devait inscrire au passif le montant d'une condamnation pécuniaire prononcée contre la société ¹.

D'autre part, si une dette est libellée en devises étrangères, il n'est pas douteux que les fluctuations du cours des changes influenceront très directement sur son montant, et il sera sage de prévoir une provision à cet effet, dans les périodes d'instabilité monétaire.

Enfin, on peut se demander pour quelle valeur doit figurer au bilan une dette obligataire qui est remboursable suivant un tableau d'amortissement préétabli et englobant un certain nombre d'exercices, et spécialement dans le cas où le versement d'une prime de remboursement a été prévu. Il a été jugé qu'il « convient, pour
« évaluer la somme due à titre de prime, de rechercher,
« d'une part, le moment où, d'après le tableau d'amor-
« tissement, il y aurait autant d'obligations remboursées
« qu'à rembourser, et d'autre part, la somme qui, par
« une capitalisation des intérêts conduits jusqu'à ce
« temps moyen, produirait une somme égale au montant
« de la prime promise par le contrat ² ». En d'autres
termes, « la prime doit être calculée de telle sorte que
« la capitalisation de ses intérêts corresponde exacte-
« ment au chiffre de cette prime au temps moyen où
« le remboursement devrait être effectué ³ ».

1. Trib. corr. Seine, 19 avril 1893. R. S. 1893.299.

2. Cour de Paris, 17 mars 1883. J. S. 1883.395. — Trib. com. Seine, 22 décembre 1885. J. S. 1888.532.

3. Trib. com. Seine, 1^{er} décembre 1879. J. S. 1881-79.

§ 3. — CARACTÈRE FICTIF DU BILAN CLASSIQUE

Ainsi que l'a rappelé Neymarck, dans le rapport qu'il a présenté lors de la session tenue en 1901 à Budapest, par l'Institut International de Statistique, « dans la « composition du bilan, tous les éléments, sauf un seul, « le compte caisse, sont incertains, arbitraires et « variables ».

La détermination de leur valeur, c'est-à-dire de leur montant estimé en monnaie légale, est très délicate, et les chiffres obtenus seront toujours très discutables. Les discussions entre l'administration de l'Enregistrement et les assujettis dès qu'intervient le moindre transfert de biens, en font foi à l'évidence.

En dehors des cas, en nombre relativement réduit, où il s'agit de biens mesurables tels que des espèces en caisse ou des valeurs fongibles, l'estimation qu'il y a lieu de donner à chacun des biens est loin d'avoir une valeur absolue.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, un certain nombre de principes ont été dégagés par la jurisprudence et par la doctrine, mais ils laissent cependant aux rédacteurs du bilan une large liberté d'appréciation. Ils ont en effet, pour objet essentiel, d'éviter que les éléments de l'actif figurant à l'inventaire ne soient inscrits pour une valeur supérieure à leur valeur réelle, qu'il s'agisse d'immobilisations, de valeurs mobilières, de marchandises, etc., et même de les enregistrer pour un chiffre nettement inférieur. Il n'en demeure pas moins exact que, « en l'état de notre législation, il n'existe « aucune disposition relative à la confection des inven-

« taires et bilans ; toute société peut adopter la méthode
« de comptabilité qui lui convient, sauf recours aux
« tribunaux en cas d'exagération manifeste et fraudu-
« leuse ¹ ».

Non seulement les règles posées manquent de précision, mais on ignore dans quelle mesure le bilan et l'inventaire reflètent la situation réelle de la société au moment où ils ont été rédigés, et cela en raison même de l'imprécision des règles dégagées.

Cela apparaît particulièrement lorsqu'on analyse les règles d'estimation qui s'appliquent aux immobilisations.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, un certain nombre d'entre elles n'ont pas de prix courant et on leur attribue normalement leur valeur d'usage rationnel. Remarquons du reste que cette notion n'a pas été admise sans réserve par tous les auteurs. Certains ont pensé, en effet, que « les inventaires doivent être assimilés à des liquidations périodiques, non solidaires les uns des autres, « et dans lesquelles doit figurer le prix des valeurs, « comme s'il résultait d'une vente réelle ² ».

Pour d'autres, au contraire, comme J. Charpentier, « c'est au point de vue de la société qu'il convient de « se placer pour apprécier la valeur des objets... Peu « importe l'utilité que ces biens représenteraient pour « les tiers et l'opinion qu'ils peuvent en avoir. Il s'agit « d'apprécier les avantages que la société en retire et « qu'elle peut espérer en retirer ». En fait, les immobilisations doivent être évaluées à leur valeur d'usage.

1. Cour d'Aix, 5 juillet 1911. J. S. 1912.431. R. S. 1911.419.

2. Vavasseur, *Les inventaires et les bilans*. R. S. 1883.389.

On peut même penser, avec M. Dalsace¹, que « le seul
« procédé raisonnable paraît être l'expertise pour tous
« les postes comportant des valeurs n'ayant point cours...
« C'est ainsi que les immobilisations devraient être éva-
« luées à dire d'expert ».

La règle ainsi énoncée pour l'évaluation des éléments de l'actif susceptibles d'amortissements paraît assez précise, mais quelle est sa portée réelle ? Une objection sérieuse apparaît lorsqu'il s'agit d'évaluer un terrain ou un immeuble dont la valeur a, pour une raison quelconque, considérablement augmenté après son acquisition. Le problème délicat de l'enregistrement des plus-values des immobilisations se trouve ainsi posé. Rappelons que nous connaissons déjà la solution à appliquer dans le cas de plus-values constatées à propos de marchandises, de matières premières, de valeurs mobilières, etc...

Le principe de la constatation des plus-values d'immobilisations, s'est même trouvé contesté dans un jugement du tribunal de commerce de la Seine², confirmé par la Cour de Paris³ qui s'exprimait ainsi : « Si une société
« anonyme comme tout commerçant au reste, doit, dans
« l'établissement de son inventaire et de son bilan clô-
« turant un exercice, s'efforcer de donner une photo-
« graphie exacte de la situation active et passive au jour
« où les écritures sociales se trouvent clôturées, en
« déterminant avec exactitude et précision ses valeurs
« réalisables, il échet d'observer par contre, qu'il ne lui

1. A. Dalsace, *L'évaluation de l'actif dans les bilans*. R. S. 1926.437.

2. Trib. com. Seine, 25 mars 1925. J. S. 1926.96. R. S. 1925.376.

3. Cour de Paris, 12 juin 1926. J. S. 1928.167. R. S. 1926.386.

« est pas loisible d'augmenter à sa guise et suivant les
« circonstances, la valeur des immobilisations dont la
« réalisation ne peut être effectuées que lors de la liqui-
« dation, c'est-à-dire lors du partage, entre les associés
« des éléments de l'actif. » Cette pratique « aurait pour
« conséquence fatale de fausser en écritures les véri-
« tables résultats d'un exercice et de permettre, soit
« d'accuser des bénéfices illusoires d'où pourrait naître
« la distribution de dividendes fictifs, soit de rendre le
« chiffre des pertes moins impressionnant ». Doit-on
généraliser l'application de règles aussi strictes ?

Les auteurs enseignent généralement que les immo-
bilisations doivent, en principe, être portées au bilan
pour leur prix de revient (s'il n'est pas supérieur à la
valeur actuelle) quelle que soit la plus-value qu'elles
ont pu acquérir, mais on peut analyser de plus près
cette question. « Il n'est pas douteux qu'il est interdit,
« dans les inventaires et dans les bilans, de tenir compte
« des plus-values acquises au cours de la société, pour
« fixer le montant des bénéfices à distribuer aux action-
« naires... C'est ce qui a été décidé notamment par un
« arrêt de la Cour de Paris du 16 avril 1870 (S. 1871.2.
« 169), d'après lequel une simple majoration ou plus-
« value des immeubles sociaux ne peut être inscrite à
« titre de bénéfice au crédit du compte de profits et
« pertes ¹ ». De même, le tribunal correctionnel de la
Seine a jugé ² que la plus-value des immobilisations
« même réelle, ne peut être considérée comme un béné-
« fice, faute de réalisation des immeubles, et ne doit

1. C. Houpin, *De la constatation des plus-values de l'actif dans les bilans*. J. S. 1923.490.

2. Trib. corr. Seine, 21 décembre 1932. J. S. 1933.592.

« être signalée que par la mention au passif d'une
« réserve d'égale importance, afin de ne pas influencer
« les résultats de l'exercice ». En fait « rien ne s'oppose
« à ce que la plus-value acquise par des immeubles soit
« inscrite à l'actif, dès lors qu'elle résulte d'une estima-
« tion faite avec bonne foi et modération, mais à la
« condition, selon nous essentielle, que cette plus-value,
« tant qu'elle ne sera pas réalisée, soit compensée et
« balancée par l'ouverture au passif d'un compte de
« réserve spécial, provisoirement frappé d'indisponibi-
« lité absolue ¹ ». A l'heure actuelle, les entreprises
françaises peuvent librement réévaluer « leurs immobi-
« lisations, leurs plus-values étant constatées en majo-
« rant les postes de l'actif correspondants. Si cette
« plus-value est compensée par une réserve égale figu-
« rant au passif, l'Administration de l'Enregistrement
« n'en tient pas compte pour la détermination des
« bénéfices imposables ² ».

La législation française n'a, en fait, imposé aucune règle précise pour l'établissement de l'inventaire et du bilan des sociétés anonymes. Remarquons qu'il n'en est pas de même dans certaines législations étrangères. Voici quelques indications à ce sujet ³.

L'article 42 du *Code de Commerce Hollandais* modifié par la loi du 25 juin 1929 énumère les renseignements que doit donner, quant aux valeurs actives, le bilan lorsqu'il est publié, et précise la consistance des diverses

1. C. Houpin, *De l'établissement des inventaires et bilans en période de crise économique*. J. S. 1932.69.

2. J. Hamel, *La réévaluation des bilans*. J. S. 1929.79 et ss.

3. J. Hamel, *La réglementation du bilan dans les sociétés par actions* (*Annales du droit commercial*, 1931, p. 295 et ss.).

rubriques qu'il doit comporter. Mais aucune règle n'est édictée en ce qui concerne le mode d'évaluation des différents postes, le législateur exigeant seulement que l'on fasse mention de la méthode appliquée lors de l'évaluation. De plus cette classification n'est imposée qu'aux sociétés qui sont tenues de publier leurs bilans, c'est-à-dire à celles qui sont en rapport direct avec le public, soit pour des émissions de titres auxquelles elles procèdent, soit en raison des appels de fonds qu'elles pratiquent.

En législation anglaise, l'Act de 1929 stipule que les engagements et l'actif doivent figurer au bilan, avec toutes les précisions utiles pour mettre clairement en relief la nature réelle de ces engagements et de l'actif. Il précise, de plus, un certain nombre de postes qui doivent obligatoirement figurer au bilan : montant du capital autorisé et du capital émis, immobilisations, capitaux circulants, dépenses de fondation et d'organisation... Ajoutons que l'Act n'a pas entendu réglementer la manière d'évaluer les différents éléments du bilan. Il exige seulement que l'on indique d'une façon précise comment les immobilisations sont évaluées.

Le nouveau *Code des obligations Suisse* a développé les règles d'évaluation qui étaient déjà indiquées par l'ancienne rédaction : les immeubles et les immobilisations doivent être évalués au prix de revient, à la condition toutefois que l'on déduise le montant des amortissements (art. 665) ; quant aux marchandises et aux matières premières, il est considéré comme normal qu'on les inscrive, soit à leur prix de revient, soit à leur prix d'achat ; cependant, on devra les faire figurer à leur prix de remplacement s'il est, en fait, inférieur aux

deux autres (art. 666) ; en ce qui concerne les frais d'organisation et de fondation, ils peuvent régulièrement être amortis sur une période de cinq années (art. 664), à la condition que les statuts aient explicitement prévu cette manière de faire, ou que, du moins, l'assemblée générale des actionnaires l'ait décidé ; pour les valeurs elles ne peuvent être estimées à un cours supérieur à leur cours moyen durant le mois qui a précédé la date du bilan (art. 667).

Au passif, on inscrit les obligations, non pour leur prix d'émission, mais pour leur prix de remboursement (art. 669).

Les pertes doivent éventuellement être inscrites au bilan.

*En Allemagne*¹ d'après la loi du 30 janvier 1937 (§ 133), « les frais de constitution et d'augmentation ne
« peuvent figurer à l'actif ; les frais d'installation peuvent être inscrits parmi les postes du capital fixe, mais
« seulement dans un article séparé ; la somme ainsi
« inscrite doit être soldée au moyen d'amortissements
« ou de rectifications raisonnables et annuelles. »

« La valeur du fonds de commerce ou de la raison
« sociale ne peut justifier l'ouverture d'aucun poste
« correspondant à l'actif. Toutefois, si la contre-prestation effectuée pour la reprise d'une entreprise dépasse
« la valeur des éléments d'actif de cette entreprise à
« l'époque de la reprise, la différence peut être inscrite
« parmi les postes de capital fixe mais seulement dans
« un article séparé ; la somme ainsi inscrite doit être

1. P. Baudoin-Bugnet, *Les Sociétés par actions en Allemagne, loi du 30 janvier 1937*, p. 222.

« soldée au moyen d'amortissements ou rectifications
« raisonnables et annuels. »

Les immobilisations ne peuvent au plus être évaluées qu'à leur prix d'achat ou de revient, diminué des amortissements. « Cette évaluation est permise même au cas
« d'une moins-value, si la partie de la dépréciation à
« imputer à l'exercice, par suite d'une répartition sur la
« durée totale probable de l'application ou de l'usage
« des objets, est elle-même inscrite en déduction ou à
« titre de rectifications. »

Le prix de revient doit s'établir en tenant compte des amortissements et des frais généraux correspondant à la période d'installation.

Les concessions, brevets, licences..., les participations incorporées ou non dans des titres, les autres valeurs faisant partie du capital fixe peuvent être portés au maximum pour leur prix d'achat. Cette évaluation est permise, même au cas d'une moins-value, à moins que les principes d'une comptabilité régulière n'exigent des amortissements ou des rectifications.

En ce qui concerne les marchandises, ainsi que les autres éléments qui ne sont pas destinés à constituer le patrimoine durable de l'entreprise, l'évaluation doit se faire au plus à leur prix d'achat ou de revient ; mais
« si ce prix d'achat ou de revient dépasse la cotation en
« Bourse ou au Marché du jour de la clôture du bilan
« c'est cette cotation qui est au maximum à inscrire. »
De toutes façons, le prix d'estimation adopté ne saurait excéder la valeur de la chose.

Au passif, on doit faire figurer le capital social pour son montant nominal, ainsi que les emprunts qui sont à inscrire pour le montant de leur remboursement. « Si

« le montant de remboursement est supérieur au taux
« d'émission, la différence doit être inscrite dans les
« comptes d'ordre de l'actif, mais seulement dans un
« article séparé : la somme ainsi inscrite doit être sol-
« dée au moyen d'amortissements ou rectifications
« annuels qui peuvent être répartis sur toute la durée
« de l'emprunt. »

En France, la question a été posée à plusieurs reprises de savoir s'il ne serait pas opportun d'introduire une réglementation législative du bilan. Le législateur est intervenu en la matière par un décret-loi du 30 octobre 1935 qui a introduit une nouvelle rédaction de l'article 35. On s'est surtout préoccupé de rendre comparables entre eux les bilans successifs d'une même entreprise : « Le bilan et le compte de profits et pertes présentés à l'assemblée des actionnaires doivent être établis chaque année dans la même forme que les années précédentes, et les méthodes d'évaluation des divers postes doivent être immuables. » De même, les différents chapitres du bilan doivent rester immuables dans leur composition et leur libellé.

Il est cependant possible d'apporter des changements à ces règles, mais ils sont soumis à des conditions d'application sévères : il faut que « l'assemblée générale » après avoir pris connaissance des motifs exposés dans « le rapport des commissaires, approuve expressément « chacune des modifications apportées, soit au mode de « présentation des chiffres, soit aux méthodes d'évaluation ».

On peut donc penser que, depuis la promulgation du décret-loi du 30 octobre 1935, il est possible de comparer entre eux les bilans d'une société, et d'en tirer des con-

clusions intéressantes si l'on dispose en même temps des rapports des commissaires aux comptes et du texte des délibérations des assemblées générales.

Malgré toutes ces précautions légales, on doit constater que les règles d'évaluation n'ont pas été codifiées et que des chapitres ayant la même composition, mais figurant dans les bilans de sociétés différentes, peuvent fort bien être présentés avec des valeurs différentes, sans qu'il y ait atteinte aux prescriptions légales.

Ainsi, une société qui évaluait ses stocks, avant 1935, à un cours fixe théorique peut continuer à appliquer cette méthode d'évaluation sans violer la loi, même s'il s'agit de quantités variables de produits. Il peut arriver qu'une autre société possédant des stocks équivalents continue de les évaluer, par exemple, au prix de revient, et fasse ainsi apparaître dans son bilan des chiffres beaucoup plus élevés que ceux de la première société, alors qu'il s'agit de valeurs marchandes identiques.

Donnons un autre exemple que nous empruntons à M. A. Dalsace¹ : « Le 3 février 1936, les banques Durand
« et C^{ie}, et Martin et C^{ie} achètent chacune 100 Crown
« Mines à 1073. Le 2 octobre 1936, Durand et C^{ie} revendent leurs Crown Mines 1500. Le 16 octobre 1936, ils
« les rachètent à 1592. Le 31 décembre, la Crown Mines
« cote 1773. En bonne logique, c'est à ce prix-là que
« doivent être cotés ces titres.

« D'après la théorie classique consistant à choisir
« entre le prix de revient et le cours du jour le plus
« bas des deux, Durand et C^{ie} doivent chiffrer leurs

1. A. Dalsace, *La notion de bénéfice*. R. S. 1937.217.

« actions 1592, Martin et C^e, 1073, bien que ce soit là
« des biens essentiellement fongibles. »

Faut-il deduire de ce qui précède que les bilans établis selon les errements actuels ne sont pas corrects ? Avant de formuler un jugement, il convient de noter que deux écueils sont à éviter dans la confection d'un bilan normal : d'une part, il ne faut pas faire apparaître de bénéfices non réalisés ; d'autre part, il est nécessaire que les règles d'évaluation soient suffisamment prudentes pour qu'il ne puisse être porté atteinte au principe de la fixité du capital social. Il n'est pas douteux que les règles pratiquées normalement aujourd'hui, si elles facilitent la comparaison entre bilans successifs, et si elles protègent les intéressés contre la distribution de dividendes fictifs, tendraient plutôt, du moins dans les périodes de stabilité monétaire, à minorer l'évaluation des différents éléments de l'actif, et à faire apparaître l'entreprise sous un jour moins favorable et moins brillant qu'il ne l'est en réalité, mais ne reflétant, en définitive, la situation réelle que d'une manière imparfaite.

Il résulte des indications qui viennent d'être données que les actionnaires ne peuvent pas se contenter d'examiner le bilan, pas plus d'ailleurs que les tiers intéressés, s'ils veulent connaître l'état réel de la société. Nous l'avons d'ailleurs déjà vu précédemment : nous avons vu également que les actionnaires consulteront utilement l'inventaire, où ils trouveront les quantités, ainsi que les prix appliqués pour calculer la valeur des articles inventoriés, ou encore une description suffisante des terrains, immeubles, machines, description que le bilan ne saurait faire connaître.

§ 4. — EVALUATION DES PERTES DANS LE CADRE
DE L'ARTICLE 37

Pour déterminer si la perte des trois quarts du capital est consommée ou non, on doit se placer à un point de vue tout à fait particulier. Il ne s'agit plus de bénéfices, comme dans l'établissement des bilans annuels, il s'agit de pertes. Il ne s'agit plus d'éviter la distribution aux actionnaires d'une partie du capital sous forme de dividendes fictifs, il s'agit de savoir si l'actif représente encore le quart au moins de ce capital.

On conçoit que l'estimation des différents postes du bilan puisse être faite sans avoir à tenir compte de bénéfices non perçus, représentés seulement par une différence entre un prix d'achat, et un prix de réalisation éventuelle, mais en faisant état d'évaluations tenant compte de la valeur de réalisation possible, qu'elles fassent apparaître un bénéfice ou une perte.

Cela étant dit, on peut se demander si l'on a le droit de prendre en considération des éléments d'appréciation autres que l'inventaire ou le bilan approuvé par les actionnaires, de critiquer ces documents, et de rechercher si leurs énonciations doivent être obligatoirement retenues, ou s'il est au contraire possible, dans le cas particulier de l'article 37, de les retoucher.

La jurisprudence est assez confuse. Si l'on s'en réfère à un arrêt ancien de la Cour de Paris¹, il semble que l'assemblée générale soit compétente pour « relever et » rectifier les inexactitudes graves survenues dans les « bilans antérieurs ; le souci du bon ordre et de la » bonne tenue de sa comptabilité peut même, dans cer-

1. Cour de Paris, 20 janvier 1888. J. S. 1889.70. R. S. 1888.355.

« taines circonstances, lui en faire un devoir rigou-
« reux ». On relève de même, dans un arrêt récent de la
Cour de Douai ¹, que « les assemblées générales peuvent
« rectifier leurs décisions antérieures, dans le cas d'er-
« reurs graves commises dans l'établissement des
« bilans ». Il faut d'ailleurs remarquer que, lorsqu'un
bilan a été approuvé par l'assemblée générale, « cette
« approbation lie tous les actionnaires alors qu'ils ne
« prouvent pas que ce document contient des énoncia-
« tions mensongères ou frauduleuses, desquelles ils
« puissent tirer un grief personnel ² », et l'actionnaire
présent à l'assemblée qui a approuvé sans réserve les
comptes, n'est pas fondé à les critiquer ensuite ³ ; néan-
moins, il conserve certainement le droit d'attaquer le
bilan devant les tribunaux, s'il est argué de dissimula-
tion ⁴.

Le principe de l'impossibilité de réviser les comptes
du bilan est cependant affirmé avec une grande netteté
dans les attendus d'un arrêt très récent de la Cour de
Lyon ⁵ : « attendu que la société incriminée a juste-
« ment combattu ce système en s'appuyant sur le carac-
« tère juridique d'un bilan approuvé, qui est celui d'un
« arrêté de comptes, et sur celui de l'article 541 du code
« de procédure aux termes duquel il ne sera procédé à
« la revision d'aucun compte, sauf s'il y a erreurs, omis-
« sions, faux, ou double emploi ; rappelant d'autre part
« qu'il est admis que le principe posé par cet article

1. Cour de Douai, 26 juin 1930. J. S. 1932.348.

2. Cour de Paris, 28 mars 1888. J. S. 1889.69.

3. Trib. com. Lyon, 9 mars 1906. J. S. 1907.175.

4. Trib. com. Seine, 23 juillet 1894. J. S. 1895.185. — *Le Droit*,
27-28 août 1894.

5. Cour de Lyon, 21 mars 1935. J. S. 1937.685. R. S. 1936.122.

« s'applique aux inventaires commerciaux et qu'une
« erreur portant sur l'évaluation des valeurs actives, ou
« sur l'appréciation de la solvabilité de certains débi-
« teurs... ne rentre pas dans le cas de l'article 541 auto-
« risant un redressement de comptes ; attendu que, si
« l'on se reporte à la jurisprudence, on constate qu'elle
« paraît fixée sur la solution à donner à cette question,
« puisque, par son arrêt du 22 juin 1926, la Chambre des
« Requêtes a décidé que l'assemblée générale appelée à
« statuer sur un bilan, peut apporter aux éléments de ce
« bilan telles modifications qu'elle juge utiles pour le
« rendre exact et sincère, mais il n'appartient pas au
« juge, ni de critiquer, ni de modifier les décisions régu-
« lièrement prises par l'assemblée générale et qui s'im-
« posent aux actionnaires ; que la Cour suprême n'a
« d'ailleurs fait que maintenir le principe qu'elle avait
« posé dans son arrêt du 5 mars 1892 par lequel elle
« avait déclaré que l'approbation d'un bilan par l'assem-
« blée générale des actionnaires rend un actionnaire
« non recevable de remettre en question l'exactitude de
« ce bilan et l'autorité qui s'attache à son approbation
« régulière, alors que cet actionnaire ne prouve pas que
« ce document contient des énonciations mensongères
« ou frauduleuses, desquelles l'actionnaire puisse tirer
« un grief personnel. »

Cet arrêt a été très vivement critiqué, en particulier par le commentateur de la *Revue des Sociétés*, qui s'exprime ainsi : « Mais le bilan, tel qu'il a été présenté à
« l'assemblée générale ne donne qu'une image conven-
« tionnelle des affaires sociales ; les amortissements,
« notamment, sont pratiqués d'après un barème, et ne
« correspondent que d'une façon très approximative à

« la dépréciation des éléments de l'actif qui en sont
« frappés. Or c'est uniquement au moyen d'un inven-
« taire exprès des valeurs sociales qu'il est possible
« d'apprécier si les trois quarts du capital sont ou non
« perdus. Le fait qu'il y a un bilan approuvé, c'est-à-
« dire arrêté de comptes entre les parties, ne fait pas
« obstacle à l'action de l'intéressé. Mais encore faut-il
« que celui-ci apporte la preuve, ou tout au moins un
« commencement de preuve de la perte qu'il allègue. »

Nous croyons d'ailleurs devoir ajouter qu'après avoir posé formellement en principe le caractère immuable des énonciations du bilan, la Cour de Lyon, dans l'un des attendus de son arrêt, paraît admettre la possibilité de prouver, même à l'encontre des énonciations du bilan, la perte des trois quarts du capital : « Attendu
« que l'on ne saurait enfin passer sous silence le fait
« que, non seulement les appelants n'invoquent, ni le
« dol, ni la fraude contre les administrateurs, mais qu'ils
« n'apportent même pas un commencement de preuve
« par présomption concernant la perte, qu'ils se bornent
« à alléguer, des trois quarts du capital social... »

Admettons donc que l'on puisse modifier, en dehors des cas prévus par l'article 35, et dans une certaine mesure à préciser, les évaluations faites dans l'inventaire et le bilan, et recherchons dans quel sens on sera amené à le retoucher. Pour cela, il nous paraît particulièrement commode de partir de la définition que les arrêts de la Cour de Cassation ont donnée du bénéfice, le considérant comme étant « l'excédent d'un actif certain et réalisable sur l'ensemble du passif et du capital social ¹ ».

1. Cass. civ., 1^{er} juillet 1896. J. S. 1898.16. D. 1898.1.335. — Cour de Limoges, 2 juillet 1897. S. 1901.1.506.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, cette définition, parfaitement correcte, a été interprétée dans un sens très restrictif par la jurisprudence et par la doctrine, qui se sont essentiellement préoccupées d'éviter la distribution de dividendes fictifs. Une rigueur aussi grande n'est évidemment pas nécessaire lorsqu'il s'agit de savoir si les trois quarts du capital sont perdus, et la perte doit se mesurer en comparant l'ensemble des dettes et du capital social à la totalité de l'actif certain et réalisable. Ainsi d'ailleurs que l'a jugé le tribunal civil de Charleroi¹, dans le cas où la dissolution doit être envisagée, il convient de dresser un bilan spécial. Plus récemment encore, un arrêt de la Cour de Douai² a indiqué que, « dans une société qui, après une marche de quelques « années, se trouve dans l'impossibilité de fonctionner, « n'ayant plus de ressources pour faire face à ses dettes. « et à laquelle une liquidation, soit amiable, soit judiciaire, s'impose inéluctable,... l'inventaire à dresser « doit représenter la réalité de la situation active et « passive, et non une situation purement fictive et illusoire ». Cet arrêt ajoute d'ailleurs que le bilan qui doit être établi lorsque les trois quarts du capital sont perdus doit être dressé comme un bilan de liquidation, mais cela paraît excessif, et contraire à la tendance générale de la jurisprudence, qui s'oriente vers une appréciation plus bienveillante de la situation.

Les objections que l'on soulève habituellement à l'encontre de l'évaluation des éléments du capital de roulement selon le cours du jour, perdent de leur poids. Les

1. Trib. civ. Charleroi, 4 août 1886. J. S. 1890.198. — *Journal des tribunaux de Bruxelles*, 1886, n° 359, col. 1044.

2. Cour de Douai, 3 février 1910. J. S. 1910.419. R. S. 1912.17.

critiques habituellement formulées visent en effet essentiellement le cas où une telle méthode d'évaluation conduirait à augmenter la valeur des éléments de l'actif, et l'argument essentiel présenté est qu'en appliquant ce principe, on fait état d'un bénéfice non encore réalisé, puisqu'il n'y a pas de vente effective ; cet argument est en l'espèce, à peu près sans valeur, puisque la question se pose, précisément, de savoir si l'on ne va pas être contraint de liquider la société. Nous ne retiendrons pas davantage l'objection consistant à dire que la vente des biens en question provoquera une variation notable des cours, en les abaissant. On peut en effet admettre qu'en prenant certaines précautions, les répercussions de cette vente puissent être très sensiblement réduites, et nous estimons que la meilleure base d'évaluation est celle qui correspond précisément aux conditions pratiques de la vente qui peut intervenir. Il est parfaitement logique, dans ces conditions, de faire figurer chacun des éléments de l'actif pour sa valeur réelle. S'il s'agit de choses ayant un cours, l'évaluation sera facile. « On admet même que
« la solution la plus favorable au maintien de l'entre-
« prise soit seule envisagée, ce qui autorise l'évaluation
« au cours du jour, non faussé par la spéculation, s'il
« est supérieur au prix de revient, et l'évaluation au
« prix de revient, si ce dernier est supérieur au cours
« du jour. Dans ce dernier cas, la jurisprudence de la
« Cour de Cassation s'oppose d'ailleurs à ce qu'il soit
« fait état d'une perte non réalisée ¹. » Il a même été jugé que l'on ne saurait considérer comme une perte du capital social la dépréciation résultant, en cours d'exer-

1. G. Roche, *De la relativité des bilans*, p. 148.

cice, de la baisse d'un stock de marchandises susceptibles de cours très variables (sucres). En tous cas, il ne pourrait être fait état que de la perte réalisée par la vente de ces marchandises, et non d'un simple manque à gagner ou même d'une dépréciation résultant de la comparaison des cours extrêmes à deux dates arbitrairement choisies¹. Ne relève-t-on point là une tendance interprétative absolument opposée à celle qui est classique lorsqu'il s'agit d'établir un bilan annuel ?

Il a, d'autre part, été jugé que les valeurs n'ayant point de marché devaient être évaluées, non pas d'après leur prix de vente, mais d'après leur valeur d'exploitation. Un cas tout à fait caractéristique est fourni par un arrêt rendu par la Cour de Rouen ; il s'agissait d'un théâtre exploité par une société qui avait été amenée à déposer un bilan de liquidation dans lequel le théâtre en question était estimé à un prix très inférieur à l'évaluation qui figurait dans le dernier bilan annuel de la société. Voici l'un des attendus de cet arrêt :

« Le prix d'une chose servant à une exploitation industrielle ou commerciale est essentiellement différent et
« sujet à varier du simple au double, et même davantage
« suivant que l'on considère la valeur intrinsèque au
« cours de l'exploitation, alors que la chose, en l'espèce
« l'immeuble, remplit l'objet pour lequel il a été créé.
« ou suivant qu'on l'envisage uniquement sous le rapport de sa valeur vénale au lendemain de la cessation
« de toute exploitation, et sous le coup d'une réalisation
« forcée ; attendu que la société n'a pas construit
« l'Alhambra-Théâtre pour le revendre, mais en vue

1. Cour d'Amiens, 26 janvier 1907. J. S. 1909.217.

« d'une utilisation conforme aux statuts, et que, ne porter au bilan l'immeuble social que pour sa valeur vénale, soit 650.000 francs, ce serait faire abstraction arbitrairement d'un élément d'actif dont l'existence est certaine, la valeur d'exploitation qui, d'ordinaire, dans les sociétés à leur début, représente assez exactement la différence entre la valeur vénale du fonds social et son prix de revient ¹. »

L'arrêt ajoute d'ailleurs que, « toutefois, la valeur d'exploitation, étant essentiellement contingente et périssable, et subordonnée qu'elle est à la continuation de l'œuvre entreprise et devant disparaître avec elle, doit toujours faire l'objet d'un amortissement opéré, soit à l'aide de l'imputation sur les réserves, en cas de bénéfices, soit en cas de pertes, par retranchement sur la valeur de l'actif ; — que les règles et conditions de l'amortissement varient suivant la durée plus ou moins longue de l'exploitation et la nature des choses ou des objets composant le fonds social ».

Il résulte de ce texte que les installations dont la valeur d'exploitation est fonction de l'objet même de la société, doivent être évaluées à cette valeur, mais qu'il est nécessaire de faire état d'amortissements normaux. Cela revient à dire que, pour savoir si les trois quarts du capital sont perdus, les immobilisations doivent figurer à leur valeur d'usage rationnel.

La question étant ainsi éclairée, on peut énoncer rapidement un certain nombre de règles qui seront applicables pour évaluer dans ce cas les différents éléments de l'inventaire. Nous verrons qu'elles s'écartent très sensiblement des règles d'établissement du bilan classique.

1. Cour de Rouen, 10 mars 1909. S. 1912.2.108. J. S. 1910.209.

1° *Capitaux fixes ou immobilisations.* — En dehors des biens qui ont une valeur d'échange nettement définie (terrains), on devra donner à ces éléments leur valeur d'usage rationnel. On procédera ainsi, non seulement pour les immeubles, mais pour les brevets, les marques de fabrique, les licences¹, les frais de constitution ou d'installation et d'acquisition de clientèle². Mais, il est indispensable de tenir compte d'amortissements normaux ; en particulier, ainsi que cela a déjà été vu, les frais de constitution ne peuvent figurer légitimement au bilan que pendant un nombre très réduit d'exercices³. Une difficulté se présente en ce qui concerne la réévaluation des apports, s'ils ont été minorés, et s'il suffit d'opérer une telle réévaluation pour permettre de réduire le montant des pertes à un chiffre inférieur à la quotité prévue par l'article 37. Un arrêt de la Cour de Paris⁴ a décidé qu'il était nécessaire pour cela de réunir une assemblée générale extraordinaire des actionnaires : « Considérant... que la minoration du
« chiffre des apports... a été portée à la connaissance
« des actionnaires lors de l'assemblée générale qui a
« procédé à la vérification des apports au moment de
« la constitution de la société, et que le vote de cette
« assemblée a arrêté définitivement la consistance de
« l'actif social et les divers avantages du pacte social ;
« qu'en admettant même que ce vote pût être modifié
« au cours de l'existence de la société par une assem-

1. Décugis, *Des différents systèmes d'amortissements industriels dans les sociétés par actions*. J. S. 1906, p. 241 et ss.

2. Trib. com. de la Seine, 10 février 1908. J. S. 1909.221. R. S. 1909.112. — *Gazette du Palais*, 1908.2.351.

3. Cour de Douai, 3 février 1910. J. S. 1910.419. R. S. 1912.17.

4. Cour de Paris, 12 juin 1926. J. S. 1928.167. R. S. 1926.386.

« blée générale qui a ratifié les apports et le pacte social,
« il ne saurait être douteux que pareil pouvoir ne peut
« être attribué à une simple assemblée générale ordi-
« naire ; qu'une telle assemblée ne saurait, même sous
« le prétexte d'un rajustement du bilan, en vue de rame-
« ner les différents postes à leur valeur exacte, dans un
« but de sincérité, modifier les évaluations statutaires
« et faire disparaître une garantie, une sorte de réserve
« pour l'avenir qui a été votée en toute connaissance de
« cause par une assemblée constitutive, et qui consacrait
« un avantage pour les actionnaires. »

2° *Capitaux de roulement*. — On peut légitimement retenir le cours du jour¹, comme base d'évaluation, pourvu qu'il ne soit pas incertain et passager², qu'il n'ait pas été faussé par des manœuvres réprimées par la loi³, ou par la spéculation des dirigeants de l'entreprise ; ces remarques sont également valables, qu'il s'agisse de valeurs mobilières⁴ ou de marchandises⁵.

Il n'est pas douteux que l'on n'a pas le droit de faire figurer les biens à l'inventaire pour leur prix d'achat si leur valeur est devenue moindre ; à l'inverse, on devra faire état de la valeur réelle des marchandises, si elle est supérieure à leur prix de revient, car la valeur vénale d'une marchandise n'est pas le prix qu'elle a coûté, mais le prix qu'on peut en obtenir.

1. Cour de Paris, 27 décembre 1883. J. S. 1885.1.

2. Cour de Paris, 9 mars 1888. D. 1889.2.71. — Cour de Riom, 27 avril 1898. S. 1901.1.540.

3. Trib. corr. Seine, 4 août 1886. J. S. 1890.214. R. S. 1887.22.

4. Cass. crim., 23 juin 1883. S. 1883.1.428. D. 1883.1.425.

5. Cour de Paris, 5 août 1890, et Cass. crim., 24 avril 1891. D. 1893.1.49. S. 1892.1.476.

De même, les titres en portefeuille doivent s'évaluer d'après les cours du jour, et non d'après leur prix d'acquisition¹. On pourrait de plus se demander dans quelle mesure on pourra à défaut de cotation en Bourse, inscrire à l'inventaire les titres en portefeuille pour leur valeur réelle, mais c'est une hypothèse qui ne jouera que rarement en fait.

La question peut enfin se poser de savoir s'il est nécessaire de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour statuer sur la continuation ou la dissolution de la société, lorsque le déficit résultant de la dépréciation des cours atteint les trois quarts du capital social. D'après C. Houpin², « la question est délicate. Nous
« avons considéré, dit-il, conformément à l'opinion
« émise par M. Wahl, que l'article 37 n'est applicable
« que lorsque la perte subie est définitive, c'est-à-dire
« lorsqu'elle ne résulte pas de simples fluctuations de
« cours. C'est ainsi que nous avons admis plus spéciale-
« ment que la dépréciation des monnaies étrangères,
« due à la dépression des cours du change, ne pouvant
« être considérée comme définitive, ne rendrait pas obli-
« gatoire la convocation d'une assemblée générale, bien
« qu'elle ait pour conséquence de faire apparaître un
« déficit égal aux trois quarts du capital social ». L'au-
teur ajoute, de plus que « les moins-values résultant des
« cours actuels ne constituent pas une perte réelle,
« laquelle ne sera définitive que si, au jour de la réali-
« sation des titres, les cours sont toujours inférieurs au
« prix de revient de ces titres ». Un tel raisonnement

1. Cour de Grenoble, 11 décembre 1872. D. 1874.2.33.

2. C. Houpin, *De l'établissement des inventaires et bilans en période de crise économique*. J. S. 1932.73.

pourrait entraîner fort loin, et il paraît pour le moins difficile d'approuver l'interprétation ainsi donnée à l'article 37. D'ailleurs M. Houpin se rallie lui-même à une solution plus rationnelle et plus prudente. « Tout conseil d'administration soucieux de sa responsabilité et de ses devoirs, écrit-il, doit convoquer une assemblée générale à laquelle il demandera, après lui avoir présenté la situation sous son jour véritable, de décider la continuation de la société. »

§ 5. — LE BILAN DE L'ARTICLE 37 ET LE BILAN CLASSIQUE

Il résulte des indications qui ont été données que les règles d'évaluation appliquées dans l'établissement des bilans classiques ne donnent que des indications insuffisantes lorsqu'il s'agit de savoir si les trois quarts du capital sont perdus. Le bilan ne donne, en effet, que des renseignements très incomplets, puisqu'il est établi dans un esprit différent. Il ne fait que très imparfaitement apparaître la situation réelle de la société au jour de l'inventaire, les évaluations de l'actif auxquelles il donne lieu conduisant plutôt à une estimation minorée. Cette manière d'opérer est approuvée, non seulement par la juridiction française, mais par les juridictions anglaise et italienne. D'après cette conception, ainsi que l'a écrit A. Percerou¹, il est toujours licite de sous-évaluer les postes actifs et de surévaluer les postes passifs d'un bilan parce que « l'objet de ce document est avant toute chose d'attester que la situation financière de la société est au moins aussi bonne qu'il la représente, mais non pas d'attester qu'elle n'est pas ou ne peut pas être

1. A. Percerou, *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*, p. 507.

« meilleure¹ ». On doit cependant remarquer que, depuis le décret-loi du 8 août 1935, les réserves occultes résultant d'évaluations insuffisantes ou d'amortissements extraordinaires ou ordinaires non en harmonie avec la réalité « sont désormais prohibées, puisqu'elles « faussent les tableaux destinés à faire connaître la véritable situation². Les méthodes d'évaluation basées sur la notion du cours du jour, que nous avons été conduits à retenir lorsqu'il s'agit d'appliquer l'article 37, ne devraient-elles pas être également suivies dans l'établissement des bilans normaux ? Les arguments que M. A. Dalsace a développés dans ce sens, et qui se sont heurtés à l'indifférence ou à l'hostilité de la doctrine, en dépit de leur logique, ont cependant obtenu récemment l'adhésion du tribunal de Lons-le-Saulnier qui, dans un jugement en date du 15 juillet 1936, s'exprimait ainsi : « Attendu que, pour M. Dalsace, l'estimation au prix de « revient est une pratique comptable qui se recommande par sa commodité, mais est dépourvue de toute « valeur scientifique et même, en bonne logique, équivalente à une absurdité, la valeur d'un bien quelconque « à une époque de l'année ne pouvant dépendre de celle « qu'il avait à l'époque de son achat, laquelle peut offrir « un intérêt pour apprécier les profits réalisés, non pour « connaître la richesse de l'entreprise au moment de la « clôture d'un exercice ; — attendu que M. Dalsace souligne l'absence d'objectivité d'une pareille méthode « et les contradictions auxquelles elle aboutit puisqu'elle

1. Formule d'une décision anglaise citée par A. Percerou, *loc. cit.*, p. 507.

2. J. Moliérac, *Considérations sur l'inventaire et le bilan dans les sociétés anonymes*. R. S. 1936.153.

« aurait pour résultat de compter dans un même inven-
« taire une valeur identique à des prix différents, si cette
« valeur a été achetée à des époques et à des cours dif-
« férents, et M. Dalsace de conclure : toute méthode de
« mesure ou d'évaluation qui aboutit au résultat que
« deux éléments identiques soient mesurés par des
« chiffres différents est une méthode absurde... » ; —
« attendu que la logique de M. Dalsace s'impose et qu'on
« est bien forcé de souscrire à une opinion qui met en
« cause le principe même d'identité, fondement premier
« de toutes les démarches de l'entendement ¹... »

Doit-on en conclure à un revirement de la jurisprudence ? Il serait prématuré et bien imprudent de l'affirmer, mais il n'est pas interdit d'y voir un indice non négligeable. De toutes façons, on peut penser qu'il serait absolument logique d'inscrire au bilan les différents éléments qui le composent pour les valeurs qu'ils ont au jour de l'inventaire, lorsqu'elles sont connues avec précision.

Il ne faut cependant pas en conclure que les plus-values constatées doivent nécessairement conduire à une distribution de bénéfices. Il est évidemment nécessaire de rechercher auparavant dans quelle mesure ces plus-values sont stables. Mais, ainsi que nous l'avons déjà noté, c'est là une question de sage gestion de l'affaire, qui est totalement différente de l'opération consistant à évaluer les différentes valeurs actives et passives.

Remarquons de plus que cette méthode permettrait de tracer une physionomie exacte de la situation réelle de la société au jour de l'inventaire. Elle éviterait les

1. *Revue trimestrielle du droit des sociétés*, 1937, p. 51.

inconvenients très graves des réserves occultes, source de spéculations et de manœuvres boursières injustifiées, et danger certain pour l'épargne, qui rendent de plus impossible toute appréciation de la gestion, et illusoire le contrôle de l'assemblée des actionnaires.

DEUXIÈME PARTIE

INTERVENTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES ACTIONNAIRES ; ACTION EN JUSTICE

CHAPITRE PREMIER

CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE

§ 1. — MESURES IMPOSÉES PAR L'ARTICLE 37.

Lorsqu'il est établi que les trois quarts du capital social sont perdus, deux sortes de mesures sont édictées par l'article 37 :

1° « Les administrateurs sont tenus de provoquer la
« réunion de l'assemblée générale de tous les action-
« naires à l'effet de statuer sur la question de savoir
« s'il y a lieu de provoquer la dissolution de la société ;

2° « A défaut par les administrateurs de réunir l'assem-
« blée générale, comme dans le cas où cette assemblée
« n'aurait pu se constituer régulièrement, tout intéressé
« peut demander la dissolution de la société devant les
« tribunaux. »

Ce texte doit être rapproché des dispositions de l'article 1871 du Code civil qui prévoit que « la dissolution
« des sociétés... ne peut être demandée par l'un des asso-
« ciés avant le terme convenu qu'autant qu'il y a de
« justes motifs... dont la légitimité et la gravité sont
« laissées à l'arbitrage du juge ».

« La doctrine et la jurisprudence s'accordent à recon-
« naître que la loi de 1867 n'a en rien dérogé à l'ar-
« ticle 1871 ; elle se borne à ajouter aux causes géné-
« rales de dissolution énoncées par l'article 1871 du

« Code civil des causes spéciales aux sociétés par actions,
« mais sans enlever au juge le droit de prononcer, en
« dehors des cas spéciaux qu'elle prévoit, la dissolution
« pour justes motifs ¹. »

Il n'est pas en effet contestable que l'on puisse trouver un juste motif de dissolution dans la perte du capital social, même si elle n'est que partielle. Il n'est pas même nécessaire pour cela que les parties aient prévu une telle éventualité au moment où elles ont rédigé le pacte social, et l'on pourrait légitimement invoquer les dispositions de l'article 1871 sans avoir à se préoccuper de l'existence ou de l'absence d'une telle clause ².

En dépit des analogies qui viennent d'être signalées, il serait absolument inexact de penser que la loi de 1867 s'est bornée à formuler dans son article 37 un rappel pur et simple du droit commun. Elle a en effet introduit certaines dérogations particulières qui sont tout à fait remarquables : d'une part elle a prescrit la convocation d'une assemblée générale, appelée à prendre une décision s'imposant à tous les actionnaires ; d'autre part, et ce point sera développé plus loin, elle ouvre à tout intéressé le droit de demander en justice la dissolution de la société, si l'assemblée générale n'a pu, pour une raison quelconque, prendre de décision à ce sujet.

Cette obligation de consulter les actionnaires en les appelant à décider s'il y a lieu de dissoudre la société lorsque les trois quarts du capital sont perdus s'est trouvée renforcée par la loi dans certains cas spéciaux.

1. Note Lédru sous trib. com. Seine, 12 nov. 1879. J. S. 1880. 226.

2. Cour de Paris, 17 février 1890, R. S. 1890.367 ; J. S. 1891.561.

Ainsi, la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, exige que les statuts imposent la dissolution obligatoire de ces sociétés en cas de perte de la moitié du capital social. De même la loi du 15 décembre 1907 (art. 4) impose aux sociétés anonymes de capitalisation l'insertion dans leurs statuts d'une clause prévoyant qu'en cas de perte de la moitié du capital social, une assemblée générale sera convoquée pour constater cette perte et prononcer la dissolution de la société. Enfin le décret du 30 décembre 1938 relatif aux sociétés d'assurances et de capitalisation, aux tontines et aux syndicats de garantie, stipule dans son article 12 que les dispositions prévues par l'article 37 de la loi de 1867 s'appliquent à ces sociétés en cas de perte de la moitié du capital social.

Ajoutons que les fondateurs d'une société ont toute liberté, au moment où l'on rédige les statuts, pour introduire des clauses aggravant les règles posées par l'article 37, soit que la dissolution soit rendue obligatoire en cas de perte des trois quarts du capital, soit que la convocation des actionnaires soit prévue pour une perte moindre. De telles clauses sont parfaitement licites¹, mais, bien entendu, elles restent d'ordre purement contractuel alors que les dispositions de l'article 37 sont d'ordre public.

§ 2. — C'EST LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
QUI DOIT CONVOQUER LES ACTIONNAIRES.

L'article 37 impose aux administrateurs de la société l'obligation de convoquer l'assemblée générale en cas

1. Trib. com. Lyon, 17 décembre 1907. J. S. 1909.77 ; R. S. 1909.118.

de perte des trois quarts du capital. Mais ils conservent une liberté d'action complète aussi longtemps que les pertes n'ont pas atteint cette quotité ¹ ou, le cas échéant, la quotité moindre fixée par les statuts.

De plus, le fait de n'avoir pas convoqué l'assemblée générale n'engage pas la responsabilité des administrateurs lorsque les trois quarts du capital sont simplement immobilisés ; même si cette immobilisation gêne le fonctionnement de la société, elle ne saurait être assimilée à une perte ². Rien ne s'oppose du reste à ce que les administrateurs prennent l'initiative de mettre les actionnaires au courant d'une situation qui peut être dangereuse, et qui risque de s'aggraver de jour en jour : ils peuvent leur faire connaître les raisons qui font redouter que l'exploitation ne devienne de plus en plus déficitaire ; ils peuvent demander à l'assemblée générale d'approuver, soit la dissolution anticipée, soit une fusion avec une autre société. Cependant il n'est pas douteux que c'est à bon droit que l'assemblée générale n'est pas saisie de la question par le conseil d'administration aussi longtemps que la perte reste inférieure à la limite prévue ³.

Il peut arriver qu'en application d'une clause insérée dans les statuts, le conseil d'administration ait été amené à convoquer l'assemblée générale des actionnaires au moment où les pertes atteignaient une limite inférieure aux trois quarts du capital. Si l'assemblée a alors décidé de continuer les opérations sociales, et si la situation

1. Trib. com. Lille, 12 décembre 1912. J. S. 1914.333 ; R. S. 1914.252.

2. Cass. civ., 21 janvier 1891. D. 1892.1.237 ; R. S. 1891.198.

3. Trib. com. Lyon, 23 novembre 1903. R. S. 1904.465.

s'aggrave encore par la suite, il est certain que l'assemblée devra être convoquée à nouveau au moment où les pertes atteindront le pourcentage fixé par l'article 37. Il s'agit là, en effet, d'une disposition législative d'ordre public qui ne peut que se superposer et s'ajouter, le cas échéant, aux prescriptions édictées par le pacte social. Un cas un peu analogue peut également se présenter dans l'hypothèse où l'assemblée convoquée en application de l'article 37 pour décider de la dissolution, a voté régulièrement la continuation des affaires sociales. Il n'y aurait certainement pas lieu de procéder à une nouvelle convocation des actionnaires si la perte subsiste sans s'aggraver pendant les exercices suivants. Mais il en sera différemment si, après un certain nombre d'exercices bénéficiaires ayant permis de réduire les pertes à un chiffre inférieur à la quotité légale, on se trouvait avoir à nouveau perdu les trois quarts du capital social : il serait certainement nécessaire alors de consulter de nouveau l'assemblée générale des actionnaires.

Si le conseil d'administration a parfaitement le droit de soumettre à l'assemblée générale des actionnaires la question de la dissolution de la société en cas de perte importante, ce droit se trouve, du fait de l'article 37, transformé en obligation très stricte lorsque les pertes atteignent les trois quarts du capital social, et c'est là une des dispositions essentielles de l'article.

Nous avons déjà exposé quelles sont les raisons qui ont conduit le législateur à tenir pour déterminante la perte des trois quarts du capital social. Ainsi que nous l'avons vu, cette quotité était conforme à la pratique ordinaire des sociétés par actions au moment où l'on a préparé le texte de la loi de 1867. Ce sont, du reste, des

considérations analogues qui ont présidé à l'élaboration de l'article 12 du décret du 30 novembre 1938 (pris en application d'un décret-loi du 14 juin 1938), article qui prévoit que, dans le cas des sociétés anonymes d'assurances, les dispositions de l'article 37 de la loi de 1867 devront être appliquées en cas de perte de la moitié du capital social.

Il est incontestable que le conseil d'administration possède tous les éléments nécessaires pour connaître la situation réelle de la société. C'est lui, en effet, qui a mission d'établir l'inventaire des valeurs actives et passives de la société. En pratique, lorsque l'inventaire annuel est dressé, et que l'assemblée générale annuelle ordinaire est convoquée pour approuver les comptes de l'exercice clos, le conseil devra, si l'on constate alors que les pertes atteignent la quotité prévue par l'article 37, convoquer en même temps une assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires en vue de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution¹. De plus, le conseil peut également, en cours d'année, avoir connaissance d'événements survenus depuis la clôture de l'exercice précédent et ayant sur les affaires de la société des répercussions assez graves pour que la quotité des pertes atteigne les trois quarts du capital social ; il devra alors, de toute évidence, convoquer l'assemblée générale des actionnaires. La doctrine² et la jurisprudence³ sont unanimes dans ce sens.

1. Houpin et Bosvieux, *Traité général des sociétés civiles et commerciales*, n° 1387, note.

2. Pont, t. II, n° 1918. — Vavasseur, t. II, n° 826.

3. Cass., 24 octobre 1892. S. 1896.1.495 ; D. 1892.1.600 ; J. S. 1891.514. — Cour de Paris, 6 février 1894. D. 1894.2.545. — Cass., 3 avril 1912. D. 1912.1.521.

Responsabilité pesant sur les administrateurs. — Il peut arriver que le conseil d'administration ne se conforme pas aux dispositions de l'article 37 : les administrateurs peuvent en effet, avoir personnellement intérêt à prolonger artificiellement la vie de la société¹, contrairement à l'intérêt bien compris des actionnaires, soit qu'ils veuillent spéculer sur les actions de la société, soit simplement pour dissimuler les imprudences de leur gestion, et tromper la bonne foi des organes de contrôle². Il se peut que les pertes réellement éprouvées par la société aient été dissimulées dans le bilan par le gonflement artificiel de l'actif ; et les administrateurs peuvent avoir intérêt à rester inactifs, les délais qui s'écouleront inévitablement entre le moment où les actionnaires intenteront une action en justice afin de faire prononcer la dissolution et le jour où le tribunal saisi rendra sa sentence leur permettent de gagner un temps appréciable. « Le conseil d'administration com-
« met ainsi une faute ; le fait de ne pas convoquer
« l'assemblée générale qui devait être appelée à délibé-
« rer, le fait de ne pas publier une situation de solva-
« bilité amoindrie que le législateur avait tenu à faire
« porter à la connaissance des tiers, tendant à créer
« autour de la société une atmosphère factice de crédit
« et de bonne réputation, dont ceux qui approchent la
« société et qui contractent avec elle peuvent avoir à
« souffrir³ ».

La Jurisprudence estime qu'il y a là, de la part des

1. Cass. req., 28 mai 1889. S. 1890.1.9.

2. Cass. req., précité.

3. Copper-Royer, t. IV, n° 655.

administrateurs, une faute extrêmement nette et lourde¹, pouvant engager très gravement leur responsabilité personnelle, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi de 1867 : « les administrateurs sont responsables, conformément aux règles du droit commun, « individuellement ou solidairement, suivant les cas, « envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des « fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion... » Chaque administrateur n'est en principe responsable que de ses fautes personnelles, mais il peut arriver qu'il ne soit pas possible de fixer la responsabilité de chaque administrateur dans une faute commise par le conseil tout entier ; dans ce cas, une responsabilité solidaire pèse sur eux². La doctrine admet qu'il s'agit d'une responsabilité « in solidum » qui offre en fait une garantie suffisante pour que soient respectés et sauvegardés les intérêts des créanciers, des tiers et des actionnaires³ : il serait, dans ces conditions, superflu d'exiger une responsabilité solidaire des administrateurs. On peut citer dans ce sens un arrêt rendu le 1^{er} juin 1889 par la Cour de Paris (mais cassé ultérieurement) et un arrêt beaucoup plus récent de la Cour de Cassation⁴.

Ajoutons que, si le caractère personnel de la faute des administrateurs est établi, la solidarité ne saurait

1. Trib. com. Seine, 10 février 1908. J. S. 1909.221. *Gazette du Palais*, 1908.2.351. — Trib. com. Lyon, 1^{er} juillet 1926. R. S. 1927.199. — Cass., 16 novembre 1930. R. S. 1931.90.

2. Cour de Rouen, 25 juillet 1887. J. S. 1888.393.

3. J. Hamel, *La responsabilité individuelle des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes*. R. S. 1923. 131.

4. Cass., 11 décembre 1929. J. S. 1930.494.

être prononcée¹. Bien entendu, aucune responsabilité ne pourra être encourue par les administrateurs qu'une cause légitime aura tenus éloignés du conseil d'administration² ou qui pourront établir qu'ils ont voté contre la décision prise, ou qu'ils ne l'ont, ni approuvée, ni même connue. Cependant, l'absence d'un administrateur à une réunion du conseil ne suffirait pas à rendre irrecevables les poursuites dirigées contre lui à raison des décisions prises, s'il a participé aux actes du conseil ayant conduit à ces résolutions³; il en serait particulièrement ainsi lorsque l'administrateur, ayant eu connaissance d'une décision prise en son absence, continue cependant à siéger sans protestation au conseil⁴.

Il convient d'ailleurs d'observer que, même si un administrateur assiste à la réunion dans laquelle sont prises des délibérations attaquées par la suite, cela ne suffit pas à engager sa responsabilité, notamment s'il a protesté contre l'opinion de ses collègues, et fait mentionner sa protestation au procès-verbal⁵. Il pourra cependant arriver dans certains cas qu'un administrateur estime devoir remettre au conseil sa démission motivée. Cela peut se produire à l'occasion de la préparation du bilan annuel, en raison de la responsabilité très grave encou-

1. Cour de Paris, 10 mars 1892. J. S. 1892.289. — Cass. civ., 5 mai 1896. J. S. 1896.299. — Cass. req., 31 mars 1896. J. S. 1896.298.

2. Cour de Lyon, 17 août 1865. D. 1866.2.194. — Trib. com. Seine, 8 janvier 1886. R. S. 1886.166. — Cass., 16 juin 1891. R. S. 1891.427.

3. Cour de Paris, 3 janvier 1888. R. S. 1888.209.

4. Cour de Paris, 1^{er} août 1883. J. S. 1883.735.

5. Rousseau, t. I, n° 3017.

rue alors par les administrateurs¹, responsabilité qui peut même revêtir un caractère délictueux. « soit que le « bilan, contenant des évaluations exagérées, constitue « une affirmation de faits faux (art. 15 de la loi du « 24 juillet 1867), soit que le bilan, joint à la non-con- « vocation de l'assemblée et à l'absence de publicité, « soit retenu comme un élément d'escroquerie. »² Les peines portées par l'article 405 du Code pénal seraient alors applicables.

Le droit de convoquer l'assemblée générale appartient normalement au conseil d'administration tout entier : la convocation est décidée par lui par une délibération prise dans les termes des statuts³. Ce droit ne saurait être en principe exercé par un administrateur isolé qui, agissant individuellement, ne peut valablement convoquer l'assemblée⁴ : l'assemblée ainsi réunie irrégulièrement doit être déclarée nulle et les décisions prises ne sont pas valables⁵. Un tempérament paraît devoir cependant être apporté à cette règle : si la convocation est faite par l'administrateur-délégué au nom du conseil d'administration, elle doit être tenue pour valable⁶, sous réserve qu'elle ait été faite en application d'une délibération prise par le conseil⁷. Nous pensons que l'on

1. Cour d'Agen, 10 juillet 1895. S. 1896.2.95. — Cass. Req., 3 avril 1912. D. 1912.1.521.

2. Copper Royer, t. IV, n° 655.

3. Trib. com. Seine, 19 mai 1899. J. S. 1899.456. *La loi* 27 mai 1899.

4. Lacour et Bouteron, n° 534.

5. Trib. com. Seine, 16 janvier 1899. J. S. 1899.366.

6. Milan, 17 février 1913. S. 1914.4.17 et note Wahl. — Trib. com. de Charolles, 16 mars 1909. J. S. 1909.374.

7. Note Houpin sous jugement précité du tribunal de Charolles.

doit même tenir plus largement compte des pouvoirs très étendus dont dispose l'assemblée générale des actionnaires, qui est dans une société l'organe délibérant suprême. C'est ainsi que, si la convocation d'une assemblée générale extraordinaire convoquée pour délibérer sur la dissolution anticipée pour perte des trois-quarts du capital, a été faite par un conseil irrégulièrement composé, « cette irrégularité ne saurait constituer « une nullité d'ordre public », elle « peut être couverte « par le vote d'une assemblée régulièrement composée « et délibérant dans les conditions prescrites par la loi. » ¹ Le tribunal civil de la Seine a même admis ² que l'assemblée générale extraordinaire aurait, à la rigueur le pouvoir de ratifier la convocation faite par un seul administrateur, sous réserve que cette ratification ne soit pas étendue à des décisions portant sur des questions non inscrites à l'ordre du jour de la réunion.

Convocation de l'assemblée générale par les commissaires aux comptes. — Bien que les commissaires aux comptes aient pour rôle essentiel d'être un organe de surveillance mandaté par les actionnaires, le législateur, tout en conservant aux administrateurs leur liberté d'action indispensable, a prévu, dans l'article 32 de la loi de 1867, l'intervention des commissaires, qui peuvent « convoquer l'assemblée générale des actionnaires en « cas d'urgence ». Certains auteurs ³ ont estimé qu'il ne s'agissait là que d'une « faculté que la loi accorde, même

1. Cass., 20 juillet 1897. J. S. 1898.16. II 1898.1.335. — Trib. com. Seine, 16 juillet 1898. J. S. 1899.122. R. S. 1898.486.

2. Trib. com. Seine, 14 février 1906. J. S. 1907.24. *Gazette du Palais*, 24 et 25 juin 1906.

3. Rivièrè, n° 252.

« avec une certaine parcimonie ; ce n'est pas un devoir
« rigoureux qu'elle leur impose et dont l'inobservance
« puisse les soumettre à une responsabilité ». On pour-
rait d'ailleurs soutenir que ce droit est moins étendu que
celui que l'article 11 de la loi de 1867 donnait au conseil
de surveillance des sociétés en commandite, qui spéci-
fiait que « le conseil de surveillance peut convoquer
l'assemblée générale », tandis que l'article 33 s'exprime
en termes moins absolus : « ils peuvent toujours, en cas
d'urgence, convoquer l'assemblée générale. » Par contre,
M. Copper-Royer estime que « ce droit de convoquer l'as-
« semblée générale est un droit formel, qui touche à
« l'ordre public et qui ne peut être ni supprimé, ni res-
« treint, ni soumis à une condition par un texte des
« statuts ou une résolution de l'assemblée générale ¹ ». Cette opinion est confirmée par un arrêt de la Cour de Paris ², aux termes duquel les statuts ne peuvent valablement subordonner l'exercice du droit que l'article 33 donne aux commissaires aux comptes à la préparation et à la rédaction de l'ordre du jour par le conseil d'administration ; le tribunal de commerce de Bordeaux ³ a, de même, jugé que les commissaires ont le droit de convoquer, sous leur responsabilité, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sans que le conseil d'administration puisse s'opposer à la tenue de cette réunion. Bien entendu, si aucune mise en demeure n'a à être faite ⁴ aux administrateurs, les commissaires aux

1. Copper-Royer, t. IV, p. 289.

2. Cour de Paris, 13 novembre 1890. R. S. 1891.83.

3. Trib. com. de Bordeaux, 19 juillet 1937. R. S. 1938.69.

4. Cour de Montpellier, 29 janvier 1937. S. 1937.2.141 ; R. S. 1937.160.

comptes agiront sagement en tentant, avant toute chose, de les rallier à leur manière de voir. Formulons enfin une réserve : il est nécessaire que les commissaires soient d'accord entre eux sur l'opportunité de convoquer l'assemblée, un seul d'entre eux n'ayant pas qualité pour le faire; ce serait au tribunal qu'il appartiendrait, le cas échéant de les départager ¹.

En cas d'inaction de la part des administrateurs, les commissaires aux comptes auront, s'il y a réellement perte des trois-quarts du capital social, le devoir de convoquer l'assemblée générale des actionnaires ². Cette opinion n'est d'ailleurs pas celle de Wauwermans ³, qui estime que les commissaires n'ont pas qualité pour convoquer l'assemblée en cas de perte de la quotité légale du capital social. Mais on doit observer que les commissaires peuvent user de leurs prérogatives lorsqu'il y a urgence, et que cela se présente notamment lorsque l'inaction risque de compromettre les intérêts nés et actuels de la société. S'il ne convient pas en effet aux commissaires de s'immiscer dans le choix des mesures qu'il convient de prendre pour améliorer l'administration de la société et en assainir la gestion, il est de leur devoir de sauvegarder les intérêts d'ordre collectif lorsque ceux-ci sont en péril.

Il n'est pas douteux, dans ces conditions, que les commissaires puissent convoquer l'assemblée générale des actionnaires s'il y a perte des trois-quarts du capital.

1. Trib. com. Seine, 23 juin 1924. *Gazette des Sociétés*, 1924.321

2. Pont, t. II, n° 1918. — Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 906. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1154.

3. Wauwermans, n° 914.

Mais ce fait sera, ainsi que nous l'avons déjà vu, souvent très délicat à établir, en raison même des différentes estimations que l'on peut donner aux valeurs actives de l'inventaire. Les commissaires manqueraient cependant à leur devoir en ne signalant pas, notamment dans le rapport qu'ils présentent à l'assemblée générale ordinaire, les renseignements qu'ils ont pu recueillir et qui donnent à penser que la perte du capital des trois-quarts du capital est consommée. Cette obligation pèse davantage encore sur eux depuis le décret-loi du 8 août 1935, qui, ainsi que nous l'avons vu, donne mandat aux commissaires aux comptes de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes dans le rapport du conseil d'administration. Là se bornent les devoirs des commissaires aux comptes ; on ne saurait, de toutes façons, leur reconnaître le droit de demander la dissolution devant les tribunaux, puisqu'ils ne sont ni actionnaires, ni intéressés au sens de l'article 37.

§ 3. — PEUT-ON CONTRAINDRE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
A CONVOQUER LES ACTIONNAIRES ?

Que se passerait-il si, ni les administrateurs, ni les commissaires aux comptes ne convoquaient l'assemblée générale des actionnaires en cas de perte des trois-quarts du capital ? Il est certain que l'article 37 ouvre à tout intéressé le droit de demander la dissolution par voie judiciaire, mais les actionnaires peuvent penser qu'il est préférable que l'opportunité de cette mesure soit

appréciée, non par les tribunaux, mais par l'assemblée générale des actionnaires. Remarquons dès maintenant que de telles considérations ne joueront que très rarement dans la pratique, parce que les actionnaires n'ont, en fait, à leur disposition aucun moyen d'obtenir une convocation rapide de l'assemblée générale.

Les actionnaires ne peuvent convoquer eux-mêmes l'assemblée. — Il ne leur appartient pas, en effet, de procéder eux-mêmes à cette convocation. A la vérité, on doit reconnaître que le contraire a été affirmé par un arrêt rendu par la Cour d'Agen¹, aux termes duquel une assemblée générale est régulièrement convoquée par une lettre circulaire émanant d'un actionnaire, et qu'elle peut valablement délibérer sur la dissolution de la société que cet actionnaire propose de décider. Mais il s'agit là d'un exemple unique dans la jurisprudence qui, dans sa généralité, s'affirme très nettement en sens contraire, ainsi d'ailleurs que l'ensemble de la doctrine².

Dans l'état actuel de la législation française, il n'appartient pas, en effet, aux actionnaires, même s'ils représentent une fraction importante du capital social, de convoquer l'assemblée générale et d'imposer ainsi aux administrateurs et aux commissaires aux comptes le respect de leurs obligations sans être obligés d'avoir recours aux tribunaux. Les auteurs admettent d'ailleurs, en se plaçant au point de vue de l'intérêt de la société, que la

1. Cour d'Agen, 15 janvier 1879. J. S. 1880.477.

2. Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 849. — Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1155. — Lacour et Boutron, t. I, n° 556. — Vavasseur, t. II, n° 507.

solution opposée présenterait de grands avantages. Bien plus, le Sénat a voté, en 1884, un projet de loi qui n'a d'ailleurs pas eu de suite, et dont l'article 18 stipulait que « l'assemblée générale doit être convoquée chaque « fois que la demande en est faite par des actionnaires « représentant la moitié au moins du capital social ». De même, d'après un projet de loi, qui a été déposé à la Chambre le 3 avril 1903, puis repris le 18 juin 1906, « nonobstant toute disposition contraire des statuts, les « administrateurs doivent convoquer l'assemblée générale dans le délai d'un mois quand ils en sont requis « par des actionnaires représentant le quart au moins du « capital social » ¹. Ces tentatives n'ont, quant à présent, reçu encore aucune suite.

Des dispositions analogues figurent dans les législations étrangères ² : la législation belge (article 73 du titre IX du Code de commerce) stipule que le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social. De même, d'après la loi allemande ou portugaise les actionnaires représentant le vingtième du capital social ont la possibilité de demander aux administrateurs la convocation de l'assemblée générale ; en cas de refus de leur part, ils peuvent porter leur demande devant la juridiction commerciale. Enfin, la législation hongroise concède des droits analogues à un groupe d'actionnaires possédant le dixième du capital social ; ceux-ci sont de plus autorisés par la loi à procéder eux-mêmes à la convocation de l'assemblée générale.

1. *Journal Officiel*, Annexe de la Chambre, 1903, p. 436.

2. Lyon-Caen et Renault, n° 849. — Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1155.

rale des actionnaires au cas où les administrateurs refuseraient de faire droit à leur demande et de réunir l'assemblée.

En raison de l'insuffisance de la législation française sur ce point, il est bon de prévoir l'insertion dans les statuts d'une clause donnant aux actionnaires représentant une certaine fraction du capital social (le quart, par exemple) le droit d'exiger du conseil d'administration la convocation d'une assemblée générale. L'insertion d'une telle disposition dans les statuts est parfaitement licite. Elle oblige le conseil d'administration à faire droit à la demande émanant d'un groupe d'actionnaires répondant aux conditions prévues par le pacte social. Cette clause doit d'ailleurs s'interpréter restrictivement. Ainsi, il a été jugé qu'une clause autorisant les actionnaires à provoquer la réunion d'une assemblée générale extraordinaire ne saurait leur permettre de requérir la convocation d'une assemblée générale ordinaire¹. Précisons enfin que, « lorsque, d'après les statuts, « des assemblées générales extraordinaires peuvent être « convoquées par le conseil d'administration s'il en « reconnaît l'utilité, ou si la demande lui en est faite « par un groupe d'actionnaires représentant une fraction déterminée du capital social, on doit considérer « que les assemblées *peuvent* être convoquées par le « conseil lorsqu'il en reconnaît l'utilité, et *doivent* l'être « au cas où la demande lui en est faite par un groupe « d'actionnaires² ». Ajoutons que le droit de convocation conféré par les statuts est exceptionnel et le conseil, à

1. Trib. com. de Lyon, 14 mai 1910. J. S. 1911.320. R. S. 1911.241.

2. Houpin et Bosvieux, t. II, p. 328, note 1.

qui il appartient d'apprécier s'il y a lieu de déférer à la réquisition, doit être mise à même de savoir si les requérant représentent effectivement la portion du capital social exigée statutairement pour l'exercice de ce droit ; il est en particulier fondé à demander le dépôt des titres appartenant aux intéressés ¹.

Recours possible aux tribunaux. — En l'absence d'une disposition statutaire de cette nature, les actionnaires peuvent cependant saisir de réclamations les administrateurs et les commissaires aux comptes. A la suite de cette mise en demeure infructueuse et en cas d'inertie calculée du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, « les actionnaires sont fondés, même dans « le silence des statuts, à former une action judiciaire « contre le conseil d'administration » (et non contre les administrateurs personnellement) « en vue de les contraindre à convoquer une assemblée générale, si cette « action est basée sur des motifs légitimes ² ».

A vrai dire, si l'on s'en réfère à un arrêt de la Cour de Caen, rendu le 30 décembre 1896, des actionnaires représentant la moitié du capital social ne seraient pas fondés à demander judiciairement la convocation d'une assemblée générale des actionnaires afin de prendre telles mesures qui seraient nécessaires. Mais cette décision ne semble pas absolument correcte. Sans aller jusqu'à adopter entièrement la théorie de Matard ³ qui con-

1. Cour de Besançon, 16 février 1922. J. S. 1924.455. *Gazette des Tribunaux*, 23 août 1922.

2. Houpin et Bosvieux, t. II, p. 329, note 4.

3. Matard, *Les pouvoirs des administrations et des gérants dans les sociétés par actions*, p. 256.

sidère l'assemblée générale comme étant le siège de la volonté collective de la société, personne morale, il ne faut en effet pas oublier qu'elle constitue du moins l'organe délibérant suprême. Il paraît normal d'admettre que des actionnaires puissent demander aux tribunaux la convocation d'une assemblée générale appelée à statuer sur leurs propositions ¹ : le tribunal de Charleroi en a d'ailleurs ainsi décidé le 7 avril 1910 ². C. Houpin estime même que « le tribunal doit ordonner la convocation de l'assemblée générale, si elle lui est demandée par des actionnaires représentant la majorité dans l'assemblée ³ ». Cette opinion ne nous paraît pas devoir être retenue, car le tribunal doit, en tous cas, conserver son entière liberté d'appréciation à l'égard des motifs de la demande qui lui est présentée. Des preuves, ou tout au moins des présomptions sérieuses, devront lui être apportées ; elles devront tendre à prouver que les pertes atteignent la quotité voulue pour que l'assemblée générale des actionnaires ait à statuer sur l'opportunité de dissoudre la société. Une telle exigence est, d'ailleurs, parfaitement normale et légitime : « onus probandi incumbit actori ». La jurisprudence s'est prononcée fort souvent sur cette question, et toujours dans le même sens ⁴. On ne saurait valablement présenter une telle demande si les pertes n'atteignent pas la quotité légale, « quelque graves que soient les griefs relevés contre la

1. Houpin et Bosvieux, t. II, p. 329, note 4.

2. Trib. civil de Charleroi, 7 avril 1910. J. S. 1911.130.

3. C. Houpin, *Sociétés anonymes, administrateurs, révocation par l'assemblée générale, droit des actionnaires*. J. S. 1901.485.

4. Trib. com. Seine, 8 août 1884. R. S. 1885.41. — Trib. com. Lyon, 23 novembre 1903. R. S. 1904.465.

gestion de la société¹ ». Il a de même été jugé que la « baisse des actions d'une société, si importante qu'elle soit, ne saurait être une cause suffisante de dissolution² ».

Si le tribunal estime que la demande n'est pas motivée, il la rejettera ; les demandeurs pourront même se voir condamnés à des dommages et intérêts si leur demande présente un caractère vexatoire et si elle a pu causer préjudice aux défendeurs³. C'est ainsi que le tribunal de commerce de Lyon a jugé⁴ que le groupe d'actionnaires qui introduit une demande tendant à une convocation extraordinaire des actionnaires afin de les faire voter sur la dissolution, et demandant subsidiairement la nomination d'experts chargés de vérifier les bilans, doit rapporter des preuves ou des présomptions rendant tout au moins vraisemblable la perte du capital social. Faute de quoi, son action doit être rejetée, et il encourt une condamnation à des dommages et intérêts à raison de ce procès engagé à la légère et d'une façon vexatoire. De même, la Cour de Paris a fondé une condamnation à des dommages et intérêts importants sur le caractère abusif et systématique de la poursuite intentée par l'actionnaire demandeur et sur la publicité par lui organisée à l'occasion du procès, dans le but de nuire à la société, et qui avait effectivement causé un préjudice important⁵.

1. Cour de Paris, 6 février 1894. D. 1894.2.545. — Cour de Paris, 24 juillet 1895. J. S. 1896.23.

2. Trib. com. Seine, 30 avril 1883. R. S. 1883, 466.

3. Vavasseur, n^{os} 914 et 916.

4. Trib. com. de Lyon, 23 nov. 1903. R. S. 1904.465.

5. Cour de Paris, 19 février 1897. J. S. 1897.166.

A qui les tribunaux confient-ils le soin de convoquer l'assemblée ? — Lorsque les tribunaux sont appelés à intervenir ainsi à la demande d'actionnaires, c'est généralement le conseil d'administration qui est chargé par eux de procéder à la réunion de l'assemblée générale extraordinaire. En effet, « il n'appartient pas au tribunal de dessaisir le conseil d'administration d'un mandat régulièrement confié par les actionnaires, qu'il exerce sous sa responsabilité, et dont il aura à rendre compte à ses mandants ¹ » ; il ne saurait de plus être substitué aux administrateurs, « ou même adjoint comme contrôleur un mandataire de justice, alors qu'il n'est point acquis qu'ils se refusent à faire la convocation. Ce n'est qu'au cas où ce refus interviendrait qu'il appartiendrait aux demandeurs de se pourvoir par les voies de droit pour obtenir que cette convocation soit ordonnée ². » Ainsi, le juge n'a pas le droit, du moins en principe, de convoquer lui-même l'assemblée générale, ni d'en charger un administrateur isolé ³. Cependant cette règle admet des exceptions dans des circonstances particulières, et le soin de procéder à la convocation d'une assemblée peut être confié à un ou plusieurs actionnaires, ou à des mandataires de justice investis provisoirement de pouvoirs appartenant normalement aux administrateurs. Il est ainsi reconnu qu'un actionnaire pourrait se faire autoriser, en cas d'inertie systématique des administrateurs et des commissaires

1. Trib. com. Seine, 16 janvier 1899. J. S. 1899.366.

2. Trib. com. Seine, 4 janvier 1909. J. S. 1910.73.

3. Trib. com. Seine, 29 janvier 1899. *Journal du tribunal de commerce*, 1899.307. — Trib. com. Seine, 19 mai 1899. J. S. 1899.456.

aux comptes, à réunir lui-même l'assemblée : cela a été admis, en particulier, par le tribunal civil de la Seine ¹, dont le Président, statuant en référé en raison de l'urgence, avait accordé cette autorisation à la suite d'une mise en demeure infructueuse adressée au directeur général d'une société à qui les statuts donnaient, en l'espèce, les pouvoirs nécessaires pour convoquer l'assemblée générale des actionnaires. Les tribunaux de commerce ont été fréquemment appelés à statuer dans des cas analogues, et à procéder à la désignation d'administrateurs provisoires chargés de réunir une assemblée générale d'actionnaires ². Ainsi, le tribunal de commerce de la Seine a jugé que, « par suite de la démission des « membres du conseil d'administration, il convient de « confier provisoirement les pouvoirs de ceux-ci à des « mandataires de justice en donnant mission à ces derniers de convoquer et tenir l'assemblée générale des « actionnaires, qui prononcera sur la dissolution de la « société et sa mise en liquidation ³ ». Voici un autre exemple : à la suite de démissions et de révocations d'administrateurs en exercice, une société s'était trouvée totalement dépourvue de représentants ou de mandataires ayant qualité pour assurer la conduite des affaires sociales; le tribunal de commerce de la Seine a considéré qu'un tribunal avait valablement désigné, sur requête présentée au nom des actionnaires présents à

1. Trib. civil de la Seine, 24 février 1881, J. S. 1881.204.

2. Trib. com. Seine, 26 décembre 1892. J. S. 1893.149. Confirmé par la Cour de Paris, 21 février 1893. J. S. 1894.42. R. S. 1893.378. — Trib. com. de Lille, 3 décembre 1923. J. S. 126.217. — Cour de Lyon, 1^{er} décembre 1892. J. S. 1893.516.

3. Trib. com. Seine, 23 mars 1889. R. S. 1889.218.

une assemblée générale ordinaire, un administrateur judiciaire ayant pour mission de convoquer une assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur la dissolution de la société ¹.

L'exécution provisoire d'un jugement nommant un mandataire de justice peut d'ailleurs être ordonné nonobstant appel ² ; sinon la mesure pourrait n'avoir plus, ni signification, ni intérêt.

Règles de compétence. — C'est le tribunal de commerce qui est, en principe, seul compétent pour ordonner la convocation d'une assemblée générale. Etant donné qu'il s'agit d'une décision qu'il est généralement urgent de prendre en pareil cas, la question a été très controversée, avant que la procédure du référé ne soit instituée en matière commerciale, de savoir si le président du tribunal civil, statuant en référé, pouvait être compétent en pareil cas. On relève de nombreuses décisions jurisprudentielles contradictoires. Un arrêt de la Cour de Paris, en date du 9 mars 1883 ³, liait la compétence du juge de référé à celle du tribunal. De même, un arrêt de la Cour de Cassation du 2 juillet 1895 ⁴, cassant un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu en référé le 3 août 1882 ⁵, déclarait que le juge du référé était incompétent en matière commerciale. Par contre, un jugement du tribunal civil du Havre, le 12 juin 1915 ⁶,

1. Tr. com. Seine, 9 mars 1892. J. S. 1892.246.

2. Cour de Lyon, 1^{er} décembre 1892. J. S. 1893.516.

3. Cour de Paris, 9 mars 1883. R. S. 1883.381 ; J. S. 1890.544.

4. Cass., 25 juillet 1895. R. S. 1895.608.

5. Trib. civil Seine, 3 août 1882. J. S. 1890.545.

6. Tribunal du Havre. 12 juin 1915. J. S. 1915.284 ; S. 1917.2.

25. *Gazette des Tribunaux*, 10 juillet 1915.

reconnaissait la compétence du président du tribunal civil en la matière, puisqu'il s'agissait d'une décision n'ayant pas le caractère contentieux. Le point final a été mis à ces controverses par la promulgation de la loi du 11 mars 1924, qui a complété l'article 417 du Code de procédure civile, en décidant que le président du tribunal de commerce, ou le juge qui le remplace, statuant en référé, peut être saisi, dans tous les cas d'urgence, aux lieu et place du tribunal. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris¹, confirmé par la Chambre des requêtes le 25 novembre 1929, a d'ailleurs constaté que c'est à bon droit que le président du tribunal a nommé un administrateur provisoire « avec mission « de présider l'assemblée générale..., de convoquer et « présider toute autre assemblée subséquente jusqu'à « ce qu'il ait été procédé à la nomination d'un nouveau conseil d'administration ». On peut également citer un arrêt de la Chambre des requêtes, en date du 12 janvier 1927², qui confirme cette jurisprudence : il n'est pas douteux que le président du tribunal de commerce, statuant en référé, est compétent dans les affaires de ce genre.

De toutes façons, il ne faut cependant pas exagérer les pouvoirs des tribunaux en la matière. La justice ne doit intervenir qu'en cas d'inertie manifeste et frauduleuse des administrateurs qui se refuseraient à convoquer une assemblée générale des actionnaires au mépris de la loi ou des dispositions statutaires³. « Les

1. Cour de Paris, 28 janvier 1928. J. S. 1929.159.

2. Cass. req., 12 janvier 1927. J. S. 1928.84.

3. Trib. com. Seine, 16 janvier 1899. J. S. 1899.366. — Trib. com. Seine, 19 mai 1899. J. S. 1899.456. La loi 27 mai 1899.

« actionnaires ne sont fondés à faire ordonner par le
« tribunal, en cas de refus du conseil, la convocation
« extraordinaire d'une assemblée spéciale au cours de
« l'année sociale qu'autant que leur demande est jus-
« tifiée par des motifs graves que les juges ont à appré-
« cier ¹. »

En fait, en dehors d'une clause des statuts permettant aux actionnaires de procéder directement à la convocation d'une assemblée générale, ils devront attendre le bon vouloir des administrateurs ou des commissaires aux comptes, à moins qu'ils n'intentent une action en justice afin d'obtenir cette convocation. Il est d'ailleurs à présumer qu'ils auraient, dans cette dernière hypothèse, tout intérêt à porter directement leur demande en dissolution devant les tribunaux.

1. Houpin, *loc. cit.* J. S. 1901.486.

CHAPITRE II

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

§ I. — NATURE DE L'ASSEMBLÉE

Pour savoir s'il s'agit d'une assemblée extraordinaire des actionnaires, ou bien d'une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement, il suffit de rechercher quelle est la nature des décisions qui devront être prises. C'est en effet là le critérium le plus simple à appliquer¹.

On constate en fait que l'assemblée générale dont le conseil d'administration doit provoquer la réunion, conformément aux dispositions de l'article 37, sera appelé à statuer sur la dissolution anticipée de la société, c'est-à-dire sur une modification indiscutable du pacte social, puisqu'il s'agit de savoir si la société poursuivra ou non son existence jusqu'au terme fixé par le contrat de la société. On peut en conclure que cette assemblée rentre dans la catégorie des assemblées générales extraordinaires qui obéissent aux règles fixées par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, règles qui s'ap-

1. Trib. com. Seine, 9 mars 1892. J. S. 1892.246 et note Houpin.

pliquent à toutes les sociétés régies par la loi du 24 juillet 1867¹.

Avant de les préciser, signalons cependant un jugement du tribunal de commerce de Saint-Brieuc, en date du 19 janvier 1923², qui a prétendu que l'assemblée convoquée en application de l'article 37 échappait aux règles que l'article 31 pose en matière de majorité exigible ; il a en effet annulé la délibération prise par une assemblée générale extraordinaire d'actionnaires, avec les attendus suivants : « Attendu que la loi du « 22 novembre 1913 modifiant celle du 24 juillet 1867, « a distingué deux sortes d'assemblées d'actionnaires « des sociétés anonymes et fixé pour chacune d'elles « les conditions dans lesquelles leurs délibérations « peuvent être valables ; que, dans le cas d'une assem- « blée générale non convoquée pour le cas de la perte « des trois quarts de l'actif (*sic*), mais pouvant néan- « moins provoquer la dissolution de la société, la ma- « jorité nécessaire est des deux tiers des voix... Attendu « qu'en fait, l'assemblée générale... n'a pas réuni cette « majorité dans ses délibérations ; qu'il est incontesté « que cette assemblée n'était pas réunie pour manque- « ment constaté des trois quarts du capital social ; « qu'il convient donc de rechercher les conséquences de « l'inobservation de la loi de 1913. »

La distinction que ce tribunal a prétendu établir est inexplicable et ne repose absolument sur aucun fondement, il ne s'agit d'ailleurs que d'une décision isolée

1. A. Dalsace, *A propos de la rétroactivité et du caractère obligatoire de la loi du 1^{er} mai 1930*. R. S. 1930.437.

2. Trib. com. de Saint-Brieuc, 19 janvier 1923. J. S. 1924.351. R. S. 1924.399. *Gazette du Palais*, 1923.1.716.

dont il n'y a pas lieu de tenir compte, et qui, en définitive, laisse intacte la règle d'après laquelle l'assemblée générale de l'article 37 est une assemblée extraordinaire à laquelle s'applique l'article 31.

Remarquons que, si les statuts prévoient expressément la possibilité de dissoudre la société en cas de perte des trois quarts du capital social, l'assemblée appelée à délibérer, bien qu'appliquant purement et simplement cette disposition du pacte social sera cependant une assemblée générale extraordinaire puisqu'elle aura à statuer sur une modification de la durée de la société. D'ailleurs le tribunal commercial de la Seine a jugé, le 20 février 1884¹, que, bien que les statuts d'une société stipulent que la dissolution sera obligatoire en cas de perte d'une quotité déterminée du capital social, la délibération qui prononce cette dissolution doit être annulée, si elle a été prise par une assemblée générale ordinaire. A dire vrai, cette décision a été infirmée par la Cour de Paris², mais l'arrêt, étant motivé par le fait qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une société constituée antérieurement à la loi de 1867 et non régie par elle, n'est pas contraire à cette manière de voir.

Remarquons cependant que, si les statuts indiquent que la dissolution aura lieu de plein droit en cas de perte d'une certaine fraction du capital social, on pourrait légitimement soutenir que la constatation de cette perte pourrait être faite par une assemblée générale ordinaire.

1. Trib. com. Seine, 20 février 1884. R. S. 1884.314.

2. Cour de Paris, 3 avril 1884. R. S. 1884.366.

§ 2. — QUI DOIT PRENDRE PART A L'ASSEMBLÉE ?

L'article 37 a prescrit de convoquer l'assemblée générale de « tous » les actionnaires. Dans la rédaction actuelle de l'article 31 qui s'applique à toutes les sociétés anonymes déjà constituées aussi bien qu'à celles qui se constitueront dans l'avenir sous l'empire de la loi de 1867, « nonobstant toute clause contraire de l'acte « de société, tout actionnaire, quel que soit le nombre « de ses actions, peut prendre part aux assemblées « générales qui ont à délibérer sur les modifications aux « statuts ». Il n'en était pas de même auparavant, et les statuts pouvaient interdire l'accès de l'assemblée générale aux actionnaires non porteurs d'un nombre déterminé d'actions. Or, l'assemblée générale réunie en application de l'article 37 est appelée à prendre une décision d'une extrême importance puisque l'existence même de la société est en jeu. Tous les actionnaires ont donc un intérêt capital à pouvoir prendre part à la discussion et à voter sur la mesure qui doit être mise aux voix. Il est donc naturel qu'ils soient tous convoqués. C'est pour cette raison que le législateur a spécifié qu'il fallait réunir « l'assemblée générale de tous les actionnaires ». Cette précision, qui est devenue superflue aujourd'hui en raison de la nouvelle rédaction de l'article 31, a donné lieu à de graves discussions doctrinales et jurisprudentielles qui n'ont plus maintenant qu'un intérêt historique¹.

1. Cour d'Aix, 28 janvier 1886. R. S. 1886.453. — Houpin et Bosvieux, t. II, p. 444. — Cellerier, n° 577. — Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 906. — A. Wahl, *Des assemblées générales appe-*

De toutes façons, il ne saurait être question d'exiger la présence effective de tous les actionnaires. Cela serait du reste pratiquement impossible lorsque l'on considère que les sociétés anonymes peuvent grouper un nombre élevé d'actionnaires, domiciliés parfois fort loin du siège social, et qui peuvent même être dispersés dans le monde entier ; de plus, il serait évidemment facile de convoquer personnellement les propriétaires d'actions nominatives, mais les détenteurs d'actions au porteur ne pourraient être avertis que par la voie des journaux, et il est certain qu'un grand nombre d'entre eux ne pourront avoir connaissance de la réunion de l'assemblée.

En raison même de l'importance de la mesure à prendre, on s'efforcera d'obtenir la présence effective du plus grand nombre possible d'actionnaires ; l'accès à l'assemblée peut cependant être subordonné valablement par les statuts à la libération de la partie exigible des actions souscrites en numéraire et au dépôt préalable des actions au porteur dans un délai déterminé.

Il est évident que les porteurs d'actions de jouissance délivrés après amortissement du capital auront droit d'accès à l'assemblée, puisque ces actions, bien qu'amorties, représentent une fraction du capital social.

Si un actionnaire a donné des actions en gage, il en conserve cependant la propriété, et c'est à lui qu'il appartient d'exercer le droit de vote qui leur est attaché¹, le créancier gagiste étant tenu d'accepter les con-

lées à délibérer sur la dissolution d'une société anonyme au cas de perte des trois quarts du capital. J. S. 1906.337.

1. Cour de Lyon, 21. novembre 1894. J. S. 1894.111.

2. Cour de Paris, 1^{er} janvier 1935. R. S. 1935.230.

séquences inhérentes à la nature du gage spécial qui lui a été remis, en particulier d'en faire le dépôt provisoire dans une banque ou dans tout autre établissement¹.

En ce qui concerne les actions qui font l'objet d'un usufruit, « en droit, il est aujourd'hui reconnu que la « représentation aux assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, est un acte d'administration², car elle « consiste à tirer du titre les avantages qu'il est susceptible de donner sans l'aliéner. Or l'usufruitier a le « droit et même l'obligation d'administrer la chose soumise à son usufruit (Code civil, art. 578, 590, 595) ; « c'est donc lui qui représente les titres à l'assemblée³ ».

Cas des porteurs de parts bénéficiaires. — On s'est autrefois très longuement préoccupé de savoir si les porteurs de parts devaient être ou non autorisés à assister aux assemblées générales des actionnaires. Une partie notable de la doctrine tendait à admettre que l'on devait résoudre cette question affirmativement dans le cas où une clause des statuts conférait aux porteurs de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires une voix consultative, et qu'il y avait alors lieu de les convoquer : on considérait en effet que leurs droits étaient incontestablement diminués en cas de dissolution de la société et qu'il était légitime de les consulter. Cependant la jurisprudence leur refusait ce droit : « L'actionnaire décide, et décide seul, de la continuation des

1. Cour de Bruxelles, 19 juin 1896. J. S. 1896.212.

2. Cass., 23 mars 1914. J. S. 1915.78.

3. A. Wahl, *Des droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire sur les titres, leurs produits et leurs accessoires*. J. S. 1925.149.

« opérations sociales, ou de la dissolution anticipée de
« la société dans les cas prévus par la loi et les statuts...
« La situation du détenteur de parts bénéficiaires est
« tout autre ¹ », et il est à présumer que les porteurs
de parts n'ayant rien à perdre à ce que la société pour-
suive son exploitation, seraient systématiquement
opposés à la dissolution. On admettait donc d'une
manière générale que les porteurs de parts n'avaient
pas le droit de s'immiscer dans la gestion de la société
et qu'ils n'étaient pas fondés à critiquer les délibérations
régulièrement prises par l'assemblée générale des action-
naires ; mais il était reconnu qu'ils pourraient deman-
der des dommages-intérêts, en invoquant les dispositions
de l'article 1382 du Code civil, en réparation du préju-
dice causé par une dissolution décidée sans motifs
légitimes ². La jurisprudence admettait d'ailleurs qu'une
telle action n'était nullement fondée lorsque la société
se trouvait, en fait, dans l'impossibilité absolue de fonc-
tionner et que rien ne permettait de penser qu'en pro-
longeant son existence on puisse espérer réaliser des
bénéfices ³.

La conduite qui doit être tenue à l'égard des porteurs
de parts bénéficiaires est aujourd'hui réglée par les dis-
positions de la loi du 23 janvier 1929 ⁴. En voici les dis-

1. Cour de Paris, 14 janvier 1895. J. S. 1895.77.

2. Cass., 4 juillet 1893. S. 1893.1.373 ; J. S. 1893.498. — Cass.
Req., 13 juin 1898. J. S. 1899.151. — Cass. civ., 29 février 1888.
R. S. 1888.207 ; J. S. 1889.1 ; D. 1888.1.424.

3. Cass., 8 décembre 1902. S. 1904.1.449 et note Wahl. — Cass.,
24. mars 1903. D. 1904.1.482 ; S. 1906.1.129.

4. A. Wahl, *Les droits des porteurs de parts bénéficiaires en
cas de dissolution de la société, d'après la loi du 23 janvier
1929*. J. S. 1930.129.

positions essentielles : d'après l'article 10 de cette loi, « les porteurs de parts de fondateurs ou de parts « bénéficiaires ne peuvent contester la dissolution « anticipée de la société lorsque celle-ci a lieu à la « suite de pertes absorbant le quart au moins du capital « social, après imputation préalable des réserves ». La loi estime que, dans ce cas, le motif est légitime et refuse aux porteurs de parts toute action en dommages-intérêts. Ce sera, bien entendu, le cas *a fortiori* si la dissolution est prononcée, en application de l'article 37 de la loi de 1867, pour perte des trois quarts du capital social.

« Si les porteurs de parts ont des représentants, l'article 11 (de la loi de 1929) permet à ces derniers « d'assister aux assemblées générales et de se faire délivrer copie des procès-verbaux ; à la vérité, la loi a « oublié d'exiger qu'on les convoque directement aux « assemblées d'actionnaires (car s'ils ont droit aux « mêmes *communications* que les actionnaires, il ne « s'agit là que de communications de documents) ; mais « du moins sauront-ils par les ordres du jour qu'il s'agit « de réunions qui pourront prendre des délibérations « opposables » aux porteurs de parts ; « ils peuvent « assister aux assemblées, mais ils ne songeront à y « assister que si l'ordre du jour éveille leur attention ¹ ». Il sera, en principe, inutile de consulter les porteurs de parts si la dissolution est motivée par la perte des trois quarts du capital social, mais on doit leur laisser la possibilité de prouver, le cas échéant, que les pertes ne

1. A. Wahl, *Les droits des porteurs de parts bénéficiaires en cas de dissolution de la société d'après la loi du 23 janvier 1929*. J. S. 1930.129.

dépassent pas une fraction égale au quart du capital social : la dissolution prononcée par l'assemblée générale devrait alors être annulée puisque la proposition de dissolution anticipée aurait dû être soumise à l'assemblée des porteurs de parts avant toute décision des actionnaires.

§ 3. — CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE ¹

La convocation se fera, en pratique, conformément aux règles posées par les statuts, puisque la loi du 1^{er} mai 1930 sur les assemblées générales extraordinaires, de même que celle de 1913, n'en règle ni la forme, ni les délais. Il en était d'ailleurs déjà de même auparavant, puisque la Cour de Douai constatait dès 1894 « qu'aucun texte n'impose aux administrateurs l'obligation d'adresser aux propriétaires d'actions au porteur de convocations individuelles... Une convocation collective par la voie des journaux est la mesure la plus efficace à laquelle ils puissent recourir pour avertir les actionnaires ² ». Il est d'ailleurs d'usage de procéder à l'envoi de lettres personnelles aux propriétaires d'actions nominatives, et aux propriétaires connus d'actions au porteur. Lorsque toutes les actions sont nominatives, on peut substituer à l'insertion dans un journal l'envoi de lettres qui devront être recommandées si les statuts le précisent, et même, dans leur silence, si l'on veut éviter toute difficulté de preuve.

1. H. Bosvieux, *La nouvelle réglementation des assemblées générales extraordinaires et des assemblées spéciales d'actionnaires dans les sociétés anonymes*. J. S. 1930.348.

2. Cour de Douai, 22 novembre 1895. J. S. 1896.309 ; D. 1898.1.108 ; S. 1899.1.481 ; R. S. 1896.160

Le législateur a réglementé le mode de convocation ainsi que les délais à observer pour la convocation des assemblées successives qui sont appelées à délibérer sur le même ordre du jour que la première assemblée, dans le cas où celle-ci n'a pu se tenir faute de quorum.

La loi du 22 novembre 1913 sur le régime des sociétés par actions n'avait envisagé que la tenue d'assemblées du deuxième et du troisième degrés, et elle exigeait que la convocation en soit faite dans les formes prévues par les statuts, ainsi qu'au moyen de deux insertions faites à quinze jours d'intervalle dans le *Bulletin annexe du Journal Officiel* (dont le titre a été remplacé par *Bulletin des annonces légales obligatoires*), ainsi que dans un journal des annonces légales paraissant au lieu du siège social. En pratique, en raison des délais qui s'écoulaient entre la publication de deux bulletins consécutifs, la deuxième insertion ne pouvait être faite dans le bulletin avant qu'il se soit écoulé un minimum de trois semaines après la première insertion. Une telle situation était éminemment fâcheuse, car elle rendait très difficile le vote de décisions présentant un caractère d'urgence.

La nouvelle rédaction de l'article 31 qui a été introduite par la loi du 1^{er} mai 1930 a amendé heureusement ces dispositions. Elle a en effet réduit à une semaine l'intervalle devant séparer les deux insertions préliminaires, qui doivent porter l'ordre du jour et mentionner la date, ainsi que le résultat (négatif) de l'assemblée précédente. Les assemblées successives peuvent être tenues à des dates beaucoup plus rapprochées.

De plus, si l'assemblée du troisième degré ne peut statuer valablement, la loi de 1930 permet qu'elle soit

prorogée à une date ultérieure de deux mois au plus à partir du jour de la réunion initialement prévue. Il est d'ailleurs nécessaire dans ce cas de procéder de nouveau aux insertions réglementaires et d'observer les délais qui ont été indiqués ci-dessus.

On s'est demandé si le conseil d'administration était obligatoirement tenu de convoquer successivement toutes les assemblées dont la réunion est prévue par l'article 31. La question a été longuement controversée. M. A. Wahl estimait que « si les administrateurs *doivent*, « aux termes de l'article 37, convoquer l'assemblée « générale, dans le cas de la perte des trois quarts du « capital, rien ne les oblige, si cette assemblée n'a pu « faute de quorum se constituer, à en convoquer une « seconde. L'article 37 ne les oblige qu'à consulter les « actionnaires ; ils ne sont pas tenus de les consulter « jusqu'au moment où l'assemblée est en état de donner « son opinion ; s'il en était autrement..., cela ne s'accorderait pas avec les nécessités de la situation qui « exige une solution prompte... Il semble bien aussi « qu'en présence des termes de l'article 37 les intéressés « peuvent s'adresser aux tribunaux dès que la première « assemblée s'est réunie et que l'insuffisance des actions « représentées a été constatée, la loi exigeant simplement que l'assemblée n'ait pu se constituer ¹ ».

La doctrine n'est pas unanime sur ce point. Si en effet, Houpin et Bosvieux ² partagent cette manière de voir, M. Copper-Royer estime par contre qu'« il y a

1. A. Wahl, *Des assemblées appelées à délibérer sur la dissolution d'une société anonyme en cas de perte des trois quarts du capital*. J. S. 1906.350.

2. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1036.

« là une obligation pour le conseil et non une faculté
« car l'article 37, en imposant au conseil la convocation
« d'une assemblée, impose implicitement tous les actes
« nécessaires pour qu'une assemblée régulière puisse
« définitivement être tenue ¹ ». Au reste, il s'agit essentiellement de savoir à quel moment les intéressés auront la possibilité de demander la dissolution devant les tribunaux. L'article 37 précise que cette demande ne peut être formulée que dans le cas où l'assemblée des actionnaires n'aurait pu se constituer régulièrement. Pour pouvoir l'affirmer, on est en droit de penser qu'il sera nécessaire d'attendre que les règles de l'article 31 aient été intégralement appliquées, ou que l'on ait l'assurance que le conseil d'administration s'y refuse.

Il est certain de plus que si les assemblées prévues par l'article 31 ont été convoquées sans que le quorum ait été obtenu, on ne pourra pas convoquer de nouvelle assemblée, et les intéressés pourront demander la dissolution aux tribunaux.

Conformément à la loi du 13 avril 1935, « préalable-
« ment à l'assemblée générale extraordinaire... le texte
« imprimé des résolutions proposées sera tenu à la dis-
« position des actionnaires quinze jours au moins avant
« la date de la réunion au siège social de la société ». Il y a lieu de noter que, contrairement à ce qui a été affirmé à la tribune du Sénat, cette impression pourra être faite à la machine à écrire. Cela résulte de la jurisprudence rendue en la matière, et des motifs de principe donnés par la doctrine ².

1. Cooper-Royer, t. IV, p. 326.

2. A. Dalsace, De l'obligation d'imprimer le rapport des commissaires aux apports. *Revue du droit bancaire*, n° 6, 1927.

§ 4. — QUORUM. — CALCUL DES VOIX. — MAJORITÉ

Si la première assemblée n'a pu réunir un nombre d'actionnaires représentant les deux tiers au moins du capital social, la seconde assemblée délibérera valablement si elle se compose d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Quant à la troisième et à la quatrième assemblées, leurs délibérations seront valables si le tiers au moins du capital social s'y trouve représenté.

La majorité requise pour le vote des résolutions est fixée aux deux tiers des voix des actionnaires présents et représentés.

En ce qui concerne le calcul des voix ¹, les règles à appliquer ont été fixées par la loi du 13 novembre 1933, et par le décret-loi du 30 octobre 1935, qui n'a d'ailleurs modifié en aucune manière le régime antérieur. Sauf exercice du droit de vote double, s'il a été conféré aux actions nominatives libérées, « chaque actionnaire dis-
« pose de plein droit d'un nombre de voix rigoureuse-
« ment proportionnel au montant nominal des actions
« qu'il possède personnellement et représente comme
« mandataire, à moins que ce nombre de voix n'ait été
« limité d'une manière uniforme par une clause des
« statuts ² ». On sait en effet que la loi du 1^{er} mai 1930 a ouvert la possibilité de limiter statutairement le nombre des voix dont dispose chaque actionnaire, que ce soit en son nom personnel, à titre de mandataire

1. H. Bosvieux, *De l'accès aux assemblées générales et du droit de vote attaché aux actions*, J. S. 1936.36.

2. H. Bosvieux, *loc. cit.* J. S. 1936.45.

ou à ce double titre ; il est de plus nécessaire que cette limitation soit uniforme pour toutes les actions, même s'il en existe plusieurs catégories différentes. La loi de 1933 avait confirmé ces dispositions : « Ces règles ont « un caractère absolu et ne comportent aucune déroga- « tion statutaire. Leur méconnaissance serait évidem- « ment une cause de nullité de l'assemblée mais il « semble toutefois que cette nullité ne pourrait être « invoquée que si, en calculant les voix sur les bases « qui viennent d'être indiquées, la majorité ne se trouve « pas acquise en faveur des résolutions dont l'adoption « a été proclamée ¹. »

1. H. Bosvieux, *De l'accès aux assemblées générales des actionnaires et du droit de vote attaché aux actions*. J. S. 1936-45.

CHAPITRE III

DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE

§ 1. — POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE

L'article 37 n'a pas imposé aux actionnaires de voter la dissolution de la société lorsque les pertes atteignent les trois quarts du capital social. On a vu que la question a été discutée au moment de l'élaboration de la loi, mais que l'on avait, en définitive, estimé que certaines affaires pouvant fonctionner avec un capital très réduit, il aurait été d'une rigueur excessive d'obliger les sociétés à se liquider sans s'inquiéter de savoir si elles pouvaient se relever des pertes subies ; on a vu de plus, que cette règle très libérale admettait, en droit français, certaines exceptions.

Les actionnaires disposent des pouvoirs les plus étendus, et sont seuls juges de leurs intérêts ; s'ils peuvent décider de dissoudre la société, ils peuvent aussi bien exprimer leur volonté de poursuivre les opérations sociales s'ils conservent, malgré l'importance des pertes, quelque espoir de voir la société se relever. Il est bien certain que la perte des trois quarts du capital prouve que la société traverse une période extrêmement critique, mais il peut être prématuré d'en conclure que la ruine définitive est imminente. Il est constant que certaines exploitations exigent des dépenses initiales

considérables dont on ne peut recueillir les fruits que beaucoup plus tard.

Quoi qu'il en soit, si la loi laisse toute liberté aux actionnaires, il est cependant nécessaire qu'ils examinent la situation en pleine connaissance de cause et que la discussion ait toute l'ampleur voulue. Pour qu'ils puissent juger sciemment, ils devront être très bien documentés, et c'est au conseil d'administration qu'il appartient de rédiger un rapport exposant quelle est la situation, quelles sont les raisons profondes qui l'ont motivée et quelles sont les chances d'avenir que conserve l'entreprise sociale. On peut cependant craindre que les indications données par le conseil ne présentent pas toute l'objectivité désirable. Il se peut, en effet, que les administrateurs aient personnellement intérêt à retarder la dissolution de la société et soient ainsi portés à déformer les faits ; même s'ils sont de bonne foi, ils risquent de se laisser tromper par les apparences et de faire miroiter aux yeux des actionnaires des espérances qui ne se réaliseront jamais. C'est pour ces raisons que, lorsqu'on a déposé, le 8 juillet 1930, un projet de loi visant à réglementer le choix des commissaires aux comptes et leurs attributions dans les sociétés par actions, on avait prévu un article spécial prescrivant de compléter le premier paragraphe de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 par un alinéa ainsi rédigé : « Un « rapport sur cette question doit être présenté à l'assemblée par les commissaires. Ce rapport doit être mis « à la disposition des actionnaires au siège social, cinq « jours au moins avant la réunion de l'assemblée. » Cette disposition du projet ne figure malheureusement pas dans le statut des commissaires aux comptes.

Dans ces conditions, la présence des commissaires aux comptes n'est pas obligatoire à l'assemblée générale, mais « le conseil d'administration fera sagement de les
« tenir au courant, de solliciter leur avis, et de les invi-
« ter à assister à la réunion des actionnaires. De leur
« côté, les commissaires aux comptes ne feront que
« remplir leur mission, largement entendue, en déférant
« à cette invitation ¹ ».

Les actionnaires ont à se prononcer sur la résolution suivante : L'assemblée générale extraordinaire, conformément aux dispositions de l'article... des statuts, et de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, décide qu'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si cette résolution réunit la majorité des deux tiers exigée par l'article 31, l'assemblée devra alors désigner un ou plusieurs liquidateurs, en leur conférant les pouvoirs les plus étendus, d'après les lois et usages du commerce, pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Dans le cas contraire, nous pensons, avec M. A. Dal-sace, que l'assemblée doit être consultée à nouveau sur la question de savoir s'il y a lieu de poursuivre les opérations sociales. On peut objecter que cela est inutile et que, si les actionnaires ont refusé de décider la dissolution, la société continuera d'exister, mais il est bon que l'assemblée ait à prendre une délibération positive sur cette question, pour des raisons qui seront exposées lorsque nous examinerons s'il est possible d'avoir recours aux tribunaux lorsque l'assemblée générale extraordinaire a été consultée.

1. Copper-Royer, t. IV, p. 326.

Si, d'après la loi, les actionnaires sont souverains juges de l'opportunité de dissoudre la société, quelle que soit l'importance des pertes constatées, il se peut que les statuts soient plus impératifs et qu'un article prévoie qu'en cas de perte des trois quarts du capital la dissolution devra être prononcée, et même qu'elle le sera de plein droit. On peut se demander si, en pareil cas, les actionnaires pourraient contrevenir à une telle disposition statutaire et voter la continuation des affaires sociales. Une assemblée générale extraordinaire étant compétente pour modifier les statuts, il semble que la réponse doive être affirmative. Une première résolution sera mise aux voix, tendant à abroger l'article des statuts imposant la dissolution, et une seconde résolution sera votée en application des dispositions de l'article 37 de la loi de 1867. D'ailleurs dans l'hypothèse où les statuts prévoient la dissolution de plein droit, il paraît prudent, sinon nécessaire, de réunir les actionnaires pour constater la réalité de la perte, donner date certaine à la dissolution, et nommer le ou les liquidateurs.

§ 2. — CARACTÈRE SOUVERAIN DE LA DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE

La décision prise par l'assemblée est souveraine. Si, en effet, le principe d'une liquidation anticipée ne réunit pas une majorité des deux tiers des voix et est repoussé, la décision est acquise et aucun actionnaire ne peut la critiquer à moins d'invoquer l'irrégularité de l'assemblée ou de justifier de griefs nouveaux. En particulier, les tribunaux doivent être tenus pour incompetents : ils ne sauraient substituer leur volonté à celle

que l'être moral a manifestée par le moyen de son assemblée générale.

Remarquons que cette opinion a fait autrefois l'objet de longues discussions. P. Pont et l'avocat général Desjardins estimaient que l'article 37 complétait, sans les exclure, les dispositions du Code civil. « De ce que la
« loi, pour donner aux associés un moyen plus facile
« d'arriver à la dissolution, a créé une procédure spéciale, il ne s'ensuit pas qu'elle ait entendu leur enlever le bénéfice de la règle commune, et particulièrement le droit que leur confère l'article 1871 du Code civil. Seulement, il convient de remarquer que le
« tribunal, dans l'hypothèse, n'aura pas à statuer comme
« deuxième degré de juridiction : directement saisi de
« la demande en dissolution, il aura, non à revivre la
« décision de l'assemblée, mais à apprécier le fait et à
« juger en conséquence, sans se préoccuper de cette
« délibération ¹. »

De même, M. Desjardins disait que l'on ne peut
« interdire aux plaideurs l'accès des tribunaux à défaut
« d'un texte, alors surtout que leur droit est placé spécialement sous la protection de la justice par un texte
« Code civil ² ». On citait également à l'appui de cette opinion un arrêt de la Chambre des requêtes qui paraissait reconnaître implicitement aux tribunaux le droit de statuer, en dépit de la décision prise par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires ³.

On doit reconnaître que la possibilité d'un recours ne

1. P. Pont, t. II, n° 1919.

2. Desjardins sous Cass., 29 janvier 1894. D. 1894.1.313.

3. Cass., 8 mars 1882. D. 1883.1.81 ; S. 1882.1.296.

serait pas sans intérêt. L'assemblée générale a pu commettre une erreur et il serait bon que la justice puisse exercer un contrôle et défendre les actionnaires contre les manœuvres souvent trop habiles des administrateurs¹. Mais, si l'on permettait, en pareil cas, aux actionnaires de recourir aux tribunaux, ce serait limiter singulièrement le droit que la société a de s'administrer elle-même, droit que l'article 37 lui reconnaît très particulièrement. L'intervention possible de la justice n'est que subsidiaire, puisqu'elle ne peut se produire qu' « à défaut par les administrateurs de convoquer l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'aurait pu se constituer régulièrement ». Cela suppose implicitement que, si l'assemblée a pu valablement délibérer, sa décision s'imposera indiscutablement.

La question a été, de plus, définitivement tranchée par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 29 janvier 1894², qui a jugé que, si l'assemblée générale extraordinaire régulièrement convoquée a refusé de prononcer la dissolution, un actionnaire ne saurait demander en justice la réformation de cette décision alors qu'il n'invoque, ni fait de fraude, ni une violation des statuts et qu'il ne fait valoir aucun droit propre.

La Cour de Paris a rendu un arrêt dans le même sens le 24 juillet 1895. Elle l'a ainsi motivé : « Considérant que l'assemblée générale régulièrement convoquée a été appelée à statuer sur la dissolution, ce qu'elle a fait en refusant, dans la plénitude de sa souveraineté, de faire droit à cette proposition ; que, la question

1. Note Lacour sous Cass., 29 janvier 1894. D. 1894.1.313.

2. Cass., 29 janvier 1894. — D. 1894.1.313 ; J. S. 1894.209 ; R. S. 1894.114 ; S. 1894.1.169.

« étant ainsi tranchée régulièrement, il n'appartient pas
« à la minorité des actionnaires de renouveler à leur gré
« le même débat en le portant sans justifier de griefs
« nouveaux devant la juridiction de droit commun ¹... »

Citons enfin l'un des attendus d'un arrêt récent de la
Chambre des requêtes : « Attendu que les décisions des
« assemblées générales, quand elles sont prises régu-
« lièrement à la majorité, dans les formes et conditions
« prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 22 novembre
« 1913, s'imposent aux actionnaires et qu'il n'appartient
« pas aux juges de fond, ni de les critiquer, ni de les
« modifier ²... »

La doctrine est, de son côté, unanime dans le même
sens ³.

Une difficulté peut cependant se présenter sur laquelle
il convient d'attirer l'attention : nous supposons que la
résolution tendant à décider de la dissolution recueille
plus de la moitié des voix des actionnaires présents ou
représentés, sans toutefois que la majorité des deux tiers
soit obtenue ; il est certain qu'en vertu des dispositions
de l'article 31 la résolution est repoussée. Mais, si la réso-
lution tendant à décider qu'il y a lieu de poursuivre
les opérations sociales, mise aux voix aussitôt après,
ne réunit pas la majorité des deux tiers des voix, il est
manifeste que les actionnaires n'auront exprimé d'avis
positif, ni dans un sens, ni dans l'autre. Peut-on alors
affirmer que l'assemblée générale « a été d'avis qu'il
« n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution » ou

1. Cour de Paris, 24 juillet 1895. J. S. 1896.23 ; R. S. 1896.60.

2. Cass. Req., 22 juin 1926. J. S. 1927.272.

3. Lyon-Caen et Renault, t. II, 906. — Copper-Royer, t. IV,
p. 326. — Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1086.

que la décision « a été fixée régulièrement à la majorité », pour reprendre les termes mêmes des arrêts de la Cour de Cassation du 29 janvier 1894 et du 22 juin 1926 ? Cela semble très douteux, et on peut se demander avec M. A. Dalsace si, dans ce cas particulier, le recours aux tribunaux ne reste pas ouvert aux actionnaires.

Une question qui pourrait également se poser est de savoir si la résolution de l'assemblée générale, repoussant la dissolution, est opposable aux créanciers de la société qui sont, eux, désireux de voir procéder au remboursement de leurs créances, alors qu'il en est temps encore. Les termes de l'article 37 sont, à cet égard, suffisamment précis pour que l'on puisse affirmer que c'est une fin de non-recevoir qui devra être opposée aux demandeurs, la décision régulièrement prise par les actionnaires étant opposable à tous. « Le seul droit
« qu'il serait possible de reconnaître aux tiers, ce serait
« de plaider que les actionnaires ne se sont pas prononcés en connaissance de cause et qu'ils ont été eux-mêmes abusés par des affirmations erronées quant à l'estimation de certaines valeurs ou quant à la computation de certaines dettes. En ce cas, le droit des créanciers se restreindrait dans le droit de demander la nomination d'un mandataire de justice qui convoquera à nouveau l'assemblée des actionnaires, qui leur soumettra les contestations soulevées à l'encontre des estimations relevées au dernier inventaire, qui ajoutera son opinion personnelle quant à ces estimations, et qui demandera aux actionnaires de se prononcer, cette fois-ci, en pleine connaissance de cause.

« Il va de soi qu'une semblable procédure ne peut être accueillie qu'à charge, par le tiers demandeur,

« de fournir des précisions très graves, aboutissant à
« l'une de ces omissions ou erreurs dont parle l'ar-
« ticle 547 du Code de procédure ¹. »

Ajoutons que l'assemblée des actionnaires ne peut délibérer valablement que sur une perte née et actuelle. Elle n'a pas le droit de décider à l'avance que les opérations sociales seront poursuivies, même en cas de perte des trois quarts du capital, puisqu'elle ne dispose pas à l'avance des éléments de décision nécessaires. Il en a d'ailleurs été jugé ainsi par le tribunal de commerce de la Seine, le 26 décembre 1894 ².

Il peut également arriver que l'assemblée étant réunie, on constate que les trois quarts du capital ne sont pas perdus ; la question se pose alors de savoir si les actionnaires peuvent cependant prononcer la dissolution anticipée de la société. On doit penser que la décision sera valable si les conditions fixées par l'article 31 de la loi de 1867 ont été respectées. Certains tribunaux ont rendu des décisions en sens contraire ³, mais on doit tenir cette jurisprudence pour erronée, toute incertitude étant d'ailleurs écartée par la nouvelle rédaction de l'article 37.

§ 3. — PUBLICITÉ A DONNER A LA DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE

La décision prise par l'assemblée des actionnaires doit être rendue publique ; il est évidemment nécessaire que

1. Copper-Royer, t. IV, p. 327.

2. Trib. com. Seine, 26 décembre 1894. R. S. 1895.240. *Le Droit*, 12 janvier 1895.

3. Cour de Paris, 30 juillet 1891. R. S. 1892.72. — Trib. com. Seine, 19 mars 1902. R. S. 1902.283.

les tiers soient tenus au courant lorsqu'il est décidé de procéder à la dissolution anticipée de la société et lorsqu'un liquidateur est désigné. Il est plus remarquable de constater que la même publicité est imposée par le législateur lorsque la décision prise maintient le *statu quo* ; le seul fait de la convocation d'une assemblée appelée à délibérer sur la dissolution anticipée de la société, explique d'ailleurs que l'on ait voulu faire connaître aux tiers que la société continuera de fonctionner, malgré la perte d'une partie de son capital social : il est nécessaire que les tiers susceptibles de contracter avec la société connaissent l'état de solvabilité réduite dans laquelle elle se trouve désormais.

« C'est dans cette publicité prescrite en cas de décision
« négative de l'assemblée qu'il convient de voir le
« germe de la responsabilité très certaine qui pèse sur
« les administrateurs qui ne convoquent pas une assem-
« blée générale en cas de perte des trois quarts du capi-
« tal social, et qui dissimulent cette perte sous le
« couvert d'évaluations inexactes portées dans l'in-
« ventaire ¹. »

Les mesures de publicité que l'article 37 impose de prendre sont celles que prévoient les articles 55 et 56 de la loi de 1867. Cela résulte, en particulier, des travaux préparatoires et du vote de la loi. Le premier projet complétait en effet le deuxième paragraphe de l'article 37 par les mots « dans les formes prescrites par l'article 21 ci-dessus ». Cette indication a été supprimée lorsque l'article 21 projeté a été lui-même remplacé par les articles 55, 56 et 61 ; précisons de plus

1. Copper-Royer, t. IV, p. 328.

que le décret-loi du 30 octobre 1935 a substitué à ce dernier article la nouvelle rédaction de l'article 59.

Les formalités à remplir sont énoncées par l'article 59 de la loi de 1867, aux termes duquel sont « soumis au « dépôt prescrit par l'article 55 :

« 1° ...

« 2° Tous actes et délibérations constatant la dissolution de la société avant terme et le mode de liquidation.

« Sont publiés conformément à l'article 56 :

« 1° ...

« 2° La nullité et la dissolution de la société ainsi
« que les noms et adresses des liquidateurs et les pou-
« voirs de ces derniers. »

Il y a lieu de procéder au dépôt au greffe du tribunal de commerce du siège social de deux copies certifiées des délibérations prises par l'assemblée générale (art. 55). De plus, un extrait doit être publié dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales (art. 56).

Enfin, aux termes de l'article 61 de la loi de 1867 (nouvelle rédaction), « si la société a une ou plusieurs
« succursales situées dans des arrondissements autres
« que celui du siège social, la publication prescrite par
« les articles 56 et 59 a lieu dans chacun des arron-
« dissements où existe une succursale ».

Cette publicité doit être faite, à la diligence du conseil d'administration de la société intéressée, dans le délai d'un mois (art. 56), mais on peut cependant penser qu'il ne serait pas inutile, en cas de dissolution pour

perte des trois quarts du capital, que les tiers soient immédiatement avisés¹.

Un certain nombre d'auteurs estiment que, d'une façon générale, la dissolution d'une société ne doit être publiée que lorsqu'elle résulte de la volonté formellement exprimée des associés². Ce ne serait pas, par exemple, le cas, si elle était décidée en application d'un article impératif des statuts. Par contre, c'est indiscutablement le cas lorsqu'une assemblée générale d'actionnaires décide d'interrompre les opérations sociales, en raison de l'étendue des pertes constatées. Si l'assemblée s'est réunie en vertu de l'article 37 de la loi de 1867, c'est-à-dire si l'on propose aux actionnaires de voter la dissolution pour perte des trois quarts du capital social, la résolution doit être publiée dans tous les cas. Cela découle des termes mêmes de l'article. Il est certain que la même publication devra être faite dans le cas où les statuts auront prévu la convocation de l'assemblée si les pertes atteignent une fraction du capital inférieure aux trois quarts, et si une assemblée des actionnaires a été, en conséquence, appelée à délibérer.

Le législateur n'a pas explicitement prévu, dans l'article 37, quelles sanctions seront encourues si la décision de l'assemblée générale ne reçoit pas la publicité prescrite. « Il est donc fort délicat d'en édicter une
« en lui attribuant un caractère intrinsèque et en la fai-
« sant consister en autre chose que dans la responsa-
« bilité de droit commun incombant aux administra-
« teurs à raison de cette faute notoire par eux commise.

1. Bédarride, n° 403.

2. Rivière, n° 387. — Pont, t. II, n° 1194. — Rousseau, t. I, n° 488.

« Cependant, on doit reconnaître que l'article 59 de la loi de 1867 renvoie expressément aux articles 55 et 56 pour l'exécution des formalités prescrites par l'article 37¹. » D'après l'article 58, l'inobservation des formalités de dépôt et de publicité doit entraîner la nullité de la décision prise par l'assemblée générale, sans que toutefois cette nullité soit opposable aux tiers. « La combinaison de ces différents textes fait ressortir assez nettement la nullité de la délibération d'une assemblée générale qui, statuant sur la continuité des affaires sociales nonobstant la perte des trois quarts du capital, ne serait pas publiée². »

Si la dissolution de la société a été décidée, les conséquences de cette nullité sont évidentes. Si, au contraire, les actionnaires ont voté la continuation des affaires sociales, l'annulation de cette décision rendra nécessaire la convocation par le conseil d'administration d'une nouvelle assemblée générale extraordinaire. Tout se passera comme si les actionnaires n'avaient jamais eu à connaître de la perte éprouvée par la société.

La résolution de l'assemblée, réputée inexistante, sera inopposable aux tiers intéressés, qui pourront alors demander aux tribunaux de prononcer la dissolution.

Cette nullité est, bien entendu, susceptible d'être couverte par l'exécution tardive des formalités exigées par la loi. Si donc les administrateurs, s'apercevant de leur négligence, font la publication qu'ils avaient omis de faire en temps voulu, la cause de nullité disparaîtra, et, du même coup, toute action judiciaire fondée sur cette

1. Copper-Royer, t. IV, p. 329.

2. A. Dolbeau, *Manuel formulaire des liquidateurs amiables ou désignés par les tribunaux*, p. 70.

nullité cessera de pouvoir être portée devant les tribunaux¹.

Mais leur responsabilité peut cependant demeurer engagée à l'égard de tiers ayant contracté avec la société, s'ils peuvent apporter la preuve d'un préjudice actuel et certain, et établir une relation de cause à effet entre ce préjudice et le défaut de publicité.

1. A. Dolbeau, *loc. cit.*, p. 73.

CHAPITRE IV

ACTION EN DISSOLUTION

§ 1. — RECEVABILITÉ DE L'ACTION EN DISSOLUTION

Lorsque l'assemblée que le conseil d'administration doit réunir, en vertu de l'article 37, en cas de perte des trois quarts du capital social, ne l'a pas été, ou lorsqu'elle n'a pu délibérer valablement, les actionnaires et les créanciers seront fondés à demander la dissolution de la société devant les tribunaux.

Non seulement ce droit est accordé à tout intéressé, aussi bien à un tiers, créancier ou autre, qu'à un actionnaire, mais le législateur a, de plus, accordé aux tribunaux les pouvoirs nécessaires pour prononcer la dissolution, alors que les principes généraux du droit auraient normalement donné aux intéressés le droit de demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale, aux lieu et place du conseil d'administration.

L'action en dissolution est une action individuelle, et non une action sociale¹. Elle est ouverte, tout d'abord, lorsque l'assemblée des actionnaires n'a été convoquée,

1. Cour de Paris, 17 février 1890. J. S. 1891.561 ; R. S. 1890.367. — Cour de Bordeaux, 14 août 1889. R. S. 1890.28. — Cass., 24 janvier 1899. J. S. 1899.305.

ni par le conseil d'administration, ni par les commissaires aux comptes. Est-il nécessaire de procéder à une mise en demeure avant d'intenter l'action ? La doctrine admet généralement que l'on peut s'en dispenser¹. On relève, par ailleurs, des décisions jurisprudentielles contradictoires. La Cour de Paris a confirmé, le 8 août 1895², un jugement du tribunal de la Seine, aux termes duquel, « si l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 « édicte qu'en cas de perte des trois quarts du capital « social d'une société, les administrateurs sont tenus de « provoquer la réunion de l'assemblée générale pour « statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution, et qu'à défaut pour les administrateurs de ce faire, tout intéressé peut demander « la dissolution, il appartenait (aux demandeurs) de « mettre tout d'abord les administrateurs, ou X... ès-« qualités, en demeure de réunir ladite assemblée, ce « qu'ils n'ont pas fait ; qu'ainsi, de ce chef, la demande « en dissolution n'est pas recevable... » Par contre, la Cour de Lyon, infirmant un jugement rendu le 26 juillet 1898, pareillement motivé, a jugé³ « qu'aux termes de « l'article 37, le droit de demander devant les tribunaux « la dissolution de la société pour perte des trois quarts « du capital appartient, non seulement aux associés, « mais même à tout intéressé, à défaut par les administrateurs d'avoir réuni à cet effet l'assemblée générale, comme au cas où cette assemblée n'aurait pu « se constituer régulièrement, et que cette action n'a

1. Chambaz et Leblond, *Précis des sociétés*, p. 490.

2. Cour de Paris, 8 août 1895. J. S. 1896.32 ; R. S. 1895.617.

3. Cour de Lyon, 8 juin 1900. J. S. 1901.71.

« point été subordonnée par la loi à la condition d'une mise en demeure préalable... ». On peut également citer une décision du tribunal de commerce de Toulouse¹, dans laquelle aucune allusion n'a été faite à la nécessité d'une mise en demeure préalable.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que l'actionnaire qui aura l'intention de demander devant les tribunaux la dissolution d'une société sera à l'abri de toute critique s'il met au préalable le conseil d'administration en demeure de convoquer l'assemblée générale.

Si l'assemblée, convoquée une première fois, n'a pas satisfait aux conditions de quorum de l'article 31, et si une seconde assemblée est convoquée sans délai, l'action en dissolution ne sera pas recevable. Mais il sera indispensable que cette convocation soit faite immédiatement ; sinon, la mauvaise volonté des administrateurs apparaîtra clairement, et les tribunaux pourront être valablement saisis.

On sait en effet que l'article 31 prévoit la convocation de plusieurs assemblées extraordinaires à quorum décroissant ; on ne peut affirmer que l'assemblée n'a pu se constituer régulièrement avant que les possibilités ainsi offertes n'aient été totalement épuisées². Cette manière de voir n'est d'ailleurs pas unanime³. En particulier, M. Wahl a estimé que « les intéressés peuvent s'adresser aux tribunaux dès que la première assemblée s'est réunie », mais cette opinion contraire, for-

1. Trib. de com. de Toulouse, 3 juin 1930. J. S. 1932.425.

2. Chambaz et Leblond, *loc. cit.*, p. 490.

3. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1387.

mulée avant que la rédaction actuelle de l'article 31 n'ait été introduite par la loi du 1^{er} mai 1930, n'a certainement plus la valeur qu'elle avait au moment où elle a été formulée.

Pour que son action soit recevable, il appartient à qui l'intente de prouver que l'assemblée n'a pas été convoquée, ou qu'elle n'a pu réunir le quorum voulu ¹. Remarquons d'ailleurs que la fin de non recevoir qui résulte de ce qu'une assemblée a délibéré valablement n'est pas indéfinie. Nul ne conteste que, si l'assemblée générale a voté la continuation des affaires sociales, il n'appartient plus à un actionnaire ou à un autre intéressé de s'adresser à la justice pour faire réformer cette décision et demander la dissolution de la société ². Mais, si la situation ne s'améliore pas, il sera possible, après un laps de temps suffisant, de s'adresser aux tribunaux.

L'action en justice sera recevable, non seulement si l'assemblée ne s'est pas réunie, ou si elle n'a pu délibérer valablement, mais également dans tous les cas où elle est nulle. Cela se présentera, en particulier, si certains actionnaires n'ont pas été convoqués, à moins qu'ils ne ratifient expressément la décision prise ³. Il en sera de même si l'ordre du jour n'a pas été publié ⁴, ou s'il ne mentionne pas la question de la dissolution ⁵.

1. Trib. com. Seine, 16 juillet 1898. J. S. 1899.122 ; R. S. 1898.486.

2. Cass., 29 janvier 1894. R. S. 1894.114 ; J. S. 1894.209 ; D. 1894.1.313.

3. Arthuys, t. II, n° 755. — Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 906. — Trib. com. de Lyon, 17 février 1898. J. S. 1898.280.

4. Houpin et Bosvieux, t. II, n° 1086.

5. Arthuys, t. II, n° 578. — Trib. com. de Lyon, 17 février

L'action appartient à tout intéressé, et cette expression doit être entendue au sens large ¹. Elle englobe, en premier lieu, les actionnaires ², qu'ils soient propriétaires d'actions nominatives ou au porteur ; il a été jugé ³ que les actionnaires, propriétaires d'actions au porteur, qui poursuivent la dissolution d'une société pour perte des trois quarts du capital social n'ont même pas à faire la preuve qu'ils étaient propriétaires desdites actions à la date de l'assignation ; il suffit qu'ils aient et conservent la qualité d'actionnaires au cours de l'instance.

Pourront également exercer l'action les créanciers de la société ⁴. Il en sera de même des créanciers personnels des actionnaires qui, en vertu de l'article 1166 du Code civil, sont habilités à exercer les droits et actions de leurs débiteurs.

§ 2. — L'INSTANCE ET LE JUGEMENT

L'instance est dirigée contre le conseil d'administration. — Le législateur n'a pas réglé la procédure d'une instance en dissolution anticipée ; en particulier, il n'a pas précisé contre qui elle doit être dirigée. « Il semble
« qu'une telle disposition n'avait pas besoin d'être
« écrite : l'action en dissolution anticipée est au pre-

1898. J. S. 1898.380. — Trib. com. Seine, 24 juin 1887. R. S. 1887.589. — Trib. com. Seine, 17 mai 1885. J. S. 1887.753.

1. Rousseau, t. II, n° 2583. — Cour de Lyon, 8 juin 1900. J. S. 1901.71.

2. Trib. com. Seine, 5 janvier 1891. J. S. 1893.34 ; R. S. 1891.274.

3. Cour de Lyon, 21 mars 1935. S. 1936.2.7.

4. Trib. civil d'Albi, 11 juin 1892. J. S. 1893.56.

« mier chef une action sociale, car elle puise ses raisons
« d'être dans un fait qui atteint uniformément la
« situation des actionnaires. Or une action sociale doit
« se poursuivre contre la société ; celle-ci est repré-
« sentée par les administrateurs, qui sont ses manda-
« taires généraux. C'est donc la société, représentée par
« les administrateurs, qui doit figurer comme défende-
« resse dans l'instance en dissolution anticipée que
« voudrait intenter l'un des intéressés dont parle l'ar-
« ticle 37¹. »

L'instance peut se suivre par défaut, mais la société doit être dûment assignée en la personne de ses administrateurs.

Preuve à apporter. — C'est évidemment au demandeur qu'il appartient de prouver la perte des trois quarts du capital social². Il peut d'ailleurs faire la preuve par tous les moyens³. Mais, de toutes façons, la dissolution ne peut être valablement demandée, « quelque graves
« que soient les griefs relevés contre la gestion de la
« société » s'il n'est possible de tenir pour constante la perte des trois quarts du capital social⁴.

Le demandeur pourra procéder à une réévaluation des éléments de l'inventaire conformément aux règles que nous avons définies, mais il est très probable, ainsi que nous l'avons signalé, que l'application de ces règles

1. Copper-Royer, t. IV, p. 333.

2. Trib. com. Seine, 23 février 1885. J. S. 1890.196 ; R. S. 1885.362.

3. Cour de Paris, 6 février 1894. D. 1894.2.545.

4. Cour de Paris, 24 juillet 1895. J. S. 1896.23 ; R. S. 1896.60.
— Cour de Paris, 8 août 1895. J. S. 1896.32 ; R. S. 1895.617.

conduirait plutôt à majorer les estimations des valeurs actives, si les évaluations ont été faites conformément aux usages normaux. On sera donc conduit, en pratique, à prouver que la bonne foi de l'assemblée a été surprise par la fraude des administrateurs, ou que les dépréciations invoquées ont pour cause des événements survenus à une date postérieure à celle de l'assemblée annuelle.

Il faut observer que le demandeur devra apporter des arguments très solides à l'encontre des énonciations de l'inventaire et du bilan. La charge de la preuve sera même particulièrement lourde pour un actionnaire. Il doit en effet subir le poids de résolutions prises par une assemblée antérieure, et il risque de se voir opposer les estimations acceptées par la dernière assemblée générale annuelle. C'est ainsi que le tribunal de la Seine a jugé qu' « il est difficile d'admettre que les prétentions de « X... doivent prévaloir contre celles de l'assemblée « générale ; il est en effet à remarquer que X..., alors « administrateur, a donné son consentement à l'éta- « blissement des bilans qui précèdent celui qui est « actuellement l'objet de ses critiques; ces bilans anté- « rieurs ont été établis suivant les mêmes règles ¹ ».

Pouvoir d'appréciation du tribunal. — Le juge devant lequel est portée l'action en dissolution jouit des mêmes pouvoirs que l'assemblée générale à laquelle il est, en quelque sorte, substitué ². Il est libre de prononcer la

1. Trib. com. Seine, 23 février 1885. R. S. 1885.362 ; J. S. 1890.196.

2. Trib. com. Marseille, 27 mars 1923. R. S. 1923.345. — Alauzet, t. II, n° 252. Rivière, n° 253. — Vavasseur, t. II, n° 914.

dissolution ou de rejeter la demande. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les termes de l'article 37 à ceux dont le législateur s'est servi, par exemple, dans l'article 4 de la loi du 17 mars 1905 sur les sociétés d'assurance sur la vie ; on constate qu'alors que ce dernier texte impose la dissolution en cas de perte de la moitié du capital social, l'article 37 ne dit rien de pareil.

Il n'est pas douteux, dans ces conditions, que le juge a une entière liberté de décision. Il doit examiner, en premier lieu, si les trois quarts du capital social sont effectivement perdus. L'examen approfondi de l'inventaire et des estimations faites permettra de relever les erreurs ou les omissions, les faux ou les doubles emplois.

Mais, même si les tribunaux sont amenés à constater la perte des trois quarts du capital social, il leur appartient d'apprécier souverainement si la dissolution doit être prononcée, en tenant compte des principes de l'ordre public, de l'intérêt de la société, ainsi que, le cas échéant, du désir des actionnaires¹. Voici un attendu d'un arrêt de la Cour de Rouen, qui est à cet égard, tout à fait caractéristique² : « Attendu que même en
« tenant pour certaine et établie la perte des trois quarts
« du capital social, il appartient encore aux tribunaux,
« par une appréciation souveraine des faits et circonstances, de décider si la perte subie est de nature à
« empêcher la société de fonctionner et si celle-ci peut
« continuer sans danger ses opérations, malgré le grave
« changement survenu dans sa situation ; que, pour la
« solution de cette question, il convient, après s'être

1. Trib. com. Marseille, 27 mars 1923. R. S. 1923.345.

2. Cour de Rouen, 10 mars 1909. J. S. 1910.209 ; S. 1912.2.108.

« assuré que l'ordre public n'est pas en jeu, de se préoc-
« cuper principalement de l'intérêt de la société elle-
« même, et de tenir compte des désirs et des intentions
« manifestés par les actionnaires qui sont les meilleurs
« juges de cet intérêt... »

Ajoutons que, si la situation est devenue meilleure depuis la demande, il sera équitable que le tribunal en tienne compte. Un arrêt de la Chambre civile¹ est particulièrement net sur ce point : « Attendu que si, en
« principe, le juge doit, pour statuer, se placer au
« moment de l'introduction de l'instance, cette règle ne
« s'applique qu'aux jugements déclaratifs, c'est-à-dire à
« ceux qui se bornent à reconnaître des droits préexis-
« tants, et dont l'effet rétroagit au jour de la demande ;
« qu'il en est autrement des jugements attributifs, c'est-
« à-dire de ceux qui ont pour objet de créer un droit
« nouveau ou de modifier un état de choses légalement
« existant, et qui n'ont d'effet qu'à partir du jour où
« ils sont prononcés ; que ces derniers jugements ne
« rétroagissant pas, le juge doit, pour apprécier le bien-
« fondé de la demande, se placer en présence des faits
« tels qu'ils existent au moment où il prend sa déci-
« sion ; que c'est le caractère que présente le jugement
« qui, sur la demande d'actionnaires, prononce la dis-
« solution d'une société par application de l'article 37
« de la loi du 24 juillet 1867 et nomme un liquidateur ;
« que l'opportunité de telles mesures, appelées à pro-
« duire effet dans l'avenir, doit s'apprécier à l'époque
« où elles sont arrêtées, et non pas, dans le passé, à
« l'époque de l'introduction de la demande. »

1. Cass., 10 juillet 1918. J. S. 1919.269.

Le tribunal est souverain juge de l'opportunité de prononcer ou non la dissolution anticipée ; sa décision échappe au contrôle de la Cour de cassation, soit qu'il prononce la dissolution, soit qu'il la refuse parce que les trois quarts du capital ne sont pas perdus, ou que l'intérêt de la société lui dicte cette solution.

Publicité à donner au jugement. — Le jugement qui prononce la dissolution doit faire l'objet des mesures de publicité que nous avons déjà énoncées à propos des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Mais, nous ne pensons pas qu'il doive en être de même s'il a rejeté la dissolution. La Cour de Rouen a rendu, le 7 août 1880¹, un arrêt dans ce sens ; de plus, les prescriptions de l'article 59 de la loi de 1867 ne visent que le cas où la société est dissoute.

Si le jugement prononçant la dissolution est frappé d'appel, ses effets sont automatiquement suspendus, et on ne devra pas le publier. Un arrêt de la Cour de Cassation² a cependant décidé le contraire, en considérant que la publicité n'est pas un mode d'exécution. On peut objecter que l'on ne saurait publier la dissolution avant qu'elle ne soit définitivement prononcée, et ce n'est pas le cas si le jugement est frappé d'appel. Par contre, s'il s'agit d'un recours en cassation, il y aura lieu de publier l'arrêt attaqué, le pourvoi n'étant pas suspensif.

Réunion tardive d'une assemblée générale. — L'assignation à fin de dissolution anticipée fait entrer un droit dans le patrimoine du demandeur, et la jurisprudence

1. Cour de Rouen, 7 août 1880. J. S. 1882.708.

2. Cass. Req., 26 mars 1912. D. 1912.1.156.

décide généralement que ce droit ne peut plus lui être retiré par une réunion tardive d'une assemblée générale. Il est assez logique, en effet, que l'assemblée générale ne puisse pas paralyser une action que les administrateurs auraient pu empêcher de naître en convoquant l'assemblée en temps utile¹. D'ailleurs, une résolution de l'assemblée générale écartant la dissolution après qu'une demande en justice a été formulée est suspecte, et on peut craindre qu'elle n'ait été prise à la suite de manœuvres intéressées des administrateurs.

Sans aller jusqu'à dire, avec M. Copper-Royer, que la délibération tardivement prise par l'assemblée doit s'imposer aux tribunaux qui ne peuvent suppléer à la volonté de l'être moral qu'au seul cas où cette volonté ne s'est pas manifestée du tout², on doit reconnaître qu'une décision de l'assemblée générale, même intervenue postérieurement à la demande, ne saurait manquer de constituer un élément d'appréciation important pour le tribunal. Ainsi que l'a indiqué la Cour de Rouen³, « si, par le double fait de la tardivité de la
« réunion de l'assemblée générale et de l'irrégularité
« de sa délibération, la justice a pu être valablement
« saisie par tout actionnaire d'une demande en disso-
« lution anticipée de la société, cependant, malgré le
« défaut de validité de la délibération..., et bien qu'elle
« demeure dénuée de toute valeur juridique, la Cour
« a le droit et le devoir d'en faire état comme d'une
« manifestation claire et précise indiquant le désir for-

1. Cass., req., 26 mars 1912. D. 1912.1.156.

2. Copper-Royer, t. IV, p. 331.

3. Cour de Rouen, 10 mars 1909. J. S. 1910.209 ; S. 1912.2.108.

« mel et la volonté réfléchie et bien arrêtée de la grande
« majorité des actionnaires ». On pourrait même dire
que « l'on ne voit pas quel serait l'intérêt pour l'action-
« naire de poursuivre son instance alors qu'il a obtenu
« par voie indirecte ce qu'il voulait, savoir la consulta-
« tion de l'assemblée ¹ ».

§ 3. — CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC DE L'ACTION
EN DISSOLUTION

L'action de l'article 37 est d'ordre public, puisque cet article n'est qu'une dérogation à l'article 1871 du Code civil, qui ouvre une action personnelle et individuelle qui est d'ordre public.

M. Lyon-Caen a cependant pensé que l'action de l'article 37 pouvait être entravée par les statuts, puisque l'assemblée générale des actionnaires a la possibilité de repousser la proposition de dissolution et, par là même, de paralyser l'exercice du droit ouvert par l'article 37.

Il arrive fort souvent, en fait, qu'une clause statutaire limite le droit de poursuite individuel des actionnaires. Il existe deux sortes de clauses : des clauses prohibitives peuvent stipuler que les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peuvent être dirigées contre ses représentants qu'en vertu d'une autorisation formelle de l'assemblée générale ; les clauses d'avis laissent, au contraire, à chaque actionnaire la possibilité de présenter en tout état de cause, une demande en justice contre la société ou ses représentants, mais elles lui imposent de consulter au préalable

1. Chambaz et Leblond, *loc. cit.*, p. 491.

l'assemblée générale, dont l'avis devra être soumis aux tribunaux en même temps que la demande.

En ce qui concerne les clauses prohibitives, il a été généralement reconnu qu'elles ne pouvaient être opposables aux actionnaires.

Quant à la clause d'avis, elle laisse intact le droit de l'actionnaire, en retardant seulement la demande en justice. Cependant, M. Bosvieux¹ a estimé qu'une telle clause serait inapplicable à toute demande basée sur la violation d'un droit dérivant de la loi, et auquel celle-ci a attribué impérativement le caractère de droit individuel, directement ou indirectement. En fait, si l'actionnaire demande l'avis de l'assemblée, ce sera parce que l'assemblée générale prévue par l'article 37 n'aura pas été réunie ou n'aura pas pu statuer valablement, et il est à craindre que l'assemblée consultative ne puisse pas se réunir plus aisément. La question a été très discutée, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. Mais elle paraît maintenant tranchée nettement par un arrêt rendu par la Cour de Lyon, qui a jugé la clause d'avis non applicable. En voici les attendus : « Attendu que
« la jurisprudence a changé à plusieurs reprises sur le
« point de savoir si on doit tenir compte de la clause
« des statuts qui impose à l'actionnaire exerçant une
« action contre la société, l'obligation de consulter préalablement l'assemblée générale, qu'au commencement
« et pendant longtemps, elle a paru se rallier à une
« distinction établie entre la clause d'autorisation,
« clause prohibitive qu'elle écartait comme contraire à

1. H. Bosvieux, *Exercice des actions judiciaires par les actionnaires. Cause prohibitive et clause d'avis. Réunion de ces deux clauses.* J. S. 1909.49.

« l'ordre public, et la clause d'avis, qu'elle admettait
« en tant que simple formalité ne pouvant pas mettre
« obstacle au droit de l'actionnaire, que c'est dans ce
« sens que l'arrêt de la Chambre civile du 29 mai 1899 ¹
« a posé en règle générale que la clause d'avis qui n'a
« en soi rien d'illicite doit s'appliquer sans qu'il y ait
« à rechercher si l'action est sociale ou individuelle, ou
« si elle touche ou non à l'ordre public ; mais attendu
« qu'abandonnant la doctrine de cet arrêt, la même
« Chambre civile ² a, le 20 décembre 1911, déclaré la
« clause d'avis inapplicable aux actions tendant à faire
« prononcer la nullité de la société ; attendu que le
« principe ainsi posé pour les actions en nullité doit
« manifestement s'appliquer à toutes les actions inté-
« ressant l'ordre public, ce qui est le cas de l'action en
« dissolution intentée en vertu de l'article 37 de la loi
« du 24 juillet 1867, qui dispose qu'en cas de perte des
« trois quarts du capital social, les administrateurs sont
« tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale
« de tous les actionnaires à l'effet de statuer pour savoir
« s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société ;
« que la résolution de l'assemblée est, dans tous les cas,
« rendue publique, et qu'à défaut par les administra-
« teurs de réunir l'assemblée générale, comme dans le
« cas où elle n'aurait pu se constituer régulièrement,
« tout intéressé peut demander la dissolution devant les
« tribunaux ; attendu d'ailleurs que cet aspect de la
« question a fait lui-même l'objet d'un arrêt de la
« Chambre civile qui a déclaré que l'article 37 de la

1. Cass., 29 mai 1899. J. S. 1899.535 ; S. 1899.1.409.

2. Cass., 20 décembre 1911. J. S. 1912.345 ; S. 1914.1.81.

« loi de 1867 a confié à tout actionnaire un droit personnel qu'il a entendu lui garantir dans un intérêt d'ordre public ¹ ; attendu que c'est dans ce dernier état de la jurisprudence que la Cour estime devoir puiser les éléments de sa décision ; attendu par suite que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré la demande irrecevable, qu'il faut au contraire décider que l'action introduite par les appelants était fondée sur l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, qui est une disposition d'ordre public, la clause d'avis insérée dans les statuts est inapplicable ². » La question de l'application des clauses d'avis paraît ainsi nettement réglée.

1. Cass., 2 janvier 1912 ; J. S. 1912.429 ; S. 1912.1.489.

2. Cour de Lyon, 21 mars 1935. J. S. 1937.685 ; R. S. 1936.122.

CONCLUSION

La loi de 1867 a édicté en faveur des actionnaires et des tiers certaines mesures de protection qui s'appliquent en cas de perte des trois quarts du capital social. Il s'agit d'ailleurs de dispositions qui, en principe, relèvent davantage de la gestion interne de la société que de la juridiction contentieuse.

Depuis la promulgation de cette loi, on s'est préoccupé de la protection des minorités dans les sociétés par actions, ainsi que de la défense des épargnants, notamment des obligataires, mais il est à remarquer qu'aucun texte nouveau n'est venu modifier directement les règles de l'article 37, si l'on met à part les dispositions relatives à certains types particuliers de sociétés, et l'extension de ces mesures aux sociétés à responsabilité limitée.

Il serait cependant possible de protéger davantage les actionnaires, notamment si l'on sanctionnait plus sévèrement la faute très lourde que commettent les administrateurs lorsqu'ils ne réunissent pas l'assemblée extraordinaire des actionnaires dans un délai suffisamment bref après que l'on a constaté que les trois quarts du capital sont perdus. Il est en effet indispensable que les intéressés soient tenus au courant de la situation dif-

ficile dans laquelle se trouvent alors les affaires sociales, et que les actionnaires soient appelés, en tant que principaux intéressés, à prendre une décision qui peut permettre de sauver la fraction de leur mise qui n'est pas encore dissipée.

Nous avons vu qu'il peut être difficile et long de réunir l'assemblée appelée à délibérer sur la dissolution en raison des conditions de quorum qu'édicte l'article 31 de la loi de 1867. Si même l'assemblée est valablement constituée, il est nécessaire qu'une majorité des deux tiers se dégage pour qu'une décision positive puisse être prise. Nous ne reviendrons pas sur les difficultés déjà exposées qui peuvent apparaître lorsqu'une majorité simple d'actionnaires présents ou représentés vote la dissolution sans atteindre cependant le pourcentage des deux tiers. Nous avons admis que, dans ce cas, le recours aux tribunaux devrait logiquement être possible, mais de toutes façons un délai fort long s'écoulera avant qu'une décision formelle ne soit prise. Il est cependant certain que, lorsque la question de la dissolution est posée, il est urgent de trouver une solution ; s'il est sage d'imposer des conditions de quorum assez sévères, pour éviter qu'une minorité d'actionnaires ne prenne une décision contraire aux intérêts du plus grand nombre, on peut penser qu'il y aurait avantage, dans l'intérêt même des actionnaires, à ce que la majorité des deux tiers soit ramenée à la majorité simple qui suffisait, au moment de la promulgation de la loi, pour qu'une décision soit votée valablement.

Il serait d'autre part indispensable de préciser quelles sont les méthodes d'évaluation qu'il convient d'appliquer lorsque l'on cherche à savoir si les pertes atteignent

ou non les trois quarts du capital social. Nous avons constaté antérieurement que la loi française, à l'inverse de certaines législations étrangères, n'a pas réglementé les estimations faites dans les inventaires annuels, et qu'on est surtout guidé par le souci d'assurer l'intangibilité du capital social et de ne pas distribuer de bénéfices non réellement acquis. Elles ne peuvent donc être retenues si l'on envisage de faire jouer l'article 37. Malheureusement, les décisions jurisprudentielles rendues en la matière ne donnent que des indications très sommaires et relatives à des cas d'espèce. S'il est d'autre part possible de poser un certain nombre de principes, on reste cependant dans l'incertitude quant à leur valeur intrinsèque, et il n'est nullement démontré qu'ils doivent être consacrés par la jurisprudence. L'intervention du législateur serait donc très utile en la matière.

Un dernier point, enfin, est, à notre avis, insuffisamment réglementé : il s'agit de la publicité à donner au fait qu'une assemblée d'actionnaires a été convoquée pour statuer sur la question de la dissolution de la société ou qu'un tribunal a été saisi, ainsi qu'à la décision qui a été prise. La situation de la société est alors extrêmement grave, même si l'on n'a pas donné suite à la proposition de dissolution. Il serait à notre avis indispensable de renforcer les mesures de publicité actuellement appliquées et, en particulier, d'inscrire une mention spéciale au registre de commerce. Cette remarque s'applique du reste à tout le système de publication des sociétés établi par la loi française qui devrait être refondue en centralisant la publicité de tous les faits intéressant le fonctionnement des sociétés. Il serait possible de s'inspirer du système anglais en créant un

Office des sociétés par actions et en prévoyant l'insertion des extraits à publier dans un Bulletin unique des sociétés par actions¹.

Mais, dans le cas où la dissolution de la société a été envisagée pour perte des trois quarts du capital, on pourrait même aller plus loin et, ainsi que le suggère M. A. Dalsace, exiger qu'une mention spéciale en soit faite sur les imprimés et papiers à en-tête de la société, de même que l'on y mentionne le montant de son capital social.

Certains voudraient enfin que l'on confie aux tribunaux le contrôle des décisions prises par les assemblées générales lorsqu'elles décident de poursuivre les affaires sociales en dépit des pertes constatées. Ce serait contraire à l'esprit même de l'article 37 qui n'admet le recours devant les tribunaux *qu'à défaut* d'une décision de l'assemblée. De toutes façons cette question soulève un problème beaucoup plus vaste, celui de la protection des minorités dans les sociétés par actions.

1. A. Percerou, *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*, p. 473.

VU ET APPROUVÉ :

Le 19 avril 1939.

Le Président de la thèse,

JOSEPH HAMEL.

VU

Le Doyen,

G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages généraux.*

ARTHUYS (F.). — *Traité des sociétés commerciales* (3^e éd.).

BÉDARRIDE (J.). — *Commentaires de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.*

CHAMBAZ et LEBLOND. — *Précis des sociétés.*

COPPER-ROYER. — *Traité des sociétés anonymes* (4^e éd.).

DOLBEAU (A.). — *Manuel pratique à l'usage des liquidateurs amiables ou désignés par les tribunaux.*

FLOUCAUD-PÉNARDELLE. — *Les sociétés par actions.*

GOIRAND (L.). — *Traité des sociétés par actions.*

HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général des sociétés civiles et commerciales* (7^e éd.).

LACOUR et BOUTERON. — *Précis de droit commercial* (2^e éd.).

LYON-CAEN, RENAUT et AMIAUD. — *Traité de droit commercial* (5^e éd.).

MATHIEU et BOURGUIGNAT. — *Commentaires sur la loi sur les sociétés, 24-29 juillet 1867.*

PIC (Paul). — *Des sociétés commerciales* (collection Thaller).

PONT (Paul). — *Traité commentaire sur les sociétés civiles et commerciales.*

RIVIÈRE. — *Commentaires sur la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.*

ROUSSEAU (R.). — *Sociétés commerciales françaises et étrangères.*

VAVASSEUR. — *Traité sur les sociétés civiles et commerciales* (6^e éd.).

WAUWERMANS. — *Manuel pratique des sociétés anonymes.*

II. — *Ouvrages spéciaux.*

BEAUDONNAT (E.). — *La notion de dividende fictif.*

BOURCART (G.). — *De l'organisation et des pouvoirs des assemblées générales dans les sociétés par actions.*

DALSACE (A.). — *Principes généraux du bilan et de la comptabilité.*

— *Introduction à l'étude du bilan et de la comptabilité.*

FOISY (P.). — *De la dissolution des sociétés pour cause de pertes.*

JOUET (L.). — *Principes économiques applicables à la détermination des valeurs vénales.*

MATARD. — *Les pouvoirs des administrateurs et des gérants dans les sociétés par actions.*

PERCEROU (A.). — *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions.*

ROCHE (G.). — *De la relativité des bilans.*

Journal des Sociétés, 1883 à 1939.

Revue des Sociétés, 1880 à 1939.

III. — *Etudes diverses.*

BARRAULT (H.-E.). — *La notion de bénéfice annuel dans les sociétés anonymes*, R. S. 1924.371.

- BOSVIEUX (H.). — *Exercice des actions judiciaires par les actionnaires. — Clause prohibitive et clause d'avis. — Réunion des deux clauses*, J. S. 1909.49.
- *La nouvelle réglementation des assemblées générales extraordinaires et des assemblées spéciales d'actionnaires*, J. S. 1930.337.
- *De l'accès aux assemblées générales des actionnaires et du droit de vote attaché aux actions*, J. S. 1936.36.
- *La nouvelle réglementation du mandat des commissaires aux comptes*, J. S. 1936.166.
- DALSACE (A.). — *L'évaluation de l'actif dans les bilans*, R. S. 1926.437.
- *De l'obligation d'imprimer le rapport des commissaires aux apports* (Revue du droit bancaire, n° 6, 1927).
- *A propos de la rétroactivité et du caractère obligatoire de la loi du 1^{er} mai 1930*, R. S. 1930.437.
- *La notion de bénéfice*, R. S. 1937.217.
- DÉCUGIS. — *Des différents systèmes d'amortissement industriel dans les sociétés par actions*, J. S. 1906.241.
- GUÉNÉE. — Note sous Cour de Dijon, 24 avril 1888, et Cassation, 2 juillet 1901, D. 1903.1.169.
- DE HAENE. — *Les plus-values des sociétés anonymes devant le droit de patente* (Revue pratique des sociétés civiles et commerciales, 1911.209).
- HAMEL (J.). — *La responsabilité individuelle ou solidaire des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes*, R. S. 1923.131.
- *La réévaluation des bilans*, J. S. 1929.59 et 65.

- *La réglementation du bilan dans les sociétés par actions* (*Annales du droit commercial*, 1931.295 et 1932.5.)
- HOUPIN (C.). — *Sociétés anonymes, administrateurs, révocation par l'assemblée générale, droits des actionnaires*, J. S. 1901.431.
- *De la constatation des plus-values de l'actif dans les bilans*, J. S. 1923.481.
- *De l'établissement des inventaires et bilans en période de crise économique*, J. S. 1932.65.
- Note sous trib. com. Seine, 9 mars 1892, J. S. 1892.246. — Note sous trib. com. Charolles, 16 mars 1909, J. S. 1909.374. — Note sous Cour d'Orléans, 25 janv. 1912, J. S. 1913.122.
- LACOUR. — Note sous Cass., 29 janv. 1894, D. 1894.1.313.
- LEBLOND (J.). — *De l'évaluation des titres cotés en Bourse et en Banque*, J. S. 1938.449.
- LEDRU. — Note sous trib. com. Seine, 21 nov. 1879, J. S. 1884.226.
- MOLIÉRAC (J.). — *Considérations sur l'inventaire et le bilan dans les sociétés anonymes*, R. S. 1936.141.
- PASSELECQ (F.). — *Le fisc et le remboursement d'actions sur les bénéfices* (*Revue pratique des sociétés civiles et commerciales*, 1911.105).
- VAVASSEUR. — *Les inventaires et les bilans*, R. S. 1883.389.
- WAHL (A.). — *Des assemblées générales appelées à délibérer sur la dissolution d'une société anonyme en cas de perte des trois quarts du capital. — Composition, quorum et vote*, J. S. 1906.337.
- *Des droits respectifs de l'usufruitier et du nu pro-*

priétaire sur les titres, leurs produits et leurs accessoires, J. S. 1925.129.

— *Les droits des porteurs de parts bénéficiaires en cas de dissolution de la société d'après la loi du 23 janvier 1929*, J. S. 1930.129.

— Note sous Cass., 8 déc. 1902, S. 1904.1.449. — Note sous Milan, 17 fév. 1913, S. 1914.4.17.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
§ 1. — Historique	1
§ 2. — Aperçu des dispositions des législations étrangères	6

PREMIÈRE PARTIE

De la perte des trois quarts du capital social.

CHAPITRE PREMIER. — Qu'est-ce que le capital social?	13
§ 1. — Le capital social de l'article 37 est le capital nominal	13
§ 2. — Qu'est-ce que le capital nominal d'une société ?	15
CHAPITRE II. — Constatation matérielle des pertes..	23
CHAPITRE III. — Évaluation des éléments de l'inven- taire	32
§ 1. — La notion de valeur	32
§ 2. — Principes d'évaluation des éléments de l'inventaire	35
§ 3. — Caractère fictif du bilan classique	56
§ 4. — Évaluation des pertes dans le cadre de l'article 37	67
§ 5. — Le bilan de l'article 37 et le bilan clas- sique	78

DEUXIÈME PARTIE

**Intervention de l'assemblée générale des actionnaires ;
action en justice.**

CHAPITRE PREMIER. — Convocation de l'assemblée...	85
§ 1. — Mesures imposées par l'article 37	85
§ 2. — C'est le conseil d'administration qui doit convoquer les actionnaires	87
§ 3. — Peut-on contraindre le conseil d'admini- stration à convoquer les action- naires ?.....	98
CHAPITRE II. — Réunion de l'assemblée générale...	110
§ 1. — Nature de l'assemblée	110
§ 2. — Qui doit prendre part à l'assemblée ? ...	113
§ 3. — Convocation de l'assemblée extraordi- naire	118
§ 4. — Quorum, calcul des voix, majorité.....	122
CHAPITRE III. — Décision de l'assemblée.....	124
§ 1. — Pouvoirs de l'assemblée.....	124
§ 2. — Caractère souverain de la décision	127
§ 3. — Publicité à donner à la décision.....	132
CHAPITRE IV. — Action en dissolution.....	138
§ 1. — Recevabilité de l'action	138
§ 2. — L'instance et le jugement	142
§ 3. — Caractère d'ordre public de l'action	149
CONCLUSION	153
BIBLIOGRAPHIE	157

